

Instantanés septembre 2024

Dossier de la rédaction de H2o
September 2024

Monde
 
 

Un mégatsunami parti du Groenland a fait trembler la Terre durant 9 jours

Issu d'un glissement de terrain dans un fjord du Groenland causé par le changement climatique, un tsunami a fait vibrer la Terre pendant neuf jours en septembre 2023, a révélé une équipe internationale de chercheurs dans la revue Scienc

"Ce qui est tout à fait unique dans cet  v nement, c'est la durée du signal sismique et la constance de sa fréquence", a expliqué à l'AFP l'un des auteurs de l'étude, Kristian Svennevig, du Service national de géologie du Danemark et du Groenland (GEUS).   "D'autres glissements de terrain et tsunamis ont produit des signaux sismiques, mais seulement pendant quelques heures et très localement, celui-ci a été observé dans le monde entier, jusqu'à l'Antarctique", a-t-il ajouté. Le phénomène a d'abord surpris la communauté scientifique, qui a commencé par le définir comme un objet sismique non identifié avant d'établir qu'il trouvait sa source dans un glissement de terrain dans le fjord Dickson, dans l'est du Groenland.

En septembre 2023, 25 millions de mètres cubes de roches et de glace sont tombées dans ce fjord reculé et inhabité,   près de 200 kilomètres de l'océan. Cet éboulement a provoqu  un mégatsunami de 200 mètres de haut à son épicentre.   70 kilomètres de là, des vagues de tsunami de 4 mètres de haut ont endommagé une base de recherche située sur l' le d'Elle. L'effondrement a été causé par l'amincissement du glacier à la base de la montagne, lui-même créé par le changement climatique, a expliqué le Service national de géologie du Danemark et du Groenland.   "Avec un Arctique qui continue à se réchauffer, on peut s'attendre à ce que la fréquence et l'ampleur de ces  v nements augmentent à l'avenir", a dit Kristian Svennevig. Le chercheur a ajouté qu'il faudrait mettre en place des systèmes d'alerte précoce, un défi dans ces environnements extrêmes.

Radio-Canada

Article en français extrait de la revue The Seismic Record (8 août 2024), faisant suite à une étude de Carrillo-Ponce et ses collègues du Centre de recherche allemand pour les géosciences qui ont examin  les signaux sismiques et les images satellites de la région à Trust My Science

 

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005 et plus d'un 1/5 me de la surface océanique mondiale a connu une vague de chaleur sévère en 2023, selon un rapport de l'observatoire européen Copernicus.

"Le réchauffement de l'océan peut être considéré comme notre sentinelle du réchauffement climatique. Il n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960. Et depuis 2005 environ, le rythme du réchauffement des océans a doublé", a

souligné au cours d'une visioconférence l'océanographe Karina Von Schuckmann, en présentant le 8^{ème} Rapport sur l'état des océans de Copernicus. Les océans se réchauffent de 1,05 watt par m2 depuis 2005, contre 0,58 watt par m2 dans les décennies précédentes, d'après le rapport. Ces travaux viennent consolider les rapports du GIEC. En 2019, ces experts du climat mandatés par l'ONU estimaient "probable" que le rythme de réchauffement des océans ait "plus que doublé" depuis 1993. Ce réchauffement s'explique par le fait que les océans ont absorbé depuis 1970 plus de 90 % de l'excès de chaleur du système climatique, provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre par l'humanité, selon le GIEC. Les océans, qui recouvrent 70 % de la surface du globe, sont un régulateur majeur du climat terrestre. Des eaux plus chaudes entraînent des ouragans et des tempêtes plus violentes, avec leur cortège de destructions et d'inondations. Ce réchauffement s'accompagne également d'une multiplication des canicules marines. Ainsi, 22 % des océans du globe ont connu au moins une vague de chaleur sévère ou extrême en 2023. Plus étendues, les vagues de chaleur marines ont aussi tendance à devenir plus longues, avec une durée maximale annuelle moyenne qui a doublé depuis 2008, passant de 20 à 40 jours.

Le Devoir

À

Bulletin de l'OMM sur la qualité de l'air et le climat

Le Bulletin de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur la qualité de l'air et le climat met l'accent sur les incendies de forêt. Il examine également les concentrations mondiales et régionales de particules polluantes et leurs effets néfastes sur les cultures en 2023.

Le bulletin a été publié à l'occasion de la journée "Air pur pour un ciel bleu", le 7 septembre. Le thème de cette année "Investir dans l'air pur maintenant". La pollution de l'air ambiant est à l'origine de plus de 4,5 millions de décès prématurés par an et a un coût économique et environnemental élevé. Le bulletin, le quatrième d'une série annuelle explore la relation complexe entre la qualité de l'air et le climat. Les espèces chimiques qui entraînent une dégradation de la qualité de l'air sont normalement émises en même temps que les gaz à effet de serre. Ainsi, les changements dans l'un entraînent inévitablement des changements dans l'autre. La qualité de l'air affecte à son tour la santé des écosystèmes, car les polluants atmosphériques se déposent à la surface de la Terre. Les dépôts d'azote, de soufre et d'ozone réduisent les services fournis par les écosystèmes naturels, tels que l'eau, la biodiversité et le stockage du carbone.

WMO Air Quality and Climate Bulletin No. 4

À

Importante fonte des glaciers suisses

Pas de répit pour les glaciers suisses, qui, malgré un hiver très enneigé, ont perdu 2,4 % de leur volume cette année sous la chaleur estivale. Une fonte accélérée par les poussières du Sahara. La fonte cette année est "à nouveau massive", a commenté le directeur du réseau suisse de relevés glaciologiques (GLAMOS), Matthias Huss, auprès de l'AFP. Les glaciers sont sur le point de disparaître, a-t-il averti, affirmant qu'"ils ne seront là dans 100 ans que si nous parvenons à stabiliser le climat".

Le Devoir

À

Les données révèlent une nette augmentation des décès dus au choléra

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié des statistiques mondiales sur le choléra pour 2023, qui montrent une augmentation des cas et des décès. En 2023, le nombre de cas de choléra signalés a augmenté de 13 % et les décès de 71 % par rapport à 2022. Plus de 4 000 personnes sont mortes l'année dernière de cette maladie évitable et facilement traitable. 45 pays ont signalé des cas, un chiffre en hausse puisqu'ils étaient 44 l'année précédente et 35 en 2021. 38 % des cas signalés concernaient des enfants de moins de cinq ans. Les conflits, les changements climatiques, l'insuffisance des installations d'eau potable et d'assainissement, la pauvreté, le sous-développement et les déplacements de population dus aux conflits émergents et réémergents et aux catastrophes naturelles sont autant de facteurs ayant contribué à la recrudescence du nombre de flambées épidémiques de choléra l'année dernière.

OMS

À

De nouvelles orientations pour réduire la pollution issue de la fabrication des antibiotiques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié ses toutes premières orientations sur la pollution issue de la fabrication des antibiotiques. Ces nouvelles lignes directrices sur la gestion des eaux usées et des déchets solides dans le cadre de la fabrication des antibiotiques mettent en lumière ce défi important, mais négligé, alors que se prépare la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) qui se tiendra le 26 septembre 2024.

L'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens due à la pollution par les antibiotiques pourraient compromettre l'efficacité des antibiotiques à l'échelle mondiale, notamment des médicaments produits sur les sites de fabrication responsables de la pollution. Bien que des niveaux élevés de pollution par les antibiotiques soient largement attestés, le problème n'a que rarement fait l'objet d'une réglementation et les critères d'assurance qualité ne tiennent généralement pas compte des émissions environnementales. De plus, une fois les antibiotiques commercialisés, les consommateurs manquent d'information sur la façon de les éliminer lorsqu'ils ne sont pas utilisés, lorsqu'ils arrivent à expiration ou lorsqu'un traitement est terminé et que certains antibiotiques restent inutilisés, par exemple. "Les déchets pharmaceutiques issus de la fabrication d'antibiotiques peuvent faciliter l'émergence de nouvelles bactéries résistantes aux médicaments, qui peuvent se propager à l'échelle mondiale et être une menace pour notre santé. Lutter contre la pollution due à la production d'antibiotiques contribue à ce que ces médicaments vitaux restent efficaces pour tout le monde", a souligné la Dre Yukiko Nakatani, sous-directrice générale de l'OMS chargée de la résistance aux antimicrobiens par intérêt. "À l'échelle mondiale, on constate un manque d'informations accessibles sur les dommages environnementaux causés par la fabrication de médicaments. Ces orientations fournissent une base de données scientifiques indépendantes et impartiales aux organismes de réglementation, aux acheteurs, aux inspecteurs et à l'industrie elle-même pour leur permettre d'intégrer dans leurs normes un contrôle rigoureux de la pollution par les antibiotiques", a déclaré la Dre Maria Neira, directrice du Département Environnement, changements climatiques et santé de l'OMS. "L'accent mis sur la transparence permettra aux acheteurs, aux investisseurs et au grand public de prendre des décisions qui tiennent compte des efforts des fabricants pour limiter la pollution par les antibiotiques, ce qui est primordial."

Une série d'instances internationales ont appelé à l'élaboration de ces orientations, notamment le Conseil exécutif de l'OMS, les ministres de la santé du G7 et le PNUE. "Le rôle de l'environnement dans le développement, la transmission et la propagation de la résistance aux antimicrobiens doit être examiné attentivement, car les preuves s'accumulent. Il existe un large consensus sur le fait que l'action en faveur de l'environnement doit, en tant que solution, occuper une place plus importante. Cela comprend la prévention et la réduction de la pollution provenant des systèmes municipaux, des sites de fabrication, des établissements de santé et des systèmes agroalimentaires", a indiqué Jacqueline Alvarez, cheffe de la branche Produits chimiques et santé de la division de l'industrie et de l'économie du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les orientations ont été élaborées en étroite collaboration avec un groupe diversifié d'experts internationaux représentant des universitaires, des organismes de réglementation, des inspecteurs, des organisations internationales telles que le PNUE, et d'autres secteurs. Le projet a également fait l'objet d'une consultation publique, qui a recueilli de précieuses observations de l'industrie et d'autres parties prenantes. L'industrie a également relevé le défi, dans le cadre d'une initiative volontaire qu'elle a lancée et qui peut être actualisée dans certains domaines pour s'aligner sur les nouvelles

orientations. Les orientations fournissent des cibles fondées sur la santé humaine pour réduire le risque d'émergence et de propagation de la RAM, ainsi que des cibles pour lutter contre les risques pour la vie aquatique dus à l'ensemble des antibiotiques destinés à l'utilisation humaine, animale ou vétérinaire. Elles couvrent toutes les étapes, de la fabrication des ingrédients pharmaceutiques actifs (API) et de la formulation aux produits finis, y compris l'emballage primaire.

WHO - Guidance on wastewater and solid waste management for manufacturing of antibiotics

À

FINANCEMENTS DU CLIMAT

Les financements des banques multilatérales atteignent un record

Les banques multilatérales de développement (BMD) ont annoncé que leurs financements climat mondiaux ont atteint un record de 125 milliards de dollars au cours de l'année 2023. Le total combiné représente plus du double du montant fourni en 2019, lorsque les BMD avaient annoncé lors du Sommet Action Climat leur ambition d'augmenter les volumes climatiques au fil du temps.

2023 Joint Report on Multilateral Development Banks' Climate Finance

Key Figures

Le secteur financier à la croisée des chemins

Un nouveau rapport de la Banque mondiale révèle que dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE), les prêts accordés par les banques pour des investissements climatiques représentent moins de 5 % de leurs portefeuilles cumulés, et que plus d'une banque sur quatre ne propose aucun financement en faveur du climat. Le rapport *Finance and Prosperity 2024* est le premier d'une série annuelle conçue pour analyser les évolutions et les vulnérabilités du secteur financier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette édition approfondit deux sujets : le lien entre banques et dettes souveraines, et l'enjeu climatique pour le secteur bancaire.

Banque mondiale

RECHERCHE

Géo-ingénierie climatique

Des scientifiques proposent des lignes directrices pour la recherche sur la géo-ingénierie solaire

Un nouveau document se concentre sur la faisabilité et les impacts de l'injection d'aérosols stratosphériques refroidissant la Terre.

Depuis plusieurs années, les scientifiques étudient l'efficacité théorique de l'injection de dioxyde de soufre dans la stratosphère pour réfléchir la chaleur du Soleil et compenser le réchauffement des températures de la Terre. Mais ils

veulent aussi s'assurer que les approches de géo-ingénierie solaire étudiées sont évaluées en fonction de leur faisabilité technique, de leur potentiel de refroidissement et de leurs éventuels effets secondaires sur l'écologie et la société. Pour orienter les travaux futurs, une équipe internationale de scientifiques dirigée par le Centre national de recherche atmosphérique de la Fondation nationale des sciences des États-Unis (NSF NCAR) a publié un document contenant des recommandations spécifiques pour l'évaluation des propositions d'injection de dioxyde de soufre, connue sous le nom d'injection d'aérosols stratosphériques (IAS). Le document propose également des critères pour l'abandon de scénarios qui se heurteraient à de problèmes scientifiques, techniques ou sociétaux. "L'objectif est de parvenir à une évaluation permettant d'identifier les scénarios les plus réalisables et les plus légitimes, en fonction de leur capacité à réduire les risques naturels et sociétaux ainsi que les effets secondaires indésirables", a déclaré Simone Tilmes, scientifique du NCAR de la NSF et auteure principale de l'article. "Si la société devait un jour envisager de mettre en œuvre l'IAS il est impératif que nous fournissions la meilleure compréhension scientifique possible aux décideurs politiques et au public."

Une fois injecté dans la stratosphère, le dioxyde de soufre formerait des aérosols de sulfate réfléchissant la lumière du soleil. Des études antérieures, s'appuyant sur la modélisation informatique et les observations de grandes éruptions volcaniques, ont montré que ces aérosols auraient un effet de refroidissement similaire à celui d'une éruption volcanique majeure. Les injections pourraient continuer à refroidir la Terre pendant des décennies, voire des siècles, en attendant que les gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère reviennent à des niveaux plus bas. Toutefois, les recherches antérieures ont également mis l'accent sur les risques potentiels de l'IAS, tels que l'altération de la couche d'ozone stratosphérique et la modification du régime des précipitations à l'échelle planétaire. Étant donné que ces injections ne peuvent pas compenser parfaitement les effets des émissions de gaz à effet de serre, Mme Tilmes et ses coauteurs écrivent que des décisions politiques éclairées nécessitent une compréhension globale des avantages et des risques de l'IAS. Ils soulignent la nécessité de mettre en place une structure de recherche et de gouvernance, avec une représentation équitable des pays du Sud et du Nord, afin de superviser la recherche et les développements technologiques en matière d'IAS.

"La recherche sur les différentes méthodes de géo-ingénierie solaire est en cours depuis quelques décennies, mais il n'a pas eu d'évaluation formelle rassemblant toutes les informations en un seul endroit adapté aux décideurs politiques et au public", a déclaré Karen Rosenlof, scientifique de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et coauteure du document. "Il est temps qu'une telle évaluation ait lieu, qu'elle couvre les critères décrits dans ce document et qu'elle soit globalement représentative." Le document propose huit critères de recherche pour évaluer les développements des IAS. Ces critères sont les suivants : 1. Limites techniques et économiques ; 2. Potentiel de refroidissement ; 3. Capacité à atteindre les objectifs climatiques ; 4. Infrastructure de surveillance, de détection et d'attribution ; 5. Réponse climatique régionale et à grande échelle ; 6. Incidences sur les systèmes humains et naturels ; 7. Risques sociétaux ; 8. Atténuation des risques par la gouvernance. Le document recommande de publier des rapports d'évaluation sur l'évolution des IAS tous les deux ou trois ans, avec une participation représentative au niveau mondial. Les critères peuvent également s'appliquer à d'autres propositions de modification du rayonnement solaire, telles que l'éclaircissement des nuages marins. "L'objectif de ces critères est de promouvoir des approches optimales du point de vue du climat, tout en évaluant soigneusement les avantages et les risques et en veillant à inclure les perspectives des groupes sous-représentés et des pays du Sud", a déclaré M. Tilmes.

L'article, basé sur des travaux financés par la NSF et la NOAA, a été publié dans Oxford Open Climate Change.

Traduction du communiqué de David Hosansky - NSF NCAR

Research criteria towards an interdisciplinary Stratospheric Aerosol Intervention assessment - Oxford Open Climate Change

À

Comment les aérosols marins se forment sous l'eau

Les gouttes submicroniques des aérosols marins ont un impact significatif sur l'environnement, la santé et le climat. Une étude menée par le CNRS en collaboration avec des chercheurs chinois, révèle que ces gouttelettes sont généralement formées à l'intérieur de bulles formées sous l'eau, et non pas lorsqu'elles éclatent en surface, comme on le pensait jusqu'à maintenant. Cette mise en évidence d'un mécanisme de formation des aérosols marins sous la surface de l'eau ouvre de nouvelles perspectives de recherche sur les échanges entre l'océan et l'atmosphère, en particulier sur le rôle des aérosols submicroniques dans le transport de particules (virus, bactéries, microplastiques...). Par ailleurs, le phénomène de charges électriques de ces gouttelettes, encore mal connu, est un sujet d'étude appelé à se développer. Ces résultats sont publiés dans Physical Review Letters.

CNRS

À

Le guillemot de Mandt, sentinelle de la banquise arctique

Si l'Arctique connaît une diminution de la banquise et une augmentation des températures spectaculaires depuis plusieurs décennies, il existe peu de suivis biologiques à long terme évaluant les impacts de ces changements sur les écosystèmes. Une étude récente publiée dans *Ecosphere* montre que le guillemot de Mandt, un oiseau marin plongeur très lié à la banquise, est une excellente espèce sentinelle de la région. Sa population a été suivie sur 50 ans, et un déclin de 84 % de ses effectifs a été observé au cours des 30 dernières années, dû à la fonte de la banquise ayant engendré une baisse des ressources alimentaires, de la survie et de l'immigration. Cette dynamique de population témoigne de la réduction de l'abondance de l'espèce proie favorite du guillemot, le cabillaud arctique.

CNRS

À

Décryptage d'une conversation entre bactéries et plantes

Dans un article publié dans *The ISME Journal*, les scientifiques identifient un nouveau mécanisme stimulant le développement d'une bactérie protectrice autour des racines des plantes ouvrant la voie à de nouvelles stratégies pour la protection des cultures.

CNRS

À

Sâ€™Nâ€™SYLVA

%couter les forêts pour mieux les protéger

Lancé par l'Office français de la biodiversité (OFB) et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN), le projet SONOSYLVA enregistre les sons de 103 forêts protégées en France. Une première saison d'enregistrement débutée en mars 2024 vient de s'achever en cette fin de mois de septembre. Elle a permis de s'assurer de la validité du dispositif mis en place et sera suivie de deux nouvelles campagnes en 2025 et 2026. Grâce aux techniques innovantes de l'écoacoustique, ce programme à grande échelle doit permettre de dresser le paysage sonore de nos forêts sur le temps long, avec de multiples applications : surveillance de la biodiversité, analyse de la pollution sonore ou encore sensibilisation des citoyens à la préservation du vivant.

La France dispose d'un patrimoine naturel d'une grande diversité. Face à l'ampleur des menaces qui pèsent sur la faune, la flore et leurs habitats, mieux comprendre les espèces, les milieux, les services rendus par la biodiversité et les menaces qu'elle subit est essentiel pour protéger le vivant. Porté par l'OFB et le MNHN, SONOSYLVA teste la mise en place d'un plan de suivi de la biodiversité terrestre dans les forêts des espaces protégés de l'Hexagone, grâce aux techniques de l'écoacoustique (une discipline récente des sciences écologiques), avec une ambition affirmée : établir le premier référentiel national de la diversité sonore des forêts françaises. Pour la première année d'enregistrement, en

de mars et septembre 2024, des magnétophones autonomes ont été implantés au sein de 103 forêts protégées en France hexagonale et en Corse. Chaque appareil enregistre son environnement sonore pendant une minute toutes les 15 minutes, un jour sur deux. Ce dispositif a l'avantage de permettre une surveillance non-invasive des milieux étudiés. Une deuxième saison d'enregistrements sera mise en œuvre entre mars et septembre 2025, puis une troisième en 2026.

SONOSYLVA

À

Réchauffement et eutrophisation en eau douce : Des effets combinés sur la chaîne alimentaire aquatique

Dans les milieux d'eau douce, le réchauffement et l'excès en nutriments réduisent la diversité des réseaux alimentaires aquatiques dont la richesse et la complexité sont pourtant essentiels à la bonne santé des écosystèmes. C'est ce qu'a montré une équipe internationale composée de scientifiques de l'INRAE, de l'Université Savoie Mont Blanc et des universités d'Oxford et de Sheffield, en combinant des données à grande échelle provenant de lacs et rivières en France. Ces résultats, publiés dans la revue *Ecology Letters*, montrent que l'effet combiné de ces deux facteurs de stress entraîne une diminution de la présence des gros poissons, situés en haut de la chaîne alimentaire.

INRAE À

À

Vers une meilleure gestion des nitrates dans les parcelles agricoles artificiellement drainées

Face aux enjeux de dégradation de la qualité de l'eau des rivières et des eaux souterraines, des chercheurs de l'équipe Arthemys (unité Hycar de l'INRAE) proposent une méthode pour mesurer les excès d'engrais azotés dans les parcelles drainées. Samy Chelil a développé, durant ses années de thèse, un outil pour aider la profession agricole et les gestionnaires de l'eau à mieux anticiper la pollution par les nitrates et adapter leurs pratiques agricoles afin de préserver l'environnement tout en maintenant de bons rendements. L'Académie d'agriculture de France a distingué ce travail en décernant une médaille d'argent Dufrenoy à Samy Chelil le 18 septembre 2024.

Le modèle conceptuel NIT-DRAIN simule les mouvements des nitrates dans les parcelles agricoles drainées. Ce modèle permet de prévoir les concentrations en nitrate dans les eaux de drainage à différentes périodes de l'année, en fonction des pratiques agricoles et des caractéristiques du sol. À partir de ce modèle, l'objectif est de créer un indicateur de pression azotée, qui permettrait de mieux anticiper et contrôler la pollution engendrée par l'excès de nitrates dans le sol.

INRAE À

À

Les risques sanitaires posés par la végétalisation des villes

La végétalisation des villes est l'une des solutions promues pour atténuer les effets du changement climatique. Cette approche peut réduire significativement la température urbaine, améliorer le bien-être des citoyens et la consommation énergétique. Par ailleurs, la végétalisation urbaine crée de nouvelles niches écologiques, favorisant une biodiversité variée dans ces milieux, mais elle peut aussi augmenter les risques sanitaires liés aux maladies vectorielles. Sa gestion

doit être adaptée pour éviter les risques sanitaires, comme les épidémies de dengue ou la propagation de tiques porteuses de maladies. Aussi est-essentiel de poursuivre la recherche pour comprendre et minimiser ces risques tout en maximisant les bienfaits de la végétalisation en ville.

Florence Fournet, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) -

Polytechnique Insights

À

Un bioplastique dégradable en composteur domestique

Synthétisé à partir de matières végétales, l'acide polylactique (PLA) compte parmi les bioplastiques les plus utilisés du monde, notamment pris pour les contenants alimentaires. Cependant, il se dégrade très peu en dehors des composteurs industriels. Des chercheurs issus d'une collaboration internationale ont développé une enzyme, puis l'ont intégrée au PLA afin qu'elle le dégrade et supporte les températures élevées de la fabrication du plastique enzymé. Publié dans Nature, ces travaux permettent au PLA de se décomposer en moins de 26 semaines dans un composteur domestique.

CNRS

À

APPELS À CONTRIBUTIONS

Hydraulic engineering

This cross-journal Collection aims to explore the hydraulic problems faced in both fundamental and applied research, with direct relevance for the optimal planning, design and operation of water resource systems. The collection features articles that cover, for example, hydraulic structures, erosion protection, flood protection, hydroelectric-power generation, and more.

Submission deadline - 31 October 2024

Revue Frontiers in Remote Sensing

Monitoring Coastal Wetlands Through Remote Sensing in a Changing Global Environment

Coastal wetlands, including mangroves, salt marshes, seagrass beds, and shallow coastal water bodies, are invaluable ecosystems facing threats from human activities and climate change. These habitats support biodiversity and mitigate floods. This Research Topic aims to explore advanced remote sensing techniques to enhance the monitoring, management, and conservation of coastal wetlands. Specifically, the objectives are: 1. To optimize the management and integration of multi-sensor satellite data to gain deeper insights, enable accurate decision-making, and improve predictions regarding coastal wetland ecosystems; 2. To leverage artificial intelligence methods to enhance the accuracy and reliability of satellite image processing and analysis for coastal wetlands, supporting their sustainable management; 3. To investigate innovative approaches utilizing multi-sensor data, including in-situ, proximal, and remote sensing, to monitor these vulnerable coastal ecosystems continually.

Manuscript Summary Submission - 29 October 2024

Manuscript Submission - 11 January 2025

Frontiers in Remote Sensing

A

TECHNOLOGIES

Améliorer la qualité de l'eau pour une exploitation minière durable

Les technologies au service de la qualité de l'eau pendant et après son utilisation

L'eau reste une composante essentielle du processus d'extraction pour les mines en activité. Les systèmes technologiques avancés transforment le paysage de la gestion de la qualité de l'eau pour rendre l'exploitation minière (et la gestion de l'eau qui en découle) plus efficace, plus durable et plus abordable. L'une des complexités de la gestion de la qualité de l'eau réside dans le fait que les normes peuvent être fluctuantes. Les seuils acceptables peuvent varier d'une région à l'autre ou changer soudainement lorsque des changements de politique interviennent au sein des organes directeurs. Les exploitants de mines multinationales ne doivent pas seulement surveiller les contaminants spécifiques à chaque exploitation minière ; ils doivent également s'assurer qu'ils respectent les réglementations régionales tout en étant suffisamment flexibles pour adapter leurs pratiques de gestion de l'eau lorsque les règles de conformité changent. Au-delà de la politique, il y a aussi le sentiment du public. Les communautés dépendent de l'accès à des réserves d'eau propres et saines, et avec le changement climatique qui perturbe les schémas météorologiques, la disponibilité de l'eau est devenue une préoccupation croissante. Pour entretenir des relations saines avec les populations locales, les mines doivent faire preuve d'une plus grande transparence sur la manière dont elles utilisent l'eau, sur les quantités utilisées et sur la manière dont elles remédient aux problèmes de pollution ou recyclent les eaux usées. Cette transparence, qui va au-delà des rapports réglementaires, peut grandement contribuer à renforcer les relations publiques et à illustrer la manière dont les mines s'engagent activement dans la gestion de l'environnement. Toutefois, les méthodes traditionnelles d'analyse de l'eau dans l'industrie minière prennent beaucoup de temps et sont gourmandes en capital et en main-d'œuvre. Les opérations minières couvrant de vastes zones géographiques dans des conditions éloignées et difficiles, la collecte régulière d'échantillons d'eau s'est avérée coûteuse et peu fiable. C'est là que le recours à des outils avancés s'avère prometteur. Parmi ces outils figurent : les systèmes d'échantillonnage automatisés (ces systèmes peuvent prélever des échantillons d'eau à des intervalles prédéterminés ou en réponse à des déclencheurs spécifiques réduisant ainsi le besoin de travail manuel) ; les tests multiparamétriques (les opérateurs peuvent utiliser un seul appareil pour tester des dizaines de paramètres à une cadence régulière, ce qui simplifie la collecte des données et l'établissement des rapports) ; les capteurs de surveillance en temps réel (installés aux points critiques ces capteurs peuvent surveiller en permanence les paramètres clés, fournissant des informations instantanées sur la qualité de l'eau afin d'accroître les temps de réaction) ; les logiciels d'analyse des données et de création de rapports (ces solutions logicielles intégrées permettent d'analyser les données provenant des capteurs tout en visualisant les résultats afin de générer des informations exploitables) ; la surveillance à distance, l'alerte de seuil et le contrôle. En tirant parti de ces technologies avancées, les sociétés minières peuvent améliorer leurs pratiques de gestion de la qualité de l'eau, garantir la conformité aux normes réglementaires et minimiser l'impact sur l'environnement. Et... cerise sur le gâteau : les technologies numériques sont conçues pour être modulaires, prêtes à l'emploi et ne dépendent d'aucun outil, ce qui permet aux exploitants de les intégrer en toute transparence dans leurs opérations existantes. Ces solutions peuvent être déployées et commencer à fournir des données en quelques jours - au lieu de mois ou d'années, et avec l'approche DaaS (Data as a Service) de la facturation qui se popularise, les mines n'ont pas à budgétiser des coûts initiaux élevés.

L'engagement de l'industrie minière à maintenir des normes élevées de qualité de l'eau est primordial pour son avenir durable. Alors que les méthodes traditionnelles d'analyse de l'eau présentent des défis importants, les systèmes technologiques avancés offrent une solution prometteuse. En adoptant l'échantillonnage automatisé et la surveillance en temps réel, en intégrant les communautés par la transparence des données et en prenant des mesures responsables que

protégent toutes les parties (en tirant parti d'analyses de données sophistiquées), les sociétés minières comblent le fossé entre la conformité réglementaire, l'efficacité opérationnelle et la protection des ressources en eau vitales.

L'auteure de l'article, Meena Sankaran, est fondatrice et directrice générale de l'entreprise spécialisée KETOS.

Enhancing water quality for sustainability in mining. Advanced technologies can help make water remediation more efficient and preserve water quality during and after usage - Water Tech Online

À

CYBERATTAQUES

Les secteurs d'infrastructures critiques de l'énergie et de l'eau malmenés

Sophos, l'un des premiers éditeurs mondiaux de solutions de sécurité pour neutraliser les cyberattaques, annonce la publication d'une enquête sectorielle intitulée "The State of Ransomware in Critical Infrastructure 2024". Selon celle-ci, le coût moyen de récupération des données a été multiplié par quatre dans deux secteurs d'infrastructures critiques - l'énergie et l'eau - pour atteindre trois milliards de dollars au cours de l'année écoulée, soit quatre fois plus que la moyenne intersectorielle mondiale. Ce rapport indique également que 49% des attaques de ransomware visant ces deux secteurs ont commencé par l'exploitation d'une vulnérabilité.

Les données du rapport sont issues de l'enquête menée auprès de 275 personnes représentant des entreprises des secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz, ainsi que des compagnies de services publics. Ces entreprises appartiennent aux secteurs de l'énergie et de l'eau, deux des 16 secteurs d'infrastructures critiques définis par la CISA, l'agence américaine de cybersécurité des infrastructures (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency). Les résultats figurant dans ce rapport d'enquête sectoriel font partie d'une enquête de grande envergure menée indépendamment des fournisseurs entre janvier et février 2024 auprès de 5000 professionnels de l'informatique et de la cybersécurité à travers 14 pays et 15 secteurs d'activité. "Les cybercriminels concentrent leur activité là où ils peuvent provoquer le plus de dégâts et de perturbations afin que le grand public exige une action rapide, en espérant que le versement de la rançon demandée accélère la restauration du service. Les services d'utilités publiques représentent cet égard des cibles de choix pour les attaques de ransomware. Compte tenu du rôle essentiel qu'ils remplissent, le grand public attend de ces entreprises qu'elles rétablissent rapidement la prestation de leurs services afin de minimiser les perturbations", explique Chester Wisniewski, directeur, Global Field CTO de Sophos. "Malheureusement, les services d'utilités publiques sont des cibles non seulement attrayantes, mais également vulnérables aux attaques sur de nombreux fronts, notamment en matière de haute disponibilité et de sécurité, tout en affichant une approche de technologie axée sur la sécurité physique. Dans ces secteurs, les anciennes technologies configurées pour permettre une gestion à distance sans contrainte de sécurité de nouvelle génération telles que le chiffrement ou l'authentification multifactorielle (MFA), occupent une place prépondérante. En l'absence de ressources humaines et de compétences, les compagnies de services publics fonctionnent souvent avec des effectifs limités et sans le personnel informatique nécessaire pour se tenir au fait des correctifs, des dernières vulnérabilités de cybersécurité et des outils de surveillance indispensables pour assurer une détection et une réponse précoces." Outre l'augmentation des coûts de récupération, le montant moyen des rançons demandées aux entreprises de ces deux secteurs a bondi pour dépasser 2,5 millions de dollars en 2024, soit 500000 dollars de plus que la moyenne intersectorielle mondiale. Les secteurs de l'énergie et de l'eau pointent par ailleurs à la deuxième place par le nombre d'attaques par ransomware. Au total, 67% des entreprises de ces secteurs ont déclaré avoir été victimes d'une attaque de ransomware en 2024 contre 59% pour la moyenne intersectorielle mondiale.

Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et de l'eau ont signalé un allongement des délais de récupération. En 2024, seulement 20% des entreprises touchées par un ransomware ont pu se rétablir en une semaine ou moins, contre 41% en 2023 et 50% en 2022. 55% des entreprises interrogées ont mis plus d'un mois à se rétablir, contre 35% d'entreprises, tous secteurs confondus. "Ces chiffres montrent une fois de plus que dans la plupart des cas, le versement de la rançon demandée va à l'encontre de l'intérêt des entreprises. Si un nombre croissant de sociétés (61%) ont payé la somme demandée, le délai nécessaire à leur rétablissement a été allongé. Non seulement ces pourcentages et montant élevés des rançons encouragent d'autres attaques contre ce secteur, mais ils ne contribuent pas à atteindre l'objectif visé, c'est-à-dire raccourcir le délai de récupération", déclare Chester Wisniewski.

Sophos

À

AGIR

Le climatrek de Florian

Florian Fiquet, Ã©co-aventurier du mouvement Sport PlanÃ©te fÃ©dÃ©rÃ© par MAIF, et Pierre RenÃ©, le seul glaciologue des PyrÃ©nÃ©es, s'engagent pour sensibiliser Ã l'impact dramatique de la fonte des glaciers dans les PyrÃ©nÃ©es. Florian est en train de parcourir 300 kilomÃtres Ã pied, en reliant tous les glaciers pyrÃ©nÃ©ens pour Ã©veiller les consciences sur ce phÃ©nomÃne alarmant.

Les glaciers pyrÃ©nÃ©ens ont perdu 90 % de leur volume depuis les annÃ©es 1850. D'ici 2050, ils auront entiÃrement disparu selon Pierre RenÃ©, glaciologue des PyrÃ©nÃ©es, fondateur de l'association Moraine, et auteur du livre Ã Extinction des glaciers pyrÃ©nÃ©ensÃ (mai 2024, Cairn). Aux abords des chemins de randonnÃ©e et des refuges, Florian installe des affiches reprÃ©sentant l'Ã©tat de ces mÃªmes glaciers, 10 Ã 15 ans auparavant pour faire naÃtre des prises de conscience, et dÃ©montrer que le devoir de mÃ©moire des glaciers pyrÃ©nÃ©ens peut Ã la fois nous aider Ã mieux prÃ©server les glaciers alpins et Ã rÃ©aliser l'impact trÃs actuel du changement climatique. Le rÃ©chauffement climatique et la baisse de la pluviomÃ©trie vont entraÃner une dÃ©gradation de l'enneigement, une accÃ©lÃ©ration de la fonte et un dÃ©ficit de reconstruction des glaciers.

Instagram de Florian Fiquet

À

Des militants bloquent le terminal des croisiÃres de Marseille

Une vingtaine de militants Ã©cologistes ont bloquÃ© le samedi 21 septembre au matin, Ã l'aide de kayaks, l'entrÃ©e du terminal des croisiÃres dans le port de Marseille pour dÃ©noncer la pollution gÃ©nÃ©rÃ©e par ces bateaux. Les militants ont Ã©tÃ© dÃ©logÃ©s par la gendarmerie maritime. TÃt le matin, le navire AIDAstella, de la compagnie allemande AIDA et d'une capacitÃ© d'environ 2 000 passagers, a dÃ©partir faire demi-tour, pour attendre Ã proximitÃ©. Deux autres navires de croisiÃre attendaient encore au large : le MSC World Europa, sixiÃme plus gros paquebot au monde (plus de 2 600 cabines, 6 000 passagers, 13 restaurants, un centre commercial) et le Costa Smeralda. Le collectif Stop CroisiÃres dÃ©nonce la pollution de l'air causÃ©e par ces navires, vÃ©ritables villes sur l'eau, avec un impact nÃ©gatif sur la santÃ© des populations et

la biodiversité marine. Le collectif dénonce aussi les conditions de travail à bord. Le port de Marseille a accueilli 1,5 million de croisiéristes en 2022 et 2,5 millions l'année dernière, selon l'observatoire du tourisme de la ville.

Affaire Paul Watson : Détention provisoire, extradition... ce que dit le droit international

Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd et militant contre la chasse à la baleine, a été arrêté au Groenland le 21 juillet 2024 et attend une éventuelle extradition vers le Japon. Cette demande d'extradition, qui devait au départ être examinée le 4 septembre, a finalement été reportée au 2 octobre prochain.

Tamsin Phillipa Paige Senior Lecturer, Deakin University, Danielle Ireland-Piper, Associate Professor, ANU National Security College, Australian National University - The Conversation

À

VOIR

Ivohiboro, la forêt oubliée

Au sud-est de l'île de Madagascar, dans le massif d'Ivohibe, une des zones les plus arides et inhospitalières de l'île, Patricia Wright, primatologue et professeure américaine, a découvert en 2019 une forêt tropicale humide de 14 kilomètres carrés. Un îlot de verdure et de fraîcheur, dans un océan minéral et brûlant. Un sanctuaire nimbé d'une brume éternelle perché à 1 500 mètres d'altitude. Cette forêt appelée Ivohiboro est presque une anomalie. Un miracle. Alors, pour les scientifiques, l'enjeu est colossal. Ils sont une trentaine à participer à l'expédition aux côtés de Patricia Wright. Au cœur de cette jungle impénétrable, ils vont mener pendant trente jours des recherches pour comprendre comment cette forêt a traversé les siècles sans rien perdre de sa vitalité primale, inventorier les nouvelles espèces et mieux appréhender la façon de préserver les écosystèmes menacés. Leurs recherches doivent constituer un point de référence, un maître mot de ce que la nature peut accomplir lorsque l'humanité lui en laisse encore l'opportunité.

Diffusion le 7 octobre à 21h05 sur France 5 et sur france.tv

France 5

Cargos, dans les soutes de la mondialisation

Ils sont les géants invisibles du commerce mondial. Incarnation d'une industrie globalisée, les cargos porte-conteneurs passent d'un continent à l'autre, délivrant, loin des yeux du grand public, 90 % des marchandises que nous consommons : des pneus de nos voitures jusqu'aux téléphones portables. Ces navires sont les maillons d'une chaîne d'approvisionnement indispensables à nos modes de production et de consommation. S'ils étaient un pays, les 5 500 porte-conteneurs actuellement en mer se hisseraient au quatrième rang des économies mondiales ! Pour ce documentaire, Nicolas Vescovacci et Alfred de Montesquiou ont eu l'autorisation exceptionnelle de monter à bord du Merete Maerks : 400 mètres de long, 60 mètres de large. Ce navire est la propriété du groupe danois Maerks, le deuxième armateur mondial.

D'est en ouest, le voyage du Merete Maerks nous fait pénétrer dans les soutes de la mondialisation. Un film inédit qui nous fait comprendre les rouages du commerce mondial, rendu si fragile par les crises géopolitiques.

Le documentaire sera suivi d'un débat.

Diffusion le 6 octobre à 21h05 sur France 5 et sur france.tv

France 5

L'eau minérale en eaux troubles

Ces derniers mois, l'industrie de l'eau minérale a été fortement secouée par une série de scandales et de révélations. Sources polluées, problèmes de qualité, soupçons de tromperie et de fraude à grande échelle. Pour les Français, qui consomment chaque année 9 milliards de bouteilles d'eau, la confiance s'est évaporée. Envoyé spécial de France 2 a consacré son émission du 26 septembre au sujet. Le reportage d'Émilie Lambin, Anthony Delarbre, Mathieu Martinière, Jérôme Prouvost et Lotfi Douidi/Kraken va au-delà du seul scandale pour aborder la problématique de la pollution des nappes.

Replay disponible -> France.TV

À

APPEL À CONTRIBUTIONS

Exposition photographique "Saisir l'eau dans la ville"

Après le succès de ses trois expositions photographiques - la première sur le cycle hydrosocial en 2014, la deuxième sur les techniques de pompage et les pratiques sociales liées à l'eau en 2017, la troisième consacrée à la diversité des pratiques de pêche en 2020 - l'association RÉS-EAUX a le plaisir de lancer une nouvelle édition sous l'intitulé "Saisir l'eau dans la ville".

La ville peut être envisagée comme un environnement hybride, ni naturel ni artificiel mais produit par l'imbrication de processus biophysiques et sociaux (Gandy, 2004). Dans la majorité des cas, c'est en s'établissant à proximité de sources d'approvisionnement en eau que les communautés humaines ont constitué ces lieux particuliers où s'agglomèrent et circulent les personnes, la matière, le capital, les savoirs et le pouvoir. En effet, le processus d'urbanisation est intimement lié à la maîtrise, voire la "conquête" de l'eau (Goubert, 1986), "une composante nécessaire de l'extension et de la croissance urbaine" (Swyngedouw, 1997). La ville offre des activités, des services, des équipements qui ont pour une large part à voir avec l'eau. Elle se donne également à voir et à vivre comme paysage et lieu caractéristique. Selon les périodes et les contextes géographiques, cette dimension visible de l'eau est plus ou moins affirmée. Dans les sociétés marquées par les courants hygiénistes du XIX^e siècle, les flux d'eau ont été largement canalisés et/ou enfouis pour des raisons de santé publique, modifiant radicalement le paysage urbain (Guillerme, 1983 ; Barles, 1999 ; Carré, 2011). La relation des habitants à l'eau dans l'espace extérieur et public s'est affaiblie à mesure que l'eau propre et domestiquée se diffusait dans l'espace privé (Bouleau et al., 2024). D'ailleurs, les chemins de l'eau en ville sont avant tout souterrains et contrôlés par une infrastructure technique complexe, dont la maintenance est devenue cruciale pour limiter le risque d'inondation par ruissellement. Dans les villes des Suds, la configuration infrastructurelle liée à l'eau est beaucoup plus contrastée. Dans les zones sous-dotées en équipements d'approvisionnement ou d'évacuation, l'eau est une préoccupation constante et bien visible, entraînant la mise en place de pratiques individuelles ou collectives pour l'accès à une ressource salubre et la prévention du risque lié aux fortes pluies. Ces pratiques impriment également leur marque sur l'espace urbain (Maazaz, 2021). Tour à tour mise en scène ou cachée, parfois brusquement révélée, indésirable, vénérée, crainte ou espérée, l'eau est omniprésente en ville. Tout comme Goethe (1810) qui voyait en "un universel non encore fixé", les organisateurs vous invitent à mettre vos regards en quête des lieux, des êtres et des objets qui nous relient à l'eau et à saisir sa présence dans le corps vivant et agissant de la ville.

Cet appel s'adresse aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent en sciences sociales sur les thématiques en lien avec l'eau dans la ville, toutes disciplines confondues ; aux acteurs associatifs, aux gestionnaires, ou encore aux habitants. Tous sont invités à partager leur expérience et leur regard scientifique, artistique, documentaire ou sensible, aux quatre coins du globe. Les contributions sont invitées à explorer un ou plusieurs des axes suivants, sans nécessairement s'y restreindre : Axe 1. Capturer et révéler l'omniprésence discrète de l'eau en ville ; Axe 2. Le métabolisme urbain : flux et matières ; Axe 3. Les pratiques liées à l'eau en ville : quelles connexions entre humains et non humains ?

Les photographies (5 maximum par candidat) doivent être accompagnées d'un texte court présentant le contexte, l'événement ou la personne représentés et explicitant les enjeux techniques, sociaux et/ou environnementaux associés.

Date limite - 20 décembre 2024

Rés-EAUx Paris Nanterre - email reseup10@gmail.com

À

À

Europe
top

Les difficiles débuts de la taxe plastique européenne

La nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés a rapporté plus de 7 milliards d'euros au budget de l'UE en 2023. Les Vingt-Sept ont sous-estimé leurs contributions à cause de la piètre qualité des estimations concernant la quantité de déchets plastiques. Il existe un risque réel que des déchets d'emballages en plastique prétendument recyclés ne le soient pas.

Le premier bilan de "la ressource propre" de l'Union européenne fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés, créée en 2021, est loin d'être fantastique : tel est le constat dressé par la Cour des comptes européenne dans un rapport. Les actions de suivi et d'accompagnement de la mise en œuvre sont arrivées tardivement, et la plupart des États membres n'étaient pas suffisamment préparés à relever ce défi. Des problèmes persistants de comparabilité et de fiabilité des données, conjugués à l'absence de contrôles visant à vérifier que les emballages en plastique sont réellement recyclés, faussent probablement le calcul de la ressource.

La ressource propre fondée sur le plastique, en plus de contribuer au remboursement de l'instrument de relance de l'UE,

visé à inciter à réduire la consommation de plastiques à usage unique, à favoriser le recyclage et à stimuler l'économie circulaire. Le principe est simple : chaque pays doit s'acquitter d'une contribution fixe à 0,8 euro par kilogramme de déchets d'emballages en plastique non recyclés. Les données exactes n'étant disponibles que deux ans après l'année concernée, les contributions sont calculées sur la base de prévisions qui sont ensuite ajustées. En 2023, la ressource propre fondée sur le plastique a rapporté 7,2 milliards d'euros, soit 4 % des recettes totales de l'UE. À travers 33 ans à fonctionner avec les mêmes ressources propres, l'UE a introduit en 2021 une source supplémentaire de recettes fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés produits par les États membres. Mais sa méthode de calcul présente encore de trop nombreuses failles", a déclaré Lefteris Christoforou, membre de la Cour responsable de l'audit. "Nous demandons donc à la Commission européenne d'y remédier immédiatement et de se servir des enseignements tirés lorsqu'elle sera amenée, à l'avenir, à élaborer d'éventuelles nouvelles sources de revenus pour l'UE." Les auditeurs font observer que seuls cinq pays de l'Union avaient intégré, dans les délais impartis, la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballages dans leur législation nationale. Ceci a conduit la Commission européenne à engager des procédures d'infraction pour les 22 autres États membres, dont l'une était toujours en cours au moment de l'audit. Une fois la transposition complétée, un contractant externe a effectué des contrôles de conformité. Dans la plupart des cas, les auditeurs ont constaté qu'au moins une disposition clé (par exemple, la définition des termes "plastique" et "emballage", ou le calcul des déchets plastiques produits et recyclés) n'avait pas été correctement transposée. Le suivi de ces questions peut prendre des années, notent les auditeurs. D'ici là, les pays de l'UE continueront probablement à utiliser des définitions incohérentes et des méthodes de compilation inappropriées qui se répercuteront sur le calcul de leurs contributions. C'est pourquoi, les auditeurs appellent la Commission européenne à remédier à cette situation. Pour la première année de mise en œuvre de la ressource propre fondée sur le plastique (2021), les estimations produites par la majorité (22) des États membres étaient inférieures aux volumes finalement calculés à partir des données définitives. Il en résulte que la ressource propre fondée sur le plastique pour 2021 a été sous-estimée de 1,1 milliard d'euros et a dû être compensée par une autre ressource pour équilibrer le budget. Enfin, l'absence de contrôles appropriés entraîne un risque important que certains déchets d'emballages en plastique ne soient pas effectivement recyclés. Les auditeurs notent que ce même risque existe pour les déchets plastiques exportés en dehors de l'UE, car les États membres ne sont actuellement pas en mesure de vérifier que les conditions de recyclage dans les pays tiers sont conformes aux exigences européennes. Ils recommandent donc que des mesures soient prises pour atténuer ce risque.

Cour des comptes européenne - Rapport spécial 16/2024

À

SUISSE

La dernière crue du Rhône ravive les débats sur le projet d'aménagements R3

Lancée en 2000, la "Troisième correction" du Rhône est un vaste projet d'aménagements contre les crues du fleuve. Les premiers travaux ont débuté, mais les scénarii de rupture et d'aménagement font l'objet d'un examen, tandis que le Rhône a connu une crue historique fin juin. "Une situation de crue extrême", résume le chef du Service valaisan des dangers naturels, interviewé par le média suisse RTS. La crue du Rhône dont il parle s'est produite à la fin du mois de juin, quand le débit du fleuve a battu des records historiques en amont du lac Léman, dans le canton du Valais. Le fleuve y a atteint 1200 m³/s, des personnes ont dû être évacuées par hélicoptère et une zone industrielle a été inondée. L'événement a réactivé les débats autour du vaste projet d'aménagement du Rhône en Suisse, appelé la Troisième correction ou R3. Ce projet lancé en 2000 par les deux cantons du Valais et de Vaud, fait suite aux deux premières "corrections" du Rhône. La première date des années 1863-1884 et la seconde des années 1930-1960. Cette fois, les travaux concernent un secteur long de 162 kilomètres en amont du Lac Léman... Mais le projet a fait l'objet d'une réévaluation en 2022-2023, entraînant les autorités du Valais à décider de sa révision en mai 2024. Une révision suscite la critique d'une partie des professionnels du risque inondation en Suisse. La crue intervenue fin juin s'est invitée dans les débats, chacun y voyant des arguments en faveur de ses propres positions : révision ou maintien tel quel de R3.

France Digos

FRANCE

Rhône : Le projet de dernier barrage abandonné par l'État

Le projet de barrage sur le Rhône, entre les départements de l'Ain et de l'Isère, a été abandonné par l'État. L'installation qui devait être construite sur l'une des dernières zones sauvages du fleuve, avait soulevé de vives oppositions.

Le projet baptisé Rhénergia, dont l'idée remonte à 1935 et qui avait fait l'objet d'un premier projet abandonné en 1980, visait à construire un barrage d'ici 2033 à une quarantaine de kilomètres en amont de Lyon. Pour un budget estimé à 330 millions d'euros, la CNR envisageait un barrage-usine avec une chute de 6,8 mètres, une retenue de 22 kilomètres de long pour ralentir le débit du fleuve et une digue de 4 km. L'installation devait produire l'équivalent de l'électricité consommée chaque année par une ville de 60 000 habitants, soit une puissance de 140 GW/h par an. La CNR, qui supervise 19 barrages hydroélectriques sur le Rhône, avait estimé que le projet Rhénergia, était le dernier projet de cette nature envisageable en France. Il aurait participé, selon elle, à la lutte contre le changement climatique, au renforcement de l'indépendance énergétique de la France et à l'inflexion des coûts de l'électricité.

France 3 Régions

À

Création d'un observatoire économique de la pêche et de l'aquaculture

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture est confronté à un nombre croissant d'aléas, notamment liés à la protection de la ressource et au développement de nouvelles activités sur le domaine maritime ou encore de nature géopolitique. Le CGAAER a été chargé de faire une proposition de conception d'un observatoire économique de la pêche et de l'aquaculture répondant aux attentes des acteurs des filières concernées, FranceAgriMer étant chargé de sa mise en œuvre opérationnelle.

CGAAER

À

PFAS

89 "coups de sonde" réalisés sur le territoire métropolitain

Les "polluants éternels" sont présents dans notre eau du robinet à des taux parfois préoccupants, révèle lent France Bleu et la cellule Investigation de Radio France ayant réalisé 89 "coups de sonde" sur le territoire métropolitain. Certains des 89 échantillons prélevés contiennent même des molécules cancérogènes.

Chacune des radios locales de France Bleu a réalisé deux prélèvements entre le 8 avril et le 5 juin sur son territoire, en fonction de son bassin de population mais aussi de lieux où la présence de PFAS dans l'environnement était déjà connue grâce à des travaux de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) réalisés sur le sujet en 2011. Par ailleurs, la proximité entre des captages d'eau et des usines mais aussi des aéroports, des casernes de pompiers, des papeteries ou des centres de traitement de déchets ont guidé les investigations. Les échantillons prélevés ont ensuite été analysés par le laboratoire agréalanesco, basé à Poitiers. Les "polluants éternels" diffusés étaient recherchés, dont les 20 PFAS visés par la directive européenne entrant en application le 1er janvier 2026. Sur les 89 prélèvements, 43 % des échantillons contiennent des "polluants éternels". 27 échantillons ont révélé des PFAS interdits ou classés comme cancérogènes, dont 5q à des niveaux préoccupants : cinq échantillons préoccupants ont été prélevés à Auxerre, Lille, Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), Saint-Vit (Doubs), Dôle, au nord de Châteauroux. Par ailleurs, les prélèvements dans trois communes révèlent un seuil trop élevé de PFAS au regard de la réglementation prévue en 2026. Ainsi à Cognac, la somme des 20 PFAS atteint le double du futur seuil réglementaire.

France Bleu

Veolia conclut sa campagne de détection des PFAS

Veolia annonce la fin de sa campagne d'analyse nationale pour établir un état des lieux de la présence des 20 PFAS réglementés dans l'eau potable en France, sur la base des seuils de qualité en vigueur, lancée en novembre 2023. Cette campagne a été effectuée en anticipant l'obligation des autorités sanitaires d'intégrer systématiquement ces paramètres dans leurs contrôles à partir de 2026.

Plus de 2 400 points de prélèvement d'eau potable gérés par Veolia, desservant plus de 20 millions d'habitants ont été analysés.   la fin de cette campagne, Veolia atteste de la conformité de l'eau potable au regard des normes PFAS pour plus de 99 % de ses points de prélèvement. Dans les cas de dépassement des limites de qualité, le rôle de Veolia est d'accompagner la collectivité dans l'information qu'elle effectue auprès de ses usagers sur la qualité de l'eau distribuée, ainsi que dans le plan d'action de retour à la normale. Outre son savoir-faire industriel dans les systèmes de filtration avancés, le groupe rappelle disposer également de ses retours d'expérience aux  tats-Unis. En France, Veolia a décider d'investir dans un dispositif d'intervention mobile inédit qui compte plus de 30 unités d'intervention dont 25 unités mobiles de traitement (UMT) et 6 laboratoires mobiles Diabolo permettant, dans le cas où c'est applicable, de définir le meilleur traitement sur les micropolluants détectés (comme le charbon actif) et de déterminer la quantité et la fréquence de renouvellement des filtres nécessaires, ainsi que le coût associ . Pour des pollutions nécessitant un traitement plus sophistiqué et plus long à mettre en place, comme des procédés de nanofiltration ou d'osmose inverse basse pression, le groupe propose un plan d'action en plusieurs étapes pour remédier au problème dans les délais les plus rapides.

Veolia   [Le communiqué ne donne pas le lien vers les résultats de la campagne]

Pollution aux PFAS : quelles solutions ?

Lutte contre les PFAS : Les entreprises de l'eau tiennent à rassurer

La fédération FP2E adresse un communiqué intitulé "Les solutions existent pour consolider la confiance dans l'eau du robinet". Le site Internet de la fédération n tant pas à jour, ci-joint l'intégralité du communiqué :

"Utilisés depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives, imperm abilisantes et résistantes aux fortes chaleurs, les PFAS persistent durablement dans l'eau, l'air ou les aliments. Ils représentent un enjeu sanitaire et écologique majeur. Ces "nouveaux polluants", notamment mis en lumière par les médias et par plusieurs travaux parlementaires, suscitent des inquiétudes chez nos concitoyens et renforcent leurs attentes  gitives en matière de transparence sur la qualité de l'eau. Les Entreprises de l'eau prennent très au sérieux ces interrogations, ainsi que les récentes études et campagnes d'analyses concernant les PFAS. Elles sont pleinement engagées, aux côtés des collectivités, dans l'information des consommateurs et les recherches pour répondre aux besoins croissants de dépollution et de traitement.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'interdiction de rejet de ces polluants dans les milieux naturels en France. La prévention est la première mesure de nature à limiter l'apport supplémentaire de PFAS dans l'eau. Les Entreprises de l'eau préconisent une réduction de la pollution à la source : il faut limiter les activités génératrices de PFAS et la production de produits qui en contiennent, et cibler en priorit  les usages non-essentiels ou ceux qui bénéficient de solutions de substitution. Par ailleurs, lorsque la situation l'exige, les PFAS présents dans les ressources destinées à la production d'eau potable doivent être traités, conformément à la réglementation. C'est le ministère de la Santé qui fixe les normes de qualité de l'eau potable que doivent respecter les collectivités locales et les entreprises de l'eau agissant pour leur compte.   partir de 2026, les PFAS ciblés par la réglementation seront systématiquement intégrés dans le contrôle sanitaire de l'eau potable effectué par les agences régionales de santé. Dans le contexte d'évolution de la réglementation, les Entreprises de l'eau ont mené des campagnes exploratoires sur les PFAS, avec des stratégies ciblées ou généralisées. Elles ont mesuré la concentration dans leurs sites de production d'eau potable, et informé les collectivités et les autorités administratives des résultats. Ces données ont été partagées avec l'ANSES, dans le cadre de ses travaux d'expertise sanitaire en cours. La France doit à présent accélérer dans la mise en place des traitements, même si les cas de non-conformité à la limite de qualité réglementaire en vigueur sont rares. Il faut simplifier certaines démarches administratives lorsque la situation l'exige, et faciliter l'accès à des procédés de traitement des PFAS autorisés dans d'autres pays, quand des mesures correctrices doivent être déployées.

Les Entreprises de l'eau, qui investissent massivement dans la R&D, sont leaders en matière de solutions innovantes pour traiter les PFAS dans l'eau destinée à la consommation humaine et les eaux usées. Par ailleurs, elles sont

pleinement mobilisés pour accompagner les collectivités dans l'information indispensable des consommateurs, notamment au niveau local en cas de dépassement de la limite de qualité : l'information sur la qualité de l'eau, aliment le plus contrôlée de France, est la clé pour préserver la confiance dans l'eau du robinet que nous avons su collectivement construire."

FP2E

À

PRÉLÈVEMENTS ILLÉGAUX

Nestlé Waters paye une amende record... mais au goût amer

Le verdict est tombé le 10 septembre au tribunal judiciaire d'Alsace : après des années à alerter sur les prélèvements d'eau astronomiques et sans autorisation de Nestlé Waters Supply Est, les associations n'ont pu qu'assister à l'homologation de la convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) par le président du tribunal. Les sanctions sont faibles face à l'ampleur des délits de Nestlé et le juge écologique qui n'est toujours pas définitivement prouvé.

Tout a commencé en 2016 lors d'une réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) où Jean-François Fleck, de Vosges Nature Environnement, a découvert que plusieurs forages de l'entreprise n'étaient pas autorisés. À la suite de plusieurs échanges avec les services préfectoraux des Vosges, cinq associations déposèrent plainte en 2020 : l'Association de sauvegarde des vallées et de prévention des pollutions (ASVPP), France Nature Environnement (FNE), Lorraine Nature Environnement (LNE), UFC Que Choisir et Vosges Nature Environnement (VNE). Après un classement sans suite prononcé par le procureur d'Alsace en 2020, les associations ont formé un recours auprès du procureur général de Nancy qui a choisi de transiger avec Nestlé par cette procédure de CJIP et de lui imposer certaines obligations. Si ces dernières sont exécutées, le procès pénal est évité. Cette procédure considère souvent insuffisamment les préjudices et les victimes, estiment les associations : certes une indemnisation était demandée, mais c'était bien la réparation de l'impact écologique qui devait être effective. Les associations ont vainement cherché à faire réaliser une étude sur l'impact des prélèvements. Les autorités publiques les y ont pas aidées... En final, Nestlé est condamnée au paiement d'une amende d'intérêt public peu dissuasive d'une valeur de 2 millions d'euros soit seulement 1 % de son chiffre d'affaires annuel. Pourtant le code de l'environnement prévoit pour cette procédure que "le montant de cette amende est fixé de manière proportionnée, le cas échéant au regard des avantages tirés des manquements constatés, dans la limite de 30 % du chiffre d'affaires moyen annuel calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date du constat de ces manquements." Une expertise est prévue pour connaître l'impact hydrogéologique des prélèvements illégaux, mais avec un budget limité de 100 000 euros. Les associations restent sceptiques quant à cette mesure. Réclamée depuis 2016, les autorités font miroiter depuis 4 ans une étude "en cours de réalisation" par l'Observatoire de l'eau dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE). L'expertise prévue par la convention est également confiée à cet observatoire, et ce alors même que les associations n'ont aucune connaissance du cahier des charges prévu.

Si cette CJIP est d'une importance cruciale pour Nestlé Waters, lui évitant un nouveau procès médiatique, les associations ne s'avouent pas vaincues. Elles seront vigilantes quant à l'effectivité des mesures de cette CJIP. Nestlé Waters dispose d'un délai de 2 ans à compter de la notification de cette convention pour mettre en place l'ensemble de ces mesures, sans quoi l'action publique ne pourra s'éteindre. Enfin, la lutte ne s'arrête pas là pour les associations qui rappellent qu'il ne s'agit pas de défendre l'environnement de façon abstraite, mais bien de protéger l'intérêt des usagers face à une privatisation protégée de la ressource en eau.

FNE

FISCALITÉ

Les eaux en bouteille pourraient bientôt perdre leur TVA super réduite

Passer d'une TVA à 5,5 % à 20 % pour le secteur controversé des eaux en bouteille ? C'est la proposition de l'Inspection générale des finances (IGF) ayant publié en mars dernier une "revue des dépenses" proposant diverses pistes pour

augmenter les recettes de l'État. Parmi elles, le service, qui dépend des ministères des Finances et du Budget, propose de relever le taux de TVA applicable aux eaux en bouteille. La mesure pourrait rapporter plusieurs centaines de millions aux caisses de l'État, mais aussi inciter les consommateurs à se tourner vers l'eau du robinet, moins émettrice de CO2 et de plastique.

Novethic, le média en ligne de la Caisse des Dépôts, revient sur la proposition.

Novethic

À

PUBLICATIONS

Environnement et risques santé en France à l'horizon 2040

Doit-on finalement s'inquiéter de la pollution de l'air, alors que les données montrent une baisse tendancielle de concentration des polluants depuis 30 ans ? Faut-il s'alarmer de la réduction de la fertilité masculine mesurée par de nombreuses études ? Est-ce possible d'arrêter de consommer de l'eau contaminée par des microplastiques ou des substances per- et polyfluoroalkylées ? Pourquoi ne pas prohiber toute substance potentiellement nocive au nom du principe de précaution ? La multiplication des messages rend notre perception des priorités plus complexe et confuse. Ces interrogations revêtent un tournant majeur : nous entrons dans une ère de grande incertitude, un monde où les risques sanitaires sont omniprésents et où les surprises sont la norme. Face à cette complexité et dans le cadre de son forum prospectif Santé 2040, Futuribles International propose dans un nouveau rapport : une synthèse de l'évolution passée des risques sanitaires liés à l'environnement en France, et leurs perspectives à l'horizon 2040, enrichie de focus détaillés, de cas concrets et de scénarios prospectifs ; des dispositifs et pistes pour agir dans la société des risques sanitaires, assortis de nombreux exemples de bonnes pratiques déjà en œuvre.

Rapport Environnement et risques santé en France à l'horizon 2040 - Futuribles International

À

OUTILS

Projet GreenUrbanSat : Décrire la végétation urbaine avec l'imagerie satellitaire

Le projet Green Urban Sat, conduit par le CEREMA, a permis de développer, à partir de l'exploitation d'images satellitaires, une méthode permettant de générer une base de données géospatiales de description fine de la végétation adaptée à l'évaluation des services écosystémiques, et d'en produire un démonstrateur sur la métropole du Grand N

CEREMA

Bonnes pratiques en matière de prévention du risque inondation par ruissellement

Dans le cadre de l'Observatoire régional sur les risques de la Nouvelle-Aquitaine (ORRNA), le CEREMA a élaboré des fiches d'actions innovantes. Elles permettent de valoriser les bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales et de la maîtrise du risque ruissellement en Nouvelle-Aquitaine. Cette fiche met en lumière des actions innovantes déployées

sur le territoire des villes de Libourne et Angoulême.

ORRNA

À

INDUSTRIE

BCF Life Sciences inaugure sa station de REUT

Spécialisée dans l'extraction d'acides aminés libres, l'entreprise morbihanaise BCF Life Sciences inaugure sa station de traitement d'effluents et de production d'eau de REUSE sur son site de Pleucadeuc.

Implantée sur un site de production Food Grade de 15 hectares et autorisée sous le régime des ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), BCF Life Sciences porte une démarche RSE incluant un plan de transition énergétique visant une réduction de 30 % ses consommations de gaz et d'électricité à l'horizon 2027 (par rapport à 2019). En matière d'eau, le process industriel de l'entreprise utilise de l'eau prélevée en milieu naturel dans la nappe phréatique et rejette 600 m³ d'effluents traités chaque jour par la STEP de la commune de Pleucadeuc. Afin de minimiser cet impact environnemental, BCF Life Sciences a investi dans la construction d'une station de traitement d'effluents et de production de REUT (réutilisation des eaux usées traitées). Utilisant la technologie d'osmose inverse, l'installation traite quotidiennement 300 m³ d'eau pour une production d'eau propre de 200 m³. Cette station permettra une diminution des prélèvements d'eau dans le milieu naturel à hauteur de 80 000 m³ par an et également une diminution des volumes de demande chimique en oxygène (DCO).

Réalisée et coexploitée avec l'entreprise Ovide, cette infrastructure a nécessité un investissement de 6,1 millions d'euros (4,5 millions pour la station et 1,6 million pour le REUSE), financé à hauteur de 44 % par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

BCF Life Sciences

À

À

INITIATIVES

200 jeunes pour écrire l'avenir des océans

Le Labo des histoires, association d'utilité publique visant à démocratiser la pratique de l'écriture chez les jeunes, lance le projet "Écrire l'avenir des océans". Ce projet va permettre à 200 jeunes âgés de 15 à 25 ans et issus de 10 régions différentes de prendre la parole et d'imaginer des solutions lors d'ateliers d'écriture pour la protection des océans à

l'horizon 2050. Créer l'avenir des océans, qui a pour marraine Lamya Essemlali, présidente de Sea Shepherd France, souhaite porter la voix de jeunes issus de diverses structures : établissements scolaires, hôpitaux, centres pénitentiaires, écoles de la deuxième chance, centre de loisirs etc.

Créer l'avenir des océans

À

Energy Observer : Une odyssée de sept ans se conclut

Energy Observer, le premier navire hydrogène zéro émission à avoir réalisé le tour du monde, a accosté au port du Cailou, dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, pour une escale exceptionnelle du 13 septembre au 11 octobre : l'année où ce projet ambitieux avait débuté le 7 juillet 2017. Energy Observer a parcouru plus de 68 000 milles nautiques (soit l'équivalent de trois fois le tour de la Terre), visité 50 pays et effectué 101 escales.

À

Sensibiliser, informer et faire évoluer les pratiques

Les agences de l'eau mettent en images 14 projets inspirants pour une gestion résiliente des ressources en eau, qui sont diffusés sur les chaînes du groupe France Télévisions et via Brut et France.tv du 9 septembre au 4 octobre. Les cinq thématiques de ces programmes courts sont : la renaturation des villes et villages ; la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques ; les systèmes agricoles résilients ; les économies d'eau ; la réduction des pollutions.

ZAN : Et si on autorisait le transfert de quotas entre communes ?

Le dispositif pour préserver les sols agricoles ne permet pas aux communes de revendre ou d'acheter de "quotas" d'artificialisation. Un tel instrument, comparable à celui mis en place pour la comptabilité carbone, peut être intéressant. À condition de ne pas négliger la dimension qualitative de l'artificialisation des sols.

Charles Claron, doctorant en économie écologique (CIRED & LATTIS), École des Ponts ParisTech - The Conversation

À

ACTEURS

Loïc Obled nommé DG de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

Actuellement directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB), Loïc Obled a été nommé directeur général de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à compter du 23 septembre 2024, par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Loïc Obled, diplômé de l'ENA, a exercé sa carrière en tant que directeur de cabinet du préfet des Landes (2011). En 2017, il rejoint l'Office national de la chasse et de la faune sauvage au poste de directeur de la police et du permis de chasser ; et en 2020, la direction générale de la Police, Connaitance, Expertise de l'OFB. Il succède à Martin Gutton, nommé directeur interministériel en charge de l'eau en agriculture auprès des ministères en charge respectivement de la transition écologique et de l'agriculture.

À

RHIN-MEUSE

Le Comité de bassin Rhin-Meuse lance le Parlement des jeunes pour l'eau

Afin d'associer la jeunesse aux enjeux de l'eau et de la biodiversité, le Comité de bassin Rhin-Meuse lance son premier Parlement des jeunes pour l'eau. Jusqu'au 15 octobre 2024, les volontaires âgés de 16 à 27 ans habitant dans l'une des communes du bassin Rhin-Meuse peuvent candidater à ce collectif pour une durée de 2 ans. Ce Parlement des jeunes pour l'eau doit contribuer à construire, avec le Comité de bassin, une politique de l'eau représentative, en portant la vision et les propositions de la jeunesse, tout en prenant en compte leurs attentes et préoccupations dans un contexte de changement climatique. "Nous avons souhaité, avec l'ensemble des membres du Comité de bassin Rhin-Meuse, mettre en place ce Parlement des jeunes pour l'eau pour donner la parole à cette jeune génération et écouter leurs convictions en matière de protection environnementale et d'enjeux liés à l'eau. L'objectif est d'impliquer la jeunesse dans la gouvernance de l'eau à l'échelle du bassin Rhin-Meuse. Nous veillerons à ce que ce Parlement soit représentatif et inclusif, qu'il fonctionne de manière participative et citoyenne, et s'intègre dans un dialogue constructif entre les générations", a déclaré Audrey Bardot, présidente du Comité de bassin Rhin-Meuse.

Le Parlement des jeunes pour l'eau est un collectif composé de 40 jeunes âgés de 16 à 27 ans, résidant sur le bassin Rhin-Meuse. Représentatif de la diversité du territoire, ce collectif vise la parité, la diversité géographique et sociologique. Être membre du Parlement des jeunes pour l'eau, c'est : participer à l'élaboration des politiques de l'eau qui intègre la vision de la jeunesse au cœur des élus du Comité de bassin ; proposer et participer à la mise en place de nouvelles actions pour l'eau et la biodiversité ; rencontrer des acteurs d'horizons divers ; développer ses connaissances sur l'eau et les écosystèmes, développer ses compétences en apprenant, par exemple, à s'exprimer en public, à défendre son point de vue, à travailler en équipe ; participer à des visites et événements avec les autres membres du PJE.

Appel à candidatures jusqu'au 15 octobre 2024.

Candidater

À

RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Marseille il y a un million d'années, tel un jardin d'Eden

Il y a 1 Ma (million d'années), une vague migratoire venue de l'est et comportant des hommes (des homo erectus) et des animaux (des grands mammifères), déferlait sur la rive nord-méditerranéenne avec pour objectif la conquête de nouveaux territoires. À cette époque, les écosystèmes qu'ils visaient pour assurer leur survie étaient des milieux humides, de véritables oasis de vie et de nourriture potentielle au sein d'un environnement méditerranéen globalement aride. Le tuf de Marseille avec sa diversité écologique, ses plantes comestibles dont des proto-céréales, des fruits et des herbacées, et sa ressource en eau, fut un site favorable à l'accueil de cette dynamique migratoire.

Une étude multidisciplinaire impliquant le CNRS Terre & Univers, sur des tufs calcaires fluviatiles proposent une reconstruction du paléoenvironnement de Marseille au début du Pliocène, il y a 1 Ma. Les mesures paléomagnétiques ont permis d'identifier l'inversion magnétique de Jaramillo et de dater le tuf de Marseille entre 1,06 et 0,8 Ma. Les données sédimentologiques montrent l'existence d'un environnement de type varié comprenant des barrages naturels formés par des accumulations de plantes stabilisées par des précipitations de carbonate, favorisant ainsi le développement de plans d'eau en amont bordés de marécages. Les rapports isotopiques du carbone indiquent que les tufs de Marseille ne sont pas des travertins, mais sont associés à des sources et écoulements d'eau froide. Les reconstructions climatiques basées sur les données polliniques indiquent un climat généralement plus frais (surtout en hiver) et plus humide que l'actuel. Les analyses de pollens fossiles indiquent pour leur part un paysage végétal semi-arboré, diversifié, en mosaïque, dominé par une forêt méditerranéenne de pins et de chênes avec du hêtre, du saule et de l'apricot, des espèces présentes rares ou qui ne poussent plus à basse altitude en Provence en raison de l'occupation humaine essentiellement. La présence du châtaignier est inattendue en milieu calcaire, mais cet arbre pouvait pousser sur les argiles carbonatées de l'Oligocène qui affleuraient partout dans le bassin de Marseille. Le long des cours d'eau, la forêt riveraine était diversifiée et comprenait des noyers et des platanes, comme c'est le cas de nos jours en Méditerranée orientale, et des arbres comme l'aulne, le saule, le noisetier et le frêne. Le régime alimentaire potentiel des premiers hominides, reconstitué à partir du pollen et des macrorestes végétaux, était varié et comprenait les fruits du châtaignier, du noisetier, du noyer, des Rosacées arborescentes comme différentes espèces de pruniers ou de pommiers. Des restes de vigne ont également été trouvés qui montrent que les raisins participaient déjà à la diète alimentaire des frugivores dont les hominides. Parmi les nombreuses herbes comestibles identifiées, il faut signaler les Composées qui comportent de nombreuses salades, des orties ou la mauve, une plante particulièrement appréciée en Afrique du Nord.

CNRS

À

OCCITANIE

La sécheresse parfois dramatique pour les activités agricoles

Avec 60 000 exploitations agricoles sur 3 millions d'hectares, la Région Occitanie est la première région agricole de France. C'est également l'une des plus touchées par le changement climatique. Alternance de sécheresses exceptionnelles et d'inondations, épisodes caniculaires et gélives précoces... le dérèglement climatique constitue d'ores et déjà une sécheresse parfois dramatique pour les activités agricoles.

L'INRAE revient sur les projets conduits au sein de son centre de recherche de Toulouse.

INRAE

LOIRE-BRETAGNE

Analyses Hydrologie, milieux, usages, climat dans le bassin : quelles suites ?

Une mission conduite conjointement par l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) a examin  la conduite des analyses "hydrologie, milieux, usages et climat" (HMUC) dans le bassin Loire-Bretagne.

Un appel à manifestations d'intérêt pour la réalisation d'analyses HMUC, lancé en avril 2022 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne dans le cadre du plan de relance, a rencontré un vif succès. Les analyses HMUC réalisées ou en cours de réalisation couvrent ainsi près de 85 % de la superficie du bassin Loire-Bretagne. Ces analyses ont pour principal objectif de définir les volumes prélevables en période de basses eaux et celles réalisées sur le bassin Loire-Bretagne sont similaires aux études de volumes prélevables qui ont pu être conduites dans d'autres bassins (Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne). La réalisation de ces analyses met souvent en lumière l'étendue du déséquilibre entre la ressource disponible et les usages. La mission confirme l'intérêt évident de ces analyses HMUC qui présentent un réel potentiel pour constituer un outil de dialogue dans les territoires, associant toutes les parties prenantes intéressées par la gestion de l'eau. Toutefois, pour être pleinement utiles, il revient aux acteurs locaux de s'en emparer, de travailler ensemble, de prendre conscience du caractère limité de la ressource en eau et de l'impérieuse nécessité de convenir de son partage. Une analyse HMUC ne doit pas rester sans suite...

Rapport IGEDD/CGAAER

ÎLE-DE-FRANCE

Comment Paris se prépare à un futur mortellement chaud

Mardi 30 juillet et lundi 12 août, le mercure a atteint 36 et 37  C, selon les relevés de la station Météo-France, située dans le parc Montsouris. Dans la ville la plus dense et la plus minérale de France, les canicules ne sont plus exceptionnelles, elles sont devenues la norme. Et cela ne va pas aller en s'arrangeant. La revue Reporterre revient sur plan climat Paris 2024-2030 et liste les défis ( normes)   relever.

Reporterre

Lancement de la Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, opérateur de financement de la transition écologique

Dan Lert, adjoint à la Maire de Paris, et Daniel Guiraud, vice-président de la Métropole du Grand Paris, ont officiellement lancé la Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, nouvel opérateur de financement de la transition écologique du territoire. Ils étaient accompagnés d'Alice Timsit, Présidente de la Coopérative, et des sociétaires.

La Ville de Paris et la Métropole du Grand Paris ont fixé des objectifs ambitieux dans leurs Plans climat respectifs pour lutter contre le changement climatique. Développement des énergies renouvelables, rénovation énergétique des bâtiments, végétalisation, transformation de l'espace public... Ces actions mobilisent des investissements publics significatifs, en particulier de la part des collectivités locales. Ces dépenses devront être renforcées dans les années à venir pour tenir les engagements pris. Il importe également d'associer toutes les parties prenantes du territoire à cet effort pour ne pas faire peser le poids de l'investissement écologique sur les seuls fonds publics. Le modèle choisi pour structurer ce nouvel opérateur est celui de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Ce modèle permet d'impliquer une large diversité d'acteurs locaux.   ce jour, 40 sociétaires ont investi dans le capital de la Coopérative, parmi lesquels : des collectivités (Ville de Paris, Métropole du Grand Paris, Est Ensemble) ; des banques (Banque des Territoires, Crédit Municipal) ; des opérateurs publics et privés (Eau de Paris, Sogaris, Safidi) ; des experts en ville durable (Sciences Po, Paris&Co) ; des entreprises des secteurs concernés par les projets financés (bâtiment,

aménagement, agriculture, foresterie, végétalisation urbaine).

Pour financer des projets de transition écologique situés dans la métropole parisienne et ses environs, la Coopérative propose un mécanisme de contribution carbone éthique et transparent, reposant sur des outils reconnus, tel que le Label Bas-Carbone. Elle a défini des critères de sélection de projets prenant en compte des critères sociaux et environnementaux larges. Elle s'assure également que ses clients mettent déjà en place une stratégie climatique ambitieuse au sein de leur propre programme d'action avant de financer des projets sur le territoire.

Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris

Le SEDIF inaugure la refonte du site de Palaiseau

Le SEDIF inaugure la refonte du site de Palaiseau (Essonne), dont les travaux ont commencé en 2020. Cet investissement de 20 millions d'euros pour construire une nouvelle station de pompage et un nouveau réservoir permet de sécuriser la distribution en eau potable et de répondre à l'augmentation de la demande en eau liée au développement du plateau de Saclay.

Le site de Palaiseau se situe sur le plateau de Saclay dont l'aménagement est inscrit comme "Opération d'intérêt national" et constitue l'un des enjeux majeurs du Grand Paris. D'ici 2030, les besoins en eau seront multipliés par trois dans ce secteur qui constituera un pôle d'excellence scientifique de renommée mondiale. Dans cette perspective, le SEDIF a lancé en 2020 une restructuration complète du site, afin de sécuriser la distribution et répondre à la demande en eau ainsi qu'aux besoins de défense incendie. Néanmoins adaptés, la station de pompage, construite en 1975 et un des réservoirs, d'une capacité de 450 millions de mètres cubes et datant de 1940, ont été démolis. Une nouvelle station de pompage, permettant la gestion des débits au plus près des besoins, et un nouveau réservoir ont été construits. Il s'agit du premier château d'eau construit par le SEDIF depuis plus de trente ans, après les "Les FIAs" de Villejuif (Val-de-Marne) en 1991. D'une capacité de 3 100 m³ et dotée de 2 cuves indépendantes, il diminue les contraintes d'exploitation et permet de doubler les réserves en eau potable. Le réservoir R2, datant de 1966, a quant à lui été entièrement remplacé. Ses façades ont été désamiantées et ravées, et l'ensemble des équipements hydrauliques et électriques ont été changés. Un poste de chloration a également été intégré dans la station de pompage. Il permet d'ajuster le résidu de chlore de façon homogène jusqu'à l'extrémité du réseau.

Les Ateliers Monique Labbé, architecte du projet, ont signé l'intégration des nouveaux ouvrages dans leur environnement.

SEDIF

Châteauillon : Le pipi, c'est désormais au pot

Le projet Enville "Engrais humain des villes", porté par le programme de recherche-action OCAPL de l'Agence nationale des ponts et chaussées au sein du Laboratoire Eau, Environnement, Systèmes Urbains (LEESU) et financé par l'ADEME Île-de-France, vise à transformer cette ressource en engrais utilisable localement. Mercredi 18 septembre, ses initiateurs ont inauguré à Châteauillon (Hauts-de-Seine), le premier point d'apport volontaire d'urine de France.

Le projet Enville a pour objectif de développer des dispositifs simples et pratiques pour favoriser la circularité des nutriments contenus dans notre urine. Parmi ces dispositifs figurent des urinoirs d'appoint, des bidons d'urine à domicile, des stations de transvasement et un camion de collecte d'urine. Grâce à ce projet, une filière citoyenne de valorisation agricole de l'urine humaine a vu le jour au sein d'une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), mettant en relation les habitants et la ferme qui leur fournit des légumes. Ce système repose sur l'existence d'un point d'apport volontaire d'urine, qui permet aux habitants de déposer leur urine à proximité du lieu de distribution des légumes de l'AMAP. La ferme, qui livre les légumes à cet endroit, peut ainsi récupérer l'urine, la transformer en engrais et l'utiliser sur certaines cultures.

Les chercheurs du programme rappellent que l'urine est un fertilisant naturel pour une agriculture durable et écologique car elle est riche en nutriments (azote, phosphore et potassium notamment), éléments essentiels à la croissance des plantes. Son utilisation comme fertilisant agricole permet d'assurer une agriculture soutenable, reposant sur des engrais locaux et durables, contrairement aux engrais de synthèse, dépendants de ressources fossiles (gaz naturel, minerais). Par ailleurs, la collecte et la valorisation de l'urine permettent de diminuer la pression environnementale sur les cours d'eau qui reçoivent les rejets issus de nos systèmes d'assainissement (l'azote et le phosphore provenant de l'urine constituent une pollution importante). En outre, l'urine - à l'inverse des matières fécales - présente très peu de risques

sanitaires biologiques ce qui facilite sa collecte et son utilisation en agriculture. Ainsi, à l'instar des biodéchets domestiques collectés dans des points d'apport volontaire, l'urine peut être récupérée facilement chez soi et déposée dans un point de collecte de proximité afin qu'elle soit transformée en engrais et utilisée pour la production agricole locale. Vous l'aurez compris : le pipi, c'est désormais au pot !

Reportage BFM

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Rhin-Meuse

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rivière Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : écotourisme, culture et patrimoine, économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme lieu d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Départ des dossiers - 30 novembre 2024

Artois-Picardie

Juniors - Fenêtres sur l'eau "Raconte-moi l'eau"

Le dispositif se met à jour du plan Eau ! Destiné aux scolaires de cycle 3 et 4 et aux périscolaires, Fenêtres sur l'Eau "Raconte-moi l'eau" élargit ses thèmes et s'ouvre aux thématiques suivantes : Petit cycle de l'eau ; Grand cycle de l'eau ; Consommation et économies d'eau ; Écosystèmes aquatiques (zone humide, rivière, mare...) ; Biodiversité des milieux aquatiques ; Activités humaines et impacts sur la ressource en eau ; Risques naturels liés à l'eau ; Effets du changement climatique sur la ressource en eau et solutions d'adaptation.

Face aux enjeux environnementaux qui nous attendent, éveiller les consciences des plus jeunes aux problématiques liées à l'eau, aux milieux aquatiques et à la biodiversité dans un contexte d'adaptation au changement climatique est une priorité. S'appuyant sur des structures-relais reconnus en éducation à l'environnement, l'agence ambitionne de sensibiliser 1 % du public scolaire du bassin.

Départ des dossiers - 1 date restante : 15 octobre 2024

À

DANUBE

Quid des bactéries résistantes aux antibiotiques ?

Une équipe viennoise rend les résultats d'une étude "au long cours"

La résistance aux antibiotiques est un défi croissant pour les systèmes de santé du monde entier. L'un des dangers est que les bactéries puissent pénétrer dans les masses d'eau et infecter les humains ou le bétail par ce biais. Des chercheurs viennois ont mené la première enquête sur l'étendue et les causes de la pollution du Danube par des bactéries résistantes.

Les antibiotiques et les bactéries résistantes se retrouvent dans l'environnement naturel par le biais des eaux usées. Les chercheurs craignent que les agents pathogènes ne s'accumulent dans les masses d'eau et n'infectent les humains ou les animaux lorsque l'eau est utilisée pour l'extraction d'eau potable, l'irrigation ou simplement la baignade. Avec son équipe, le microbiologiste Alexander Kirschner, de l'Université de médecine de Vienne, a étudié l'ampleur réelle de ce danger. Dans le cadre du projet "Fecal pollution routes of antibiotic resistance in rivers", financé par le Fonds autrichien pour la science (FWF), Alexander Kirschner s'est associé à Andreas Farnleitner de l'Université technique de Vienne (TU Wien) et à l'Université Karl Landsteiner des sciences de la santé (KL Krems) et Gernot Zarfel de l'Université de médecine de Graz. Ils ont examiné le Danube sur son entier cours, en y associant ses plus grands affluents, à la recherche de bactéries résistantes et de gènes de résistance. L'objectif était de déterminer plus précisément l'ampleur et les causes de ce type de pollution. "L'étude est basée sur l'enquête conjointe sur le Danube, qui recueille des données chimiques et biologiques sur la qualité de l'eau tous les six ans depuis 2001", explique M. Kirschner. Dans le cadre de l'étude 2019, l'ensemble du cours navigable du Danube, d'une longueur totale de 2 300 kilomètres, a été examiné pour la première fois à la recherche de bactéries et de gènes de résistance. L'équipe a développé un concept utilisant des cultures bactériennes et la méthode dite PCR pour déterminer quantitativement la présence de bactéries résistantes de l'espèce *Escherichia coli*, des genres *Klebsiella* et *Pseudomonas* ainsi que des gènes de résistance. Des milliers de cultures ont ainsi été créées et des dizaines de milliers de tests standardisés ont été réalisés, ce qui représente un effort considérable. Dans l'ensemble, la pollution du Danube s'est avérée plus modérée en Autriche, comme c'est le cas dans tous les pays où les normes d'hygiène sont élevées. En ce qui concerne la contamination fécale et le niveau global de pollution du fleuve, des données inquiétantes n'ont été trouvées qu'en aval du pays, dans des régions où les directives de l'UE ne sont pas en place ou n'ont pas encore pris effet. Une donnée surprenante a toutefois été trouvée à Budapest pour des raisons inconnues, un échantillon présentait une contamination si élevée qu'elle dépassait même les valeurs de la Serbie, pays non membre de l'UE, rapporte M. Kirschner.

Quelles que soient les valeurs constatées, "la question est de savoir comment (ces) valeurs s'inscrivent dans les tendances à long terme", explique M. Kirschner, qui préconise un suivi microbiologique régulier afin de maintenir l'évaluation des risques à jour. Avec l'augmentation des preuves de résistance dans l'environnement et la diminution des réserves d'antibiotiques efficaces, la course contre les bactéries pathogènes extrêmement adaptables est entrée dans une phase décisive à l'échelle mondiale.

Scilog - FWF

À

GRÈCE

Un village sorti des eaux

En Grèce, un ancien village qui était sous l'eau depuis 50 ans est en train de réapparaître. La sécheresse prolongée qui touche le pays a fait baisser le niveau du lac artificiel qui l'avait englouti, faisant réapparaître des bâtiments. Cette situation inquiète les résidents de la région d'Athènes puisque ce lac est leur principale source d'approvisionnement en eau.

Le reportage d'Aimée Lemieux - À Radio-Canada

À

À

AfriqueÀ
top

État du climat en Afrique

L'Afrique supporte un fardeau exceptionnellement lourd du fait du changement climatique et des coûts disproportionnés pour l'adaptation essentielle au climat. En moyenne, les pays africains perdent 2 à 5 % de leur PIB et nombre d'entre eux consacrent jusqu'à 9 % de leur budget à la lutte contre les extrêmes climatiques. En Afrique subsaharienne, le coût de l'adaptation est estimé entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie, soit 2 à 3 % du produit intérieur brut de la région. D'ici 2030, on estime aussi que jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 USD par jour) seront exposés à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes si des mesures d'adaptation adéquates ne sont pas mises en place. Cela fera peser une charge supplémentaire sur les efforts de lutte contre la pauvreté et entravera considérablement la croissance. Révisé par l'Organisation météorologique mondiale, le rapport *State of the Climate in Africa 2023* se concentre sur les indicateurs et les effets du changement climatique en 2023, l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde.

Les pays africains doivent donner la priorité à l'augmentation des investissements dans les services météorologiques et hydrologiques nationaux et accélérer la mise en œuvre de l'initiative "Alertes précoces pour tous" afin de sauver des vies et des moyens de subsistance. Cela permettra d'atténuer les risques, de renforcer les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience aux niveaux local, national et régional et d'orienter les stratégies de développement durable, indique le rapport.

WMO - State of the Climate in Africa 2023

À

Les ministres de l'environnement appellent un protocole contraignant sur la gestion de la sécheresse

Les ministres africains de l'environnement réunis à Abidjan ont appelé à l'établissement d'un protocole juridiquement contraignant sur la gestion de la sécheresse dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), avec un accent particulier sur l'Afrique. Cet appel répond à des préoccupations croissantes sur les impacts négatifs de la dégradation des terres, de la sécheresse et de la désertification sur la stabilité socio-économique, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale du continent. Cet appel a été lancé à la fin de la 10^{ème} session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), avec l'adoption de la Déclaration d'Abidjan le 6 septembre. Celle-ci a demandé un protocole de gestion de la sécheresse et exprimé une profonde inquiétude face aux défis environnementaux auxquels l'Afrique est confrontée, notamment la hausse des températures et la dégradation des terres, tout en soulignant que l'inaction affaiblit la résilience sociale et des écosystèmes à travers les pays africains.

Le PNUE et la Banque africaine de développement ont également présenté l'Atlas du capital naturel africain, qui met en évidence les riches ressources naturelles de l'Afrique et la nécessité urgente de les gérer durablement. L'Afrique détient 8 % du gaz naturel mondial, 12 % de ses réserves de pétrole et 30 % des gisements minéraux mondiaux. Ses pâtisseries sont évaluées à plus de 24 milliards de dollars, et elle contient plus de 60 % des terres arables non exploitées du monde.

PNUE

À

FINANCEMENT

Le vice-président de la Banque mondiale plaide pour des partenariats tripartites

Une plateforme de financement pour la sécurité de l'eau a été lancée le 12 septembre 2024 à Dakar. À cette occasion Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale est revenu sur les défis que le continent devra surmonter. La Banque mondiale a lancé ce printemps un nouveau programme, nommé Fast track water security and climate adaptation global challenge program. Son objectif, a précisé M. Diagana, est de renforcer la sécurité hydrique à l'aune de la nécessaire adaptation climatique. Il a relevé que la Banque mondiale s'emploie à mobiliser des instruments de financement, mais aussi les autres leviers que constituent les connaissances et les partenariats. M. Diagana rappelle que la Banque mondiale entretient un partenariat de longue date avec le gouvernement du Sénégal et aussi les bailleurs. À l'appui de la Société financière internationale (IFI) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), le Groupe de la Banque mondiale se mobilise pour concrétiser les projets dans le secteur de l'eau, "un domaine de développement prioritaire", a confié le vice-président de la Banque mondiale, qui précise que l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et une gestion durable des ressources en eau ne pourront se réaliser que dans le cadre de partenariats tripartites entre les pays, les institutions bilatérales/multilatérales et le secteur privé. "Notre espoir, soutient-il, réside dans les stratégies et les feuilles de route que définissent les pays pour finir les réformes et les investissements permettant d'atteindre les objectifs de développement."

Adou Faye, Le Journal de l'économie sénégalaise (Dakar) - À AllAfrica

À

MAROC

Le gouvernement accélère la réalisation des ouvrages hydrauliques

Le gouvernement travaille d'une façon "intensive" pour accélérer la réalisation de plusieurs ouvrages hydrauliques, qu'il s'agisse de barrages ou d'opérations d'interconnexion ou de dessalement de l'eau de mer en vue d'améliorer la situation de l'eau dans le Royaume, a affirmé le ministre d'État chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas. Dans ce sens, le gouvernement a œuvré à accroître les ressources financières dédiées à ces projets (143 milliards de dirhams, soit plus de 13 milliards d'euros), notamment ceux intéressant l'irrigation et l'eau potable au titre de période 2021-2027, a indiqué M. Baitas. Parmi ces projets figure l'interconnexion des bassins hydrographiques.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

Tanger s'engage vers une gestion durable des eaux usées

Dans un contexte de pénurie des ressources hydriques, le projet de station d'épuration et de réseau de réutilisation des eaux usées traitées (REUT ou REUSE) à Tanger s'impose comme une initiative clé pour pallier le déficit structurel en eau, à travers une gestion durable des eaux usées. C'est dans cette perspective de préservation des ressources hydriques et d'atténuation de l'impact du stress hydrique, conformément aux Hautes Directives royales en la matière, que s'inscrit le projet REUSE d'ici à la valorisation des eaux usées pour les besoins d'irrigation à Tanger.

Opérant à partir de la station d'épuration de Boukhalef et dotée d'une capacité de traitement de 42 700 m³/jour, ce projet s'étend sur un réseau couvrant une surface de 355 hectares, soit près de 75 % des espaces verts de la ville. Il se traduit par une économie d'eau d'environ 2,4 Mm³ chaque année, soit l'équivalent de la consommation en eau potable d'une ville de plus de 75 000 habitants. L'opérateur Amendis, chargé de la gestion du projet, prévoit l'extension du réseau de réutilisation des eaux usées traitées de près de 95 kilomètres, ainsi que la création de 5 nouvelles stations de pompage et le renforcement de la STEP d'Assilah Marina Golf.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - à AllAfrica

Voir aussi :

Au Grand Agadir, recours accru aux eaux usées épurées pour l'arrosage des espaces verts

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - à AllAfrica

à

TUNISIE

Le nouveau code des eaux bientôt sur étiquette

La Tunisie s'engage dans une nouvelle politique de l'eau avec l'élaboration d'un code des eaux modernisé. Ce projet [NDLR. dont il a été fait écho à maintes reprises] vise à garantir un accès durable à l'eau tout en misant sur une gestion efficace des ressources et le développement des eaux non conventionnelles. Le projet, examiné lors d'un conseil ministériel en mars dernier, doit remplacer le code actuel datant de 1975, devenu obsolète et inadapté aux défis actuels. Parmi les principaux axes de ce nouveau code figurent la création de structures au niveau sectoriel, national et régional, chargées de l'organisation et de la gouvernance de l'eau, la consolidation de la propriété publique de l'eau, l'adoption d'une gestion efficace tenant compte des périodes d'abondance et de sécheresse, ainsi que l'amélioration de la gouvernance des complexes aquatiques. En outre, le code prévoit la mise en place d'un système d'information national pour surveiller la propriété publique de l'eau, l'utilisation des eaux non conventionnelles et le rechargement des nappes phréatiques.

Bien que l'utilisation des eaux non conventionnelles, telles que les eaux usées traitées ou les eaux dessalées, reste encore timide, la Tunisie manifeste clairement sa volonté d'intensifier leurs usages afin de répondre aux besoins en eau potable des ménages et des agriculteurs. La construction de plusieurs stations de dessalement de l'eau de mer s'inscrit dans cette stratégie, visant à renforcer les systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions côtières et à réduire la pression sur ceux du Nord. Par exemple, la station de dessalement de Zarat (Gabès), entrée en service en juillet dernier, a une capacité de production quotidienne de 50 000 mètres cubes, desservant plus de 1,1 million de citoyens. De même, la station de Sfax, opérationnelle depuis août, produit actuellement environ 50 000 mètres cubes d'eau potable par jour, avec une capacité totale prévue de 100 000 mètres cubes par jour d'ici mi-septembre, bénéficiant ainsi à 900 000 habitants. Quant à la station de Sousse, dont les travaux de construction sont achevés à plus de 80 %, elle devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année. Si ces stations contribueront à sécuriser l'approvisionnement en eau dans plusieurs régions de Tunisie, les experts soulignent l'importance cruciale de rénover les réseaux pour éliminer les pertes d'eau, tout autant que la production d'eaux non conventionnelles. Ils insistent également sur la nécessité de mettre fin à l'exploitation illicite des eaux souterraines et de revoir les politiques agricoles afin d'adopter des cultures durables en termes de consommation d'eau. Le pays compte actuellement plus de 20 000 puits illégaux. Depuis vingt

ans, le niveau des nappes d'eau dans le Nord et le Sud a baissé en moyenne de 2 mètres par an, mettant en danger la durabilité des écosystèmes.

Marwa Saidi, La Presse (Tunis) - À AllAfrica

À

SÉNÉGAL

Le pays met en œuvre son chantier pour l'accès à l'eau pour tous et annonce des mesures

Le ministre de l'Hydraulique a été enjoint de cartographier le réseau d'eau et procéder à son évaluation indépendante. "Il est important de savoir pourquoi le réseau est vétuste, pourquoi l'on n'a pas procédé à son renouvellement. Qui devait le faire ? Pourquoi il ne l'a pas fait ? Est-ce que des financements ont été mobilisés à cette fin ?", a déclaré le Premier ministre Ousmane Sonko. Mise en œuvre du Programme national d'accès à l'eau et à l'assainissement, élaboration d'un nouveau projet de code de l'eau ou encore la création d'une haute autorité chargée de la régulation du secteur : une trentaine de mesures a été annoncée au Comité interministériel de fin août. Il a notamment question des fortes disparités d'accès et de coûts de l'eau entre les zones rurales et urbaines. Pour Maguette Fall, présidente de l'Association pour la défense de l'environnement et des consommateurs, c'est un bon début : "Si on pouvait faire en sorte que le coût de l'eau soit moins cher en milieu rural, moi, je crois que nous applaudirions. Tout en sachant qu'en milieu urbain, il y a des zones assez dépourvues. Donc faire en sorte que, à ce niveau-là, il y ait un équilibre qui permette véritablement à toutes les populations d'accéder à un coût raisonnable à l'eau potable."

Selon le gouvernement, le coût pour financer la politique hydraulique de l'état s'élevait à 1 627 milliards de francs CFA (soit un peu moins de 2,5 milliards d'euros). Les parties impliquées doivent se retrouver, en octobre, pour faire un point sur les avancées.

Gwendal Lavina, Radio France Internationale - À AllAfrica

À

À Dakar, la croissance urbaine participe fortement à intensifier les inondations

Depuis plus de deux décennies, les inondations urbaines surviennent régulièrement dans plusieurs quartiers de Dakar. Le plan ORSEC, mécanisme d'urgence visant la coordination et la gestion des catastrophes au Sénégal, a ainsi été déclenché en 2005, 2009, 2012, 2019, 2020, 2021 et 2022. Ces épisodes de plus en plus fréquents ne sont pas sans conséquences : les inondations de 2005, par exemple, ont généré des épidémies de choléra. En 2009, les dommages liés aux inondations ont été évalués à 35,5 milliards de francs CFA. Quant à celles du 26 août 2012, elles ont lourdement affecté les populations et entraîné six morts à Dakar, treize sur l'ensemble du pays. Ces inondations ont également des conséquences sanitaires (épidémies de choléra, paludisme...) en raison de la stagnation des eaux, plusieurs mois après la fin de l'hivernage.

Christophe Bouvier, hydrologue, et Dr Laurent Pascal Diom, géographe-hydrologue, Institut de recherche pour le développement (IRD) - À The Conversation

À

NIGER

Le patrimoine historique menacé par les pluies

Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, la cité historique d'Agadez craint les conséquences des inondations, notamment pour son secteur touristique. Parmi les dégâts matériels les plus importants figurent l'affaissement et la destruction progressive des sites touristiques, y compris la mosquée construite au XVI^e siècle. Les habitants craignent que les inondations entraînent des conséquences pour le tourisme, l'un des secteurs les plus prolifiques du pays. "Avec les inondations, la ville touristique se meurt", prévient Mahamat Souleymane, le muezzin de la mosquée. "La ville historique est menacée par les pluies, d'autant plus qu'elle ne dispose pas de système de drainage des eaux de ruissellement, qui causent la plupart des dégâts. Certains quartiers disposent de tels systèmes, mais ils ne sont plus efficaces et, au lieu d'évacuer l'eau de la ville, ils la refoulent, ce qui provoque des inondations."

À environ 300 kilomètres d'Agadez, une autre ville historique, Zinder, n'est pas non plus épargnée par les inondations. Le dégât le plus récent est l'effondrement de la mosquée mythique du quartier du sultanat, vieille d'environ 200 ans.

Pour rappel, les inondations au Niger ont déjà causé d'énormes dégâts matériels et humains. Le pays a enregistré morts, plus de 200 blessés et 350 000 personnes sinistrées.

Zanem Nety Zaidi, Deutsche Welle (Bonn) - À AllAfrica

À

ANGOLA

Les projets hydrauliques du fleuve Cunene seront achevés en février 2025

Les huit barrages de rétention d'eau en construction depuis 2023, dans la municipalité de Curoca, province de Cunene, seront achevés en février 2025, afin de réduire les effets de la sécheresse dans la région. L'information a été fournie par le directeur général du Bureau d'administration des bassins des rivières Cunene, Cubango et Cuvelai, Carolino Mendes. Mis en œuvre dans le cadre du Programme de lutte contre les effets de la sécheresse dans le sud de l'Angola (PCESSA), sept de ces barrages sont déjà achevés. Ces barrages, dont les volumes d'eau varient entre 2 416 et 7 469 mètres cubes, ont représenté un investissement d'un peu plus de 54 millions de dollars. Leur mise en service permettra de dynamiser l'activité agricole, de valoriser l'élevage et de garantir la sécurité hydrique à travers l'approvisionnement en eau de plus de 10 000 habitants vivant le long du périmètre. Sur la rive droite du fleuve Cunene, les aménagements en cours, qui incluent barrage de Cova do Leão, ont coûté 284 millions de dollars.

Angola Press Agency (Luanda) - À AllAfrica

À

MAYOTTE

La pression démographique et la déforestation menacent les ressources en eau et en sol

Une étude menée avec le CNRS Terre & Univers met en évidence les conséquences environnementales des changements d'usages des sols sur l'île en lien avec une pression démographique et migratoire toujours plus forte.

Depuis la départementalisation de l'île de Mayotte en 2011, ce territoire enregistre une forte croissance démographique qui s'explique en partie par un flux migratoire important venu des îles voisines. La surpopulation qui en résulte conduit à de profonds changements d'usage des sols qui se manifestent par une urbanisation anarchique de l'île, des changements d'occupation des sols dont une accélération de la déforestation et l'abandon des pratiques agricoles traditionnelles (le "jardin mahorais", un type d'agroforesterie) au profit de monocultures intensives de banane et de

manioc. Ces changements induisent des pressions environnementales importantes. Les phénomènes érosifs s'accroissent, augmentant l'apport de sédiments vers les retenues destinées à l'alimentation en eau potable de l'île et au lagon. Le comblement de ces réservoirs par un apport excessif de sédiments réduit de fait leurs capacités de stockage, dans un contexte de crises de l'eau qui se succèdent depuis 2016. La déforestation et les changements d'usages des sols menacent aussi la biodiversité unique de cette île et y amplifient le risque de catastrophes naturelles (ex. inondations, glissement de terrain).

Dans le cadre de cette étude, des carottes sédimentaires ont été collectées dans la retenue de Dzoumogné, l'un des principaux réservoirs de l'île destinés à l'alimentation en eau potable. Ces archives sédimentaires ont permis de reconstruire l'impact des pressions humaines récentes sur la dégradation des ressources en eau et en sol en couplant une approche originale utilisant des analyses d'ADN environnemental, de traçage sédimentaire et de rétro-observation de l'érosion. Les principaux résultats de cette étude soulignent l'occurrence de deux périodes d'accroissement de l'érosion des sols : la première juste après la départementalisation de l'île de 2011 à 2015, suivie par une seconde augmentation entre 2019 et 2021, due aux pressions migratoires et démographiques soutenues. La diminution des flux érosifs entre ces deux périodes coïncide avec une diminution des précipitations qui ont plongé l'île dans les crises de l'eau de 2016 et 2017. Les analyses d'ADN environnemental ont permis de mettre en évidence des changements de communautés biologiques avant/pendant et après ces changements d'occupation des sols, qui ont augmenté la connectivité entre des parties du paysage jusque-là peu affectées par l'érosion (ex. forêt, cultures traditionnelles) et le réservoir. Ces mesures soulignent également l'impact de l'intensification des pratiques agricoles et de la diminution de la hauteur d'eau du réservoir après 2016 sur la dégradation de la qualité de l'eau. Des mesures de conservation urgentes sont nécessaires pour éviter l'occurrence de crises socio-environnementales majeures et protéger les ressources de ce territoire pour les générations futures.

CNRS

À

MADAGASCAR

Vers un bilan de la gestion des infrastructures dans le Sud

Le gouvernement, via le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène vient de lancer une étude sur la mise en gestion du service de l'eau dans les régions du Sud du pays.

Les défis en matière d'accès à l'eau potable sont nombreux à Madagascar. Outre la nécessité de mettre en place des infrastructures répondant aux besoins et situations réels des populations, la nécessité d'instaurer une bonne gestion de celles-ci demeure. La Grande Île affiche un taux d'accès national de 55,3 % avec des disparités régionales. L'étude vise un état général des infrastructures et de la qualité du service d'eau rendu aux usagers, incluant un inventaire des techniques et technologies en place ainsi que de l'ensemble des gestionnaires qui interviennent dans le secteur de l'eau dans les trois régions du Grand Sud.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Travail de nuit au lavoir pour les lessiveuses

Les coupures prolongées de l'alimentation en eau dans les foyers et au niveau des bornes fontaines ainsi que dans les lavoirs publics dans de nombreux quartiers d'Antananarivo, entraînent une multitude de désagréments pour les usagers. C'est ainsi que chaque soir vers 21 heures, le lavoir d'Ivondry Tanàna fait le plein. Toutes les places disponibles sont occupées par des femmes en train de faire la lessive, à la lumière des lampes de poche et des torches. Il s'agit pour la majorité d'entre elles, de lessiveuses qui vivent de ce métier au jour le jour. Le reste étant des mères et des grands-mères faisant la lessive pour leurs familles respectives. Leur présence en ce lieu en pleine nuit est liée aux

coups d'eau, les robinets restent d'habitude sec de toute la journée. Certains soirs, les robinets sont à nouveau secs à 23h30, parfois même pour plusieurs jours (et nuits) de suite.

Hanitra R., Midi Madagasikara (Antananarivo) - AllAfrica

MAURICE

Micmacs d'esquive des procédures d'appels d'offres

Le programme de remplacement de tuyaux de la Central Water Authority (CWA) a été évalué à 700 millions de roupies (soit un peu plus de 13,5 millions d'euros), sur lequel des contrats ont été octroyés à des petites et moyennes entreprises, d'une valeur de presque 200 millions de roupies, révélant de graves anomalies. Des documents montrent que plusieurs de ces contrats ont été fragmentés pour éviter les appels d'offres et se conformer au Public Procurement Act. C'est d'ailleurs pour cette raison que Yousra Lalmahomed, l'auditrice interne en chef de la CWA, a démissionné en juin en raison des pressions qu'elle a subies lorsqu'elle a dénoncé ses préoccupations majeures quant à ces contrats. L'une des entreprises suspectées serait même associée à un personnage connu pour ses liens avec le parti au pouvoir, et ayant été arrêté en 2017 à la suite d'une saisie d'hydrogène dans des bonbonnes de gaz stockées dans le port...

Reshma Gulbul-Nathoo, L'Express (Port Louis) - AllAfrica

À

Des habitants desservis par une rivière polluée ?

L'eau fournie à partir d'une pompe installée par la Central Water Authority (CWA) dans une rivière polluée de la région de Brisbane-Verdière et de Mare-d'Australie suscite l'inquiétude et la colère des habitants. La consommation de cette eau aurait entraîné des problèmes de santé, affirment plusieurs d'entre eux. Rouille, insectes, carcasses de chiens morts et déchets divers accumulés depuis des années, c'est aussi dans cette rivière que les planteurs lavent leurs équipements d'épandage de pesticides !

La CWA précise néanmoins que des contrôles sont effectués pour vérifier la qualité de l'eau avant l'installation d'une pompe et que le traitement de l'eau dans les rivières pour assurer un approvisionnement adéquat reste une pratique habituelle. Le directeur général de la CWA, Prakash Maunthroora, est cependant resté injoignable au téléphone.

Razeenah Kurreeman, L'Express (Port Louis) - AllAfrica

À

À

Asie
top

NÉPAL

Le bilan des inondations s'élève à plus de 192 morts

Les inondations et les glissements de terrain provoqués par les pluies diluviennes au Népal, notamment dans la capitale Katmandou, ont fait au moins 192 morts. Une station à l'aéroport de Katmandou a enregistré 240 millimètres de pluie durant 24 heures, a indiqué l'agence météorologique népalaise au journal Kathmandu Post. Il s'agit des précipitations les plus importantes enregistrées dans la capitale népalaise depuis au moins 1970, selon cette agence. Plus de 3 000 personnes ont participé aux opérations de sauvetage à l'aide d'hélicoptères ainsi que de bateaux à moteur et pneumatiques ; et plus de 3 000 personnes ont été secourues dans le pays, a précisé le porte-parole du ministre de l'Intérieur, Rishi Ram Tiwari. Il a aussi fallu déloger plusieurs autoroutes bloquées par des débris, coupant Katmandou du reste du pays.

Radio-Canada

À

CHINE

Trois-Gorges

Au 3 septembre, le fret transitant par le barrage des Trois-Gorges sur le fleuve Yangtsé a dépassé 100 millions de tonnes. Ses écluses ont été activées 6 500 fois pour faire passer 24 000 navires de fret. Il s'agit de la 11^e année consécutive que le fret des Trois-Gorges dépasse 100 millions de tonnes.

Photo Xinhua - China.org.cn

À

Découverte d'une nouvelle espèce de poisson

Des chercheurs chinois ont découvert une nouvelle espèce de poisson cyprinidés, *Opsariichthys rubriventris*, dans la ville de Huizhou de la province chinoise du Guangdong (sud du pays). Dans un article publié dans la revue internationale *Diversity*, *Opsariichthys rubriventris* est décrit comme une espèce unique endémique du Guangdong, résidant dans le cours supérieur des rivières du bassin de la rivière des Perles. L'espèce se distingue de ses congénères par plusieurs caractéristiques. Zhou Jiajun, l'un des co-auteurs de l'article, a noté que cette découverte est importante pour comprendre l'évolution du genre *Opsariichthys* et pour la protection de la diversité des poissons dans les cours d'eau de la rivière des Perles. Selon lui, l'espèce a une aire de répartition étroite et une population de petite taille. Avec ses couleurs vives et sa grande valeur ornementale, elle est devenue très recherchée dans le commerce des poissons d'ornement. Toutefois, certains habitats sont devenus difficiles à localiser en raison de la surpêche, ce qui souligne la nécessité d'une attention et d'une protection accrues.

Xinhua

À

PACIFIQUE

État du climat dans le Sud-Ouest Pacifique

Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat 2023 dans le Sud-Ouest Pacifique montre que l'élévation du niveau de la mer dans la région est supérieure à la moyenne mondiale. Depuis 1980, les températures de surface de la mer ont augmenté trois fois plus vite que la moyenne mondiale. Au cours de cette période, la fréquence des vagues de chaleur marine a approximativement doublé depuis 1980, elles sont plus intenses et durent plus longtemps. Le rapport a été publié par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et le secrétaire général de l'OMM, Celeste Saulo, lors du Forum des Îles du Pacifique à Tonga. Il était accompagné d'un document d'information spécial intitulé "Des mers déferlantes dans un monde en réchauffement, décrit par M. Guterres comme un SOS sur l'élévation du niveau de la mer".

Bien qu'elles ne représentent que 0,02 % des commissions mondiales, les Îles du Pacifique sont particulièrement exposées. Leur altitude moyenne n'est que d'un à deux mètres au-dessus du niveau de la mer ; 90 % de la population vit à moins de cinq kilomètres de la côte et la moitié des infrastructures se trouvent à moins de 500 mètres de la mer. Les systèmes d'alerte précoce facilitent la prise de mesures proactives telles que les plans d'évacuation, l'affectation des ressources et le renforcement des infrastructures. Bien qu'ils constituent une bouée de sauvetage, ils ne sont disponibles que dans un tiers des petits États insulaires en développement au niveau mondial.

WMO - State of the Climate in the South-West Pacific 2023

À

À

Amériques
top

GROENLAND

Une marée noire provoquée par un naufrage

Le naufrage au large du Groenland d'un bateau contenant jusqu'à 20 000 litres de gazole a provoqué une marée noire que les pompiers ont tenté de contenir dans les fjords à proximité, a annoncé le 20 septembre la police de ce territoire autonome danois. L'aide du Commandement arctique de la marine danoise a également été sollicitée par le ministre de la Protection civile et de l'Environnement, afin de récupérer et traiter le gazole déversé. Le Adolf Jensen, un navire de croisière long de 30 mètres, propriété de la compagnie 60 North et battant pavillon groenlandais, contenait entre 15 000 et 20 000 litres de gazole dans son réservoir, auxquels s'ajoutent 1 000 litres d'essence.

Radio-Canada

À

MIQUELON

Garder la tête hors de l'eau

La mer, gagne-pain des Miquelonnais depuis des siècles, menace de submerger les résidents de l'île française au large de Terre-Neuve. Les changements climatiques forcent la mise en place d'un vaste projet de déplacement et de reconstruction sur des terres plus élevées.

Le reportage de Patrick Butler -À Radio-Canada

À

CANADA

Quand la lutte pour protéger l'eau des Grands Lacs devient un combat contre Enbridge

C'est l'histoire d'un peuple qui a l'habitude des combats à la David contre Goliath. Après avoir réussi à faire annuler un projet de mine sur leur territoire, les Chippewas de Bad River s'attaquent au géant canadien des énergies fossiles : Enbridge.

Tout a commencé en octobre 2018 lors de l'écrasement d'un hélicoptère dans une zone reculée du territoire des Chippewas de la communauté de Bad River, tout au nord du Wisconsin, au bord du lac Supérieur. Cet accident a mis en évidence l'impensable au moment où des équipes étaient envoyées sur place : un oléoduc qui traverse leur territoire est fonctionnel et découvert. La même année, comme deux ans auparavant, la communauté avait aussi subi des inondations sans précédent qui avaient eu des conséquences sur l'oléoduc.

Le reportage de Delphine Jung -À Radio-Canada

À

À

QUÉBEC

Des chefs innus veulent s'unir pour faire le poids face à Hydro-Québec

Des chefs de communautés innues souhaitent négocier d'une seule voix avec Hydro-Québec alors que des projets d'énergie de plusieurs milliards de dollars sont envisagés sur leur territoire, a appris Radio-Canada. Seuls, ils craignent de ne pas obtenir assez de bénéfices, comme dans le passé. "On a développé des stratégies pour parler au nom de la nation innue et se partager les revenus", explique le chef d'Ekuanitshit (Mingan), sur la Côte-Nord, Jean-Charles Piétach. "On en veut des projets, des éoliennes ou du solaire, mais pas de barrages", dit le chef de Nutashkuan, René Tettat. Dans son immense projet pour doubler la capacité électrique dans son réseau, d'ici 2050, afin de répondre à l'augmentation de la demande, Hydro-Québec planifie plusieurs projets qui touchent le territoire des communautés innues. Radio-Canada est allé à la rencontre de plusieurs chefs innus de la Côte-Nord, cet été, pour parler de leurs relations avec la société.

Radio-Canada

À

SAINT-LAURENT

Opération de dépollution pour retirer un millier de pneus

Des pieds palmés d'un genre inhabituel ont investi le Saint-Laurent. Menés par l'exploratrice et cinéaste sous-marine Nathalie Lasselin, des plongeurs bénévoles arpentent le fond du fleuve à la hauteur de Beauharnois, en Montérégie, pour sortir de l'eau des centaines de pneus qui polluent le milieu aquatique depuis plusieurs décennies. Ces pneus proviennent d'un brise-lames constitué de 40 000 d'entre eux, qui avait été installé en 1990 pour agrandir la marina de Beauharnois et qui a coulé depuis. Cependant, les pneus avaient été attachés les uns aux autres par des sangles en caoutchouc contenant de l'urthane, une substance chimique qui, à une concentration trop élevée, peut causer des dommages à la santé. Il s'agit d'un nouveau type de mission pour Mme Lasselin, membre de l'organisme à but non lucratif Aqua Sub Terra, dont la vocation est la protection et la promotion des ressources aquatiques et souterraines. La plongeuse a déjà trempé ses palmes à plusieurs reprises dans le fleuve, que ce soit autour de Montréal ou ailleurs, et organise des opérations de nettoyage dans le fleuve depuis 2017. Elle y a vu toute sorte de choses, des classiques téléphones cellulaires et carcasses de voitures aux drones, en passant par les armes à feu. Une vingtaine de plongeurs bénévoles chevronnés constituent les troupes de Nathalie Lasselin pour cette mission, au cours de laquelle ils doivent avancer en solo avec une visibilité nulle et le risque de percuter des objets ou de se retrouver coincés dans des fils de pêche.

Radio-Canada

À

ÉTATS-UNIS

L'ouragan Helene a fait au moins 120 morts dans le sud-est

Des habitants désespérés, isolés en raison des routes emportées par les eaux et du manque d'électricité et de service cellulaire, faisaient la queue pour obtenir de l'eau fraîche, dans l'ouest de la Caroline du Nord, trois jours après que l'ouragan Helene ait ravagé le sud-est des États-Unis et tué au moins 120 personnes dans six États.

Radio-Canada

Trump-Harris : Un avenir climatique fait de compromis hasardeux

Alors que les États-Unis viennent de traverser un des étés les plus chauds de leur histoire, qu'un nouveau feu de forêt majeur menace la grande région de Los Angeles et qu'un nouvel ouragan (Francine) vient de frapper la Louisiane, les deux candidats qui aspirent à prendre les clés de la Maison-Blanche restent très discrets sur la question climatique.

Stéphanie Leblanc - Radio-Canada

À

À

Économie

À
top

Le Danois Grundfos acquiert Culligan C&I en Italie, France et Royaume-Uni

Grundfos, leader mondial des technologies et des solutions avancées de pompage de l'eau, vient de conclure avec succès le rachat de la division commerciale et industrielle de Culligan (Culligan C&I) en Italie, en France et au Royaume-Uni. Cette acquisition permet au groupe danois de renforcer son offre de solutions et ses capacités dans le domaine du traitement de l'eau et des eaux usées. "Nous avons pour ambition stratégique de développer notre activité de traitement de l'eau et de devenir un fournisseur de solutions de premier plan dans ce domaine. Cette acquisition nous permet de proposer à nos clients un portefeuille de solutions et une offre de services élargis", a déclaré Inge Delobelle, vice-présidente exécutive et directrice générale de la division Industrie de Grundfos. En ajoutant la division commerciale et industrielle de Culligan à ses activités existantes, Grundfos se dote d'un solide portefeuille de solutions et de technologies dédiées au traitement de l'eau et des eaux usées pour les besoins industriels et commerciaux, complémentaire aux siennes.

Culligan C&I a enregistré un chiffre d'affaires de plus de 100 millions d'euros en 2023 et compte environ 400 employés en Italie, en France et au Royaume-Uni. Il est important de noter que cette transaction n'inclut pas les activités commerciales de Culligan pour la maison, les immeubles de bureaux, de même que les activités de livraison de bouteilles d'eau (Sport Bottles) en Italie, en France et au Royaume-Uni. Ses opérations essentiellement commerciales et industrielles liées au Moyen-Orient, en Espagne et en Amérique du Nord ne font également pas partie de l'accord. Toutes ces entités continuent de relever de Culligan.

Cette transaction fait suite à une série d'acquisitions réalisées par Grundfos dans le domaine du traitement de l'eau, notamment Eurowater en 2020, MECO en 2021 et Water Works en 2022.

À

Mayotte - Stereau (Groupe Saur) fournira bientôt 10 000 m3 d'eau potable par jour

Le Syndicat Les Eaux de Mayotte (LEMA) confie au groupement Stereau (mandataire), composé des entreprises Artelia, AROM, Colas et Saur France, le marché global de performances pour la conception, la réalisation et l'exploitation de la future usine de dessalement située sur l'île de Grande-Terre à Ironi Bâ, Mayotte. Ce projet d'envergure s'inscrit dans un contexte d'urgence lié à la crise de l'eau qui affecte gravement le département. Le montant du marché attribué à Stereau s'élève à 36 millions d'euros HT. Le projet, qui devrait être achevé d'ici fin 2025, permettra d'améliorer significativement l'approvisionnement en eau potable sur l'île et de réduire les pénuries d'eau. L'exploitation de l'usine sera assurée par Saur France pour une période initiale de trois ans, avec la possibilité de renouveler le contrat pour deux années supplémentaires, par périodes d'un an. Conçue pour produire 10 000 m3 d'eau potable par jour à partir de l'eau de mer, l'usine de dessalement d'Ironi Bâ, mettra en œuvre une filière de traitement de l'eau éprouvée, intégrant une station d'alerte, une flottation, une filtration sur filtre bicouche, un traitement par osmose inverse haute pression suivi d'une reminéralisation et d'une désinfection (chloration). L'osmose inverse, technologie avancée de traitement de l'eau, permet de convertir l'eau de mer en eau potable en éliminant les sels et autres impuretés, une solution essentielle pour répondre aux besoins croissants en eau douce de l'île. À

À

Arabie saoudite - MOAJ Holding dans une coentreprise avec MediSun Energy

MediSun Energy et MOAJ Holding annoncent la formation de MediSun Arabia, une coentreprise conçue pour proposer des solutions énergétiques innovantes et lutter contre la pénurie d'eau en Arabie saoudite. Dans le cadre de ce partenariat stratégique, MOAJ Holding investira 30 millions de dollars US pour mettre en place une usine de fabrication de pointe et développer un programme de gestion de la saumure saoudienne avec MediSun Energy. Le projet vise la construction d'un centre de production des piles WEGen de MediSun. Cette installation renforcera les capacités industrielles locales et jouera un rôle central dans la transition de l'Arabie saoudite vers les énergies renouvelables, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. En outre, MOAJ Holding sera le distributeur exclusif des technologies de MediSun Energy dans tout le Conseil de coopération du Golfe (CCG), élargissant ainsi l'empreinte de MediSun au Moyen-Orient. Ensemble, les partenaires mèneront le programme saoudien de gestion des saumures en collaboration avec une institution universitaire de premier plan réputée pour ses recherches sur le dessalement. Cette

initiative de R&D vise à relever les défis environnementaux posés par les saumures de dessalement en développant des technologies de traitement de pointe.

MediSun Energy est une entreprise technologique qui se consacre à la fourniture de solutions innovantes en matière d'énergie propre. Sa technologie phare WEGen exploite la puissance osmotique pour améliorer l'efficacité énergétique dans le dessalement de l'eau et la production d'énergie renouvelable. MOAJ Holding est un groupe d'investissement de premier plan qui met l'accent sur le développement durable dans des secteurs clés tels que l'énergie, la technologie et l'infrastructure.

Monde
à
à

Un mégatsunami parti du Groenland a fait trembler la Terre durant 9 jours

Issu d'un glissement de terrain dans un fjord du Groenland causé par le changement climatique, un tsunami a fait vibrer la Terre pendant neuf jours en septembre 2023, a révélé une équipe internationale de chercheurs dans la revue Science.

"Ce qui est tout à fait unique dans cet événement, c'est la durée du signal sismique et la constance de sa fréquence", a expliqué à l'AFP l'un des auteurs de l'étude, Kristian Svennevig, du Service national de géologie du Danemark et du Groenland (GEUS). "D'autres glissements de terrain et tsunamis ont produit des signaux sismiques, mais seulement pendant quelques heures et très localement, celui-ci a été observé dans le monde entier, jusqu'à l'Antarctique", a-t-il ajouté. Le phénomène ne a d'abord surpris la communauté scientifique, qui a commencé par le définir comme un objet sismique non identifié avant d'établir qu'il trouvait sa source dans un glissement de terrain dans le fjord Dickson, dans l'est du Groenland.

En septembre 2023, 25 millions de mètres cubes de roches et de glace sont tombés dans ce fjord reculé et inhabité, à près de 200 kilomètres de l'océan. Cet éboulement a provoqué un mégatsunami de 200 mètres de haut à son epicentre. À 70 kilomètres de là, des vagues de tsunami de 4 mètres de haut ont endommagé une base de recherche située sur l'île d'Ella. L'effondrement a été causé par l'amincissement du glacier à la base de la montagne, lui-même créé par le changement climatique, a expliqué le Service national de géologie du Danemark et du Groenland. "Avec un Arctique qui continue à se réchauffer, on peut s'attendre à ce que la fréquence et l'ampleur de ces événements augmentent à l'avenir", a dit Kristian Svennevig. Le chercheur a ajouté qu'il faudrait mettre en place des systèmes d'alerte précoce, un défi dans ces environnements extrêmes.

Radio-Canada

Article en français extrait de la revue The Seismic Record (8 août 2024), faisant suite à une étude de Carrillo-Ponce et ses collègues du Centre de recherche allemand pour les géosciences qui ont examiné les signaux sismiques et les images satellites de la région - à Trust My Science

À

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005 et plus d'un 1/5^eme de la surface océanique mondiale a connu une vague de chaleur sévère en 2023, selon un rapport de l'observatoire européen Copernicus.

"Le réchauffement de l'océan peut être considéré comme notre sentinelle du réchauffement climatique. Il n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960. Et depuis 2005 environ, le rythme du réchauffement des océans a doublé", a souligné au cours d'une visioconférence l'océanographe Karina Von Schuckmann, en présentant le 8^eme Rapport sur l'état des océans de Copernicus. Les océans se réchauffent de 1,05 watt par m² depuis 2005, contre 0,58 watt par m² dans les décennies précédentes, d'après le rapport. Ces travaux viennent consolider les rapports du GIEC. En 2019, ces experts du climat mandatés par l'ONU estimaient "probable" que le rythme de réchauffement des océans ait "plus que doublé depuis 1993". Ce réchauffement s'explique par le fait que les océans ont absorbé depuis 1970 plus de 90 % de l'excès de chaleur du système climatique, provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre par l'humanité, selon le GIEC. Les océans, qui recouvrent 70 % de la surface du globe, sont un régulateur majeur du climat terrestre. Des eaux plus chaudes entraînent des ouragans et des tempêtes plus violentes, avec leur cortège de destructions et d'inondations. Ce réchauffement s'accompagne également d'une multiplication des canicules marines. Ainsi, 22 % des océans du globe ont connu au moins une vague de chaleur sévère ou extrême en 2023. Plus étendues, les vagues de chaleur marines ont aussi tendance à devenir plus longues, avec une durée maximale annuelle moyenne qui a doublé depuis 2008, passant de 20 à 40 jours.

Le Devoir

À

Bulletin de l'OMM sur la qualité de l'air et le climat

Le Bulletin de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur la qualité de l'air et le climat met l'accent sur les incendies de forêt. Il examine également les concentrations mondiales et régionales de particules polluantes et leurs effets néfastes sur les cultures en 2023.

Le bulletin a été publié à l'occasion de la journée "Air pur pour un ciel bleu", le 7 septembre. Le thème de cette année est "Investir dans l'air pur maintenant". La pollution de l'air ambiant est l'origine de plus de 4,5 millions de décès prématurés par an et a un coût économique et environnemental élevé. Le bulletin, le quatrième d'une série annuelle explore la relation complexe entre la qualité de l'air et le climat. Les espèces chimiques qui entraînent une dégradation de la qualité de l'air sont normalement émises en même temps que les gaz à effet de serre. Ainsi, les changements dans l'un entraînent inévitablement des changements dans l'autre. La qualité de l'air affecte à son tour la santé des écosystèmes, car les polluants atmosphériques se déposent à la surface de la Terre. Les dépôts d'azote, de soufre et d'ozone réduisent les services fournis par les écosystèmes naturels, tels que l'eau, la biodiversité et le stockage du carbone.

WMO Air Quality and Climate Bulletin No. 4

À

Importante fonte des glaciers suisses

Pas de répit pour les glaciers suisses, qui, malgré un hiver très enneigé, ont perdu 2,4 % de leur volume cette année sous la chaleur estivale. Une fonte accélérée par les poussières du Sahara. La fonte cette année est "à nouveau massive", a commenté le directeur du Réseau suisse de relevés glaciologiques (GLAMOS), Matthias Huss, auprès de l'AFP. Les glaciers sont sur le point de disparaître, a-t-il averti, affirmant qu'"ils ne seront pas dans 100 ans que si nous parvenons à stabiliser le climat".

Le Devoir

À

Les données révèlent une nette augmentation des décès dus au choléra

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié des statistiques mondiales sur le choléra pour 2023, qui montrent une augmentation des cas et des décès. En 2023, le nombre de cas de choléra signalés a augmenté de 13 % et les décès de 71 % par rapport à 2022. Plus de 4 000 personnes sont mortes l'année dernière de cette maladie évitable et facilement traitable. 45 pays ont signalé des cas, un chiffre en hausse puisqu'ils étaient 44 l'année précédente et 35 en 2021. 38 % des cas signalés concernaient des enfants de moins de cinq ans. Les conflits, les changements climatiques, l'insuffisance des installations d'eau potable et d'assainissement, la pauvreté, le sous-développement et les déplacements de population dus aux conflits émergents et récurrents et aux catastrophes naturelles sont autant de facteurs ayant contribué à la recrudescence du nombre de flambées épidémiques de choléra l'année dernière.

OMS

À

De nouvelles orientations pour réduire la pollution issue de la fabrication des antibiotiques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié ses toutes premières orientations sur la pollution issue de la fabrication des antibiotiques. Ces nouvelles lignes directrices sur la gestion des eaux usées et des déchets solides dans le cadre de la fabrication des antibiotiques mettent en lumière ce défi important, mais négligé, alors que se prépare la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la résistance aux antimicrobiens (RAM) qui se tiendra le 26 septembre 2024.

L'émergence et la propagation de la résistance aux antimicrobiens due à la pollution par les antibiotiques pourraient compromettre l'efficacité des antibiotiques à l'échelle mondiale, notamment des médicaments produits sur les sites de fabrication responsables de la pollution. Bien que des niveaux élevés de pollution par les antibiotiques soient largement attestés, le problème n'a que rarement fait l'objet d'une réglementation et les critères d'assurance qualité ne tiennent généralement pas compte des émissions environnementales. De plus, une fois les antibiotiques commercialisés, les consommateurs manquent d'information sur la façon de les éliminer lorsqu'ils ne sont pas utilisés, lorsqu'ils arrivent à expiration ou lorsqu'un traitement est terminé et que certains antibiotiques restent inutilisés, par exemple. "Les déchets pharmaceutiques issus de la fabrication d'antibiotiques peuvent faciliter l'émergence de nouvelles bactéries résistantes aux médicaments, qui peuvent se propager à l'échelle mondiale et être une menace pour notre santé. Lutter contre la pollution due à la production d'antibiotiques contribue à ce que ces médicaments vitaux restent efficaces pour tout le monde", a souligné la Dre Yukiko Nakatani, sous-directrice générale de l'OMS chargée de la résistance aux antimicrobiens par intérêt. À l'échelle mondiale, on constate un manque d'informations accessibles sur les dommages environnementaux causés par la fabrication de médicaments. "Ces orientations fournissent une base de données scientifiques indépendantes et impartiales aux organismes de réglementation, aux acheteurs, aux inspecteurs et à l'industrie elle-même pour leur permettre d'intégrer dans leurs normes un contrôle rigoureux de la pollution par les antibiotiques", a déclaré la Dre Maria Neira, directrice du Département Environnement, changements climatiques et santé de l'OMS. "L'accent mis sur la transparence permettra aux acheteurs, aux investisseurs et au grand public de prendre des décisions qui tiennent compte des efforts des fabricants pour limiter la pollution par les antibiotiques, ce qui est

primordial."À

Une série d'instances internationales ont appelé l'élaboration de ces orientations, notamment le Conseil exécutif de l'OMS, les ministres de la santé du G7 et le PNUE. "Le rôle de l'environnement dans le développement, la transmission et la propagation de la résistance aux antimicrobiens doit être examin  attentivement, car les preuves s'accroissent. Il existe un large consensus sur le fait que l'action en faveur de l'environnement doit, en tant que solution, occuper une place plus importante. Cela comprend la prévention et la réduction de la pollution provenant des systèmes municipaux, des sites de fabrication, des établissements de santé et des systèmes agroalimentaires", a indiqu  Jacqueline Alvarez, cheffe de la branche Produits chimiques et santé de la division de l'industrie et de l'économie du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Les orientations ont été élaborées en étroite collaboration avec un groupe diversifié d'experts internationaux représentant des universitaires, des organismes de réglementation, des inspecteurs, des organisations internationales telles que le PNUE, et d'autres secteurs. Le projet a également fait l'objet d'une consultation publique, qui a recueilli de précieuses observations de l'industrie et d'autres parties prenantes. L'industrie a également relevé le défi, dans le cadre d'une initiative volontaire qu'elle a lancée et qui peut être actualisée dans certains domaines pour s'aligner sur les nouvelles orientations. Les orientations fournissent des cibles fondées sur la santé humaine pour réduire le risque d'émergence et de propagation de la RAM, ainsi que des cibles pour lutter contre les risques pour la vie aquatique dus à l'ensemble des antibiotiques destinés à l'utilisation humaine, animale ou végétale. Elles couvrent toutes les étapes, de la fabrication des ingrédients pharmaceutiques actifs (API) et de la formulation aux produits finis, y compris l'emballage primaire.

WHO - Guidance on wastewater and solid waste management for manufacturing of antibiotics

 

FINANCEMENTS DU CLIMAT

Les financements des banques multilatérales atteignent un record

Les banques multilatérales de développement (BMD) ont annoncé que leurs financements climat mondiaux ont atteint un record de 125 milliards de dollars au cours de l'année 2023. Le total combiné représente plus du double du montant fourni en 2019, lorsque les BMD avaient annoncé lors du Sommet Action Climat leur ambition d'augmenter les volumes climatiques au fil du temps.

2023 Joint Report on Multilateral Development Banks' Climate Finance

Key Figures

Le secteur financier à la croisée des chemins

Un nouveau rapport de la Banque mondiale révèle que dans les marchés émergents et les économies en développement (EMDE), les pr ats accordés par les banques pour des investissements climatiques représentent moins de 5 % de leurs portefeuilles cumulés, et que plus d'une banque sur quatre ne propose aucun financement en faveur du climat. Le rapport "Finance and Prosperity 2024" est le premier d'une série annuelle conçue pour analyser les évolutions et les vulnérabilités du secteur financier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette édition approfondit deux sujets : le lien entre banques et dettes souveraines, et l'enjeu climatique pour le secteur bancaire.à

Banque mondiale

RECHERCHE

Géologie climatique

Des scientifiques proposent des lignes directrices pour la recherche sur la géologie solaire

Un nouveau document se concentre sur la faisabilité et les impacts de l'injection d'aérosols stratosphériques refroidissant la Terre.

Depuis plusieurs années, les scientifiques étudient l'efficacité théorique de l'injection de dioxyde de soufre dans la stratosphère pour réfléchir la chaleur du Soleil et compenser le réchauffement des températures de la Terre. Mais ils veulent aussi s'assurer que les approches de géologie solaire étudiées sont évaluées en fonction de leur faisabilité technique, de leur potentiel de refroidissement et de leurs éventuels effets secondaires sur l'écologie et la société. Pour orienter les travaux futurs, une équipe internationale de scientifiques dirigée par le Centre national de recherche atmosphérique de la Fondation nationale des sciences des États-Unis (NSF NCAR) a publié un document contenant des recommandations spécifiques pour l'évaluation des propositions d'injection de dioxyde de soufre, connue sous le nom d'injection d'aérosols stratosphériques (IAS). Le document propose également des critères pour l'abandon de scénarios qui se heurteraient à de problèmes scientifiques, techniques ou sociétaux. "L'objectif est de parvenir à une évaluation permettant d'identifier les scénarios les plus réalisables et les plus légitimes, en fonction de leur capacité à réduire les risques naturels et sociétaux ainsi que les effets secondaires indésirables", a déclaré Simone Tilmes, scientifique du NCAR de la NSF et auteure principale de l'article. "Si la société devait un jour envisager de mettre en œuvre l'IAS il est impératif que nous fournissions la meilleure compréhension scientifique possible aux décideurs politiques et au public."

Une fois injecté dans la stratosphère, le dioxyde de soufre formerait des aérosols de sulfate réfléchissant la lumière du soleil. Des études antérieures, s'appuyant sur la modélisation informatique et les observations de grandes éruptions volcaniques, ont montré que ces aérosols auraient un effet de refroidissement similaire à celui d'une éruption volcanique majeure. Les injections pourraient continuer à refroidir la Terre pendant des décennies, voire des siècles, en attendant que les gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère reviennent à des niveaux plus bas. Toutefois, les recherches antérieures ont également mis l'accent sur les risques potentiels de l'IAS, tels que l'altération de la couche d'ozone stratosphérique et la modification du régime des précipitations à l'échelle planétaire. Étant donné que ces injections ne peuvent pas compenser parfaitement les effets des émissions de gaz à effet de serre, Mme Tilmes et ses coauteurs croient que des décisions politiques éclairées nécessitent une compréhension globale des avantages et des risques de l'IAS. Ils soulignent la nécessité de mettre en place une structure de recherche et de gouvernance, avec une représentation équitable des pays du Sud et du Nord, afin de superviser la recherche et les développements technologiques en matière d'IAS.

"La recherche sur les différentes méthodes de géologie solaire est en cours depuis quelques décennies, mais il n'a pas eu d'évaluation formelle rassemblant toutes les informations en un seul endroit adapté aux décideurs politiques et au public", a déclaré Karen Rosenlof, scientifique de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et coauteure du document. "Il est temps qu'une telle évaluation ait lieu, qu'elle couvre les critères d'écrits dans ce document et qu'elle soit globalement représentative." Le document propose huit critères de recherche pour évaluer les développements des IAS. Ces critères sont les suivants : 1. Limites techniques et économiques ; 2. Potentiel de refroidissement ; 3. Capacité à atteindre les objectifs climatiques ; 4. Infrastructure de surveillance, de détection et d'attribution ; 5. Réponse climatique régionale et à grande échelle ; 6. Incidences sur les systèmes humains et naturels ; 7. Risques sociétaux ; 8. Atténuation des risques par la gouvernance. Le document recommande de publier des rapports d'évaluation sur l'évolution des IAS tous les deux ou trois ans, avec une participation représentative au niveau mondial. Les critères peuvent également s'appliquer à d'autres propositions de modification du rayonnement solaire, telles que l'éclaircissement des nuages marins. "L'objectif de ces critères est de promouvoir des approches optimales du point de vue du climat, tout en évaluant soigneusement les avantages et les risques et en veillant à inclure les perspectives des groupes sous-représentés et des pays du Sud", a déclaré M. Tilmes.

L'article, basé sur des travaux financés par la NSF et la NOAA, a été publié dans Oxford Open Climate Change.

Traduction du communiqué de David Hosansky - NSF NCAR

Research criteria towards an interdisciplinary Stratospheric Aerosol Intervention assessment - Oxford Open Climate Change

À

Comment les aérosols marins se forment sous l'eau

Les gouttes submicroniques des aérosols marins ont un impact significatif sur l'environnement, la santé et le climat. Une étude menée par le CNRS en collaboration avec des chercheurs chinois, révèle que ces gouttelettes sont générées majoritairement à l'intérieur de bulles formées sous l'eau, et non pas lorsqu'elles éclatent en surface, comme on le pensait jusqu'à maintenant. Cette mise en évidence d'un mécanisme de formation des aérosols marins sous la surface de l'eau ouvre de nouvelles perspectives de recherche sur les échanges entre l'océan et l'atmosphère, en particulier sur le rôle des aérosols submicroniques dans le transport de particules (virus, bactéries, microplastiques...). Par ailleurs, le phénomène de charges électriques de ces gouttelettes, encore mal connu, est un sujet d'étude appelé à se développer. Ces résultats sont publiés dans *Physical Review Letters*.

CNRS

À

Le guillemot de Mandt, sentinelle de la banquise arctique

Si l'Arctique connaît une diminution de la banquise et une augmentation des températures spectaculaires depuis plusieurs décennies, il existe peu de suivis biologiques à long terme évaluant les impacts de ces changements sur les écosystèmes. Une étude récente publiée dans *Ecosphere* montre que le guillemot de Mandt, un oiseau marin plongeur présent dans la banquise, est une excellente espèce sentinelle de la région. Sa population a été suivie sur 50 ans, et un déclin de 84 % de ses effectifs a été observé au cours des 30 dernières années, dû à la fonte de la banquise ayant engendré une baisse des ressources alimentaires, de la survie et de l'immigration. Cette dynamique de population témoigne de la réduction de l'abondance de l'espèce proie favorite du guillemot, le cabillaud arctique.

CNRS

À

Décryptage d'une conversation entre bactéries et plantes

Dans un article publié dans *The ISME Journal*, les scientifiques identifient un nouveau mécanisme stimulant le développement d'une bactérie protectrice autour des racines des plantes ouvrant la voie à de nouvelles stratégies pour la protection des cultures.

CNRS

À

S&N&SYLVA

Écouter les forêts pour mieux les protéger

Lancé par l'Office français de la biodiversité (OFB) et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN), le projet SONOSYLVA enregistre les sons de 103 forêts protégées en France. Une première saison d'enregistrement débutée en mars 2024 vient de s'achever en cette fin de mois de septembre. Elle a permis de s'assurer de la validité du dispositif mis en place et sera suivie de deux nouvelles campagnes en 2025 et 2026. Grâce aux techniques innovantes de l'écocoacoustique, ce programme à grande échelle doit permettre de dresser le paysage sonore de nos forêts sur le temps long, avec de multiples applications : surveillance de la biodiversité, analyse de la pollution sonore ou encore sensibilisation des citoyens à la préservation du vivant.

La France dispose d'un patrimoine naturel d'une grande diversité. Face à l'ampleur des menaces qui pèsent sur la faune, la flore et leurs habitats, mieux comprendre les espèces, les milieux, les services rendus par la biodiversité et les menaces qu'elle subit est essentiel pour protéger le vivant. Porté par l'OFB et le MNHN, SONOSYLVA teste la mise en place d'un plan de suivi de la biodiversité terrestre dans les forêts des espaces protégés de l'Hexagone, grâce aux techniques de l'écocoacoustique (une discipline récente des sciences écologiques), avec une ambition affirmée : établir le premier référentiel national de la diversité sonore des forêts françaises. Pour la première année d'enregistrement, en mars et septembre 2024, des magnétophones autonomes ont été implantés au sein de 103 forêts protégées en France hexagonale et en Corse. Chaque appareil enregistre son environnement sonore pendant une minute toutes les 15 minutes, un jour sur deux. Ce dispositif a l'avantage de permettre une surveillance non-invasive des milieux étudiés. Une deuxième saison d'enregistrements sera mise en œuvre entre mars et septembre 2025, puis une troisième en 2026.

SONOSYLVA

À

Réchauffement et eutrophisation en eau douce : Des effets combinés sur la chaîne alimentaire aquatique

Dans les milieux d'eau douce, le réchauffement et l'excès en nutriments réduisent la diversité des réseaux alimentaires aquatiques dont la richesse et la complexité sont pourtant essentiels à la bonne santé des écosystèmes. C'est ce qu'a montré une équipe internationale composée de scientifiques de l'INRAE, de l'Université Savoie Mont Blanc et des universités d'Oxford et de Sheffield, en combinant des données à grande échelle provenant de lacs et rivières en France. Ces résultats, publiés dans la revue *Ecology Letters*, montrent que l'effet combiné de ces deux facteurs de stress entraîne une diminution de la présence des gros poissons, situés en haut de la chaîne alimentaire.

INRAE à

À

Vers une meilleure gestion des nitrates dans les parcelles agricoles artificiellement drainées

Face aux enjeux de dégradation de la qualité de l'eau des rivières et des eaux souterraines, des chercheurs de l'équipe Arthemys (unité Hycar de l'INRAE) proposent une méthode pour mesurer les excès d'engrais azotés dans les parcelles drainées. Samy Chelil a développé, durant ses années de thèse, un outil pour aider la profession agricole et les gestionnaires de l'eau à mieux anticiper la pollution par les nitrates et adapter leurs pratiques agricoles afin de préserver l'environnement tout en maintenant de bons rendements. L'Académie d'agriculture de France a distingué ce travail en décernant une médaille d'argent Dufrenoy à Samy Chelil le 18 septembre 2024.

Le modèle conceptuel NIT-DRAIN simule les mouvements des nitrates dans les parcelles agricoles drainées. Ce modèle permet de prévoir les concentrations en nitrate dans les eaux de drainage à différentes périodes de l'année, en fonction des pratiques agricoles et des caractéristiques du sol. À partir de ce modèle, l'objectif est de créer un indicateur de pression azotée, qui permettrait de mieux anticiper et contrôler la pollution engendrée par l'excès de nitrates dans le sol.

INRAE

À

Les risques sanitaires posés par la végétalisation des villes

La végétalisation des villes est l'une des solutions promues pour atténuer les effets du changement climatique. Cette approche peut réduire significativement la température urbaine, améliorer le bien-être des citoyens et la consommation énergétique. Par ailleurs, la végétalisation urbaine crée de nouvelles niches écologiques, favorisant une biodiversité variée dans ces milieux, mais elle peut aussi augmenter les risques sanitaires liés aux maladies vectorielles. Sa gestion doit être adaptée pour éviter les risques sanitaires, comme les épidémies de dengue ou la propagation de tiques porteuses de maladies. Aussi est-essentiel de poursuivre la recherche pour comprendre et minimiser ces risques tout en maximisant les bienfaits de la végétalisation en ville.

Florence Fournet, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) -

Polytechnique Insights

À

Un bioplastique dégradable en composteur domestique

Synthétisé à partir de matières végétales, l'acide polylactique (PLA) compte parmi les bioplastiques les plus utilisés dans le monde, notamment prisé pour les contenants alimentaires. Cependant, il se dégrade très peu en dehors des composteurs industriels. Des chercheurs issus d'une collaboration internationale ont développé une enzyme, puis l'ont intégrée au PLA afin qu'elle le dégrade et supporte les températures élevées de la fabrication du plastique enzymé. Publié dans Nature, ces travaux permettent au PLA de se décomposer en moins de 26 semaines dans un composteur domestique.

CNRS

À

APPELS À CONTRIBUTIONS

Hydraulic engineering

This cross-journal Collection aims to explore the hydraulic problems faced in both fundamental and applied research, with direct relevance for the optimal planning, design and operation of water resource systems. The collection features articles that cover, for example, hydraulic structures, erosion protection, flood protection, hydroelectric-power generation, and more.

Submission deadline - 31 October 2024

Revue Frontiers in Remote Sensing

Monitoring Coastal Wetlands Through Remote Sensing in a Changing Global Environment

Coastal wetlands, including mangroves, salt marshes, seagrass beds, and shallow coastal water bodies, are invaluable ecosystems facing threats from human activities and climate change. These habitats support biodiversity and mitigate floods. This Research Topic aims to explore advanced remote sensing techniques to enhance the monitoring, management, and conservation of coastal wetlands. Specifically, the objectives are: 1. To optimize the management and integration of multi-sensor satellite data to gain deeper insights, enable accurate decision-making, and improve predictions regarding coastal wetland ecosystems; 2. To leverage artificial intelligence methods to enhance the accuracy and reliability of satellite image processing and analysis for coastal wetlands, supporting their sustainable management; 3. To investigate innovative approaches utilizing multi-sensor data, including in-situ, proximal, and remote sensing, to monitor these vulnerable coastal ecosystems continually.

Manuscript Summary Submission - 29 October 2024

Manuscript Submission - 11 January 2025

Frontiers in Remote Sensing

À

TECHNOLOGIES

Améliorer la qualité de l'eau pour une exploitation minière durable

Les technologies au service de la qualité de l'eau pendant et après son utilisation

L'eau reste une composante essentielle du processus d'extraction pour les mines en activité. Les systèmes technologiques avancés transforment le paysage de la gestion de la qualité de l'eau pour rendre l'exploitation minière (et la gestion de l'eau qui en découle) plus efficace, plus durable et plus abordable. L'une des complexités de la gestion de la qualité de l'eau réside dans le fait que les normes peuvent être fluctuantes. Les seuils acceptables peuvent varier d'une région à l'autre ou changer soudainement lorsque des changements de politique interviennent au sein des organes directeurs. Les exploitants de mines multinationales ne doivent pas seulement surveiller les contaminants spécifiques à chaque exploitation minière ; ils doivent également s'assurer qu'ils respectent les réglementations régionales tout en étant suffisamment flexibles pour adapter leurs pratiques de gestion de l'eau lorsque les règles de conformité changent. Au-delà de la politique, il y a aussi le sentiment du public. Les communautés dépendent de l'accès à des réserves d'eau propres et saines, et avec le changement climatique qui perturbe les schémas météorologiques, la disponibilité de l'eau est devenue une préoccupation croissante. Pour entretenir des relations saines avec les populations locales, les mines doivent faire preuve d'une plus grande transparence sur la manière dont elles utilisent l'eau, sur les quantités utilisées et sur la manière dont elles remédient aux problèmes de pollution ou recyclent les eaux usées. Cette transparence, qui va au-delà des rapports réglementaires, peut grandement contribuer à renforcer les relations publiques et à illustrer la manière dont les mines s'engagent activement dans la gestion de l'environnement. Toutefois, les méthodes traditionnelles d'analyse de l'eau dans l'industrie minière prennent beaucoup de temps et sont gourmandes en capital et en main-d'œuvre. Les opérations minières couvrant de vastes zones géographiques dans des conditions éloignées et difficiles, la collecte régulière d'échantillons d'eau s'est avérée coûteuse et peu fiable. C'est là que le recours à des outils avancés s'avère prometteur. Parmi ces outils figurent : les systèmes d'échantillonnage automatisés (ces systèmes peuvent prélever des échantillons d'eau à des intervalles prédéterminés ou en réponse à des déclencheurs spécifiques réduisant ainsi le besoin de travail manuel) ; les tests multiparamétriques (les opérateurs peuvent utiliser un seul appareil pour tester des dizaines de paramètres à une cadence régulière, ce qui simplifie la collecte des données et

l'établissement des rapports) ; les capteurs de surveillance en temps réel (installés aux points critiques ces capteurs peuvent surveiller en permanence les paramètres clés, fournissant des informations instantanées sur la qualité de l'eau afin d'accroître les temps de réaction) ; les logiciels d'analyse des données et de création de rapports (ces solutions logicielles intégrées permettent d'analyser les données provenant des capteurs tout en visualisant les résultats afin de générer des informations exploitables) ; la surveillance à distance, l'alerte de seuil et le contrôle. En tirant parti de ces technologies avancées, les sociétés minières peuvent améliorer leurs pratiques de gestion de la qualité de l'eau, garantir la conformité aux normes réglementaires et minimiser l'impact sur l'environnement. Et... cerise sur le gâteau : les technologies numériques sont conçues pour être modulaires, prêtes à l'emploi et ne dépendent d'aucun outil, ce qui permet aux exploitants de les intégrer en toute transparence dans leurs opérations existantes. Ces solutions peuvent être déployées et commencer à fournir des données en quelques jours - au lieu de mois ou d'années, et avec l'approche DaaS (Data as a Service) de la facturation qui se popularise, les mines n'ont pas à budgétiser des coûts initiaux élevés.

L'engagement de l'industrie minière à maintenir des normes élevées de qualité de l'eau est primordial pour son avenir durable. Alors que les méthodes traditionnelles d'analyse de l'eau présentent des défis importants, les systèmes technologiques avancés offrent une solution prometteuse. En adoptant l'échantillonnage automatisé et la surveillance en temps réel, en intégrant les communautés par la transparence des données et en prenant des mesures responsables qui protègent toutes les parties (en tirant parti d'analyses de données sophistiquées), les sociétés minières comblent le fossé entre la conformité réglementaire, l'efficacité opérationnelle et la protection des ressources en eau vitales.

L'auteur de l'article, Meena Sankaran, est fondatrice et directrice générale de l'entreprise spécialisée KETOS.

Enhancing water quality for sustainability in mining. Advanced technologies can help make water remediation more efficient and preserve water quality during and after usage - Water Tech Online

À

CYBERATTQUES

Les secteurs d'infrastructures critiques de l'énergie et de l'eau malmenés

Sophos, l'un des premiers éditeurs mondiaux de solutions de sécurité pour neutraliser les cyberattaques, annonce la publication d'une enquête sectorielle intitulée The State of Ransomware in Critical Infrastructure 2024. Selon celle-ci, le coût moyen de récupération des données a été multiplié par quatre dans deux secteurs d'infrastructures critiques - l'énergie et l'eau - pour atteindre trois milliards de dollars au cours de l'année écoulée, soit quatre fois plus que la moyenne intersectorielle mondiale. Ce rapport indique également que 49% des attaques de ransomware visant ces deux secteurs ont commencé par l'exploitation d'une vulnérabilité.

Les données du rapport sont issues de l'enquête menée auprès de 275 personnes représentant des entreprises des secteurs de l'énergie, du pétrole et du gaz, ainsi que des compagnies de services publics. Ces entreprises appartiennent aux secteurs de l'énergie et de l'eau, deux des 16 secteurs d'infrastructures critiques définis par la CISA, l'agence américaine de cybersécurité des infrastructures (Cybersecurity and Infrastructure Security Agency). Les résultats figurant dans ce rapport d'enquête sectoriel font partie d'une enquête de grande envergure menée indépendamment des fournisseurs entre janvier et février 2024 auprès de 5 000 professionnels de l'informatique et de la cybersécurité à travers 14 pays et 15 secteurs d'activité. "Les cybercriminels concentrent leur activité là où ils peuvent provoquer le plus de dommages et de perturbations afin que le grand public exige une action rapide, en espérant que le versement de la rançon demandée accélère la restauration du service. Les services d'utilités publiques représentent cet égard des cibles de choix pour les attaques de ransomware. Compte tenu du rôle essentiel qu'ils remplissent, le grand public attend de ces entreprises qu'elles rétablissent rapidement la prestation de leurs services afin de minimiser les perturbations", explique Chester Wisniewski, directeur, Global Field CTO de Sophos. "Malheureusement, les services d'utilités publiques sont des cibles non seulement attrayantes, mais également vulnérables aux attaques sur de nombreux fronts, notamment en matière de haute disponibilité et de sécurité, tout en affichant une approche de technologie axée sur la sécurité physique. Dans ces secteurs, les anciennes technologies configurées pour permettre une gestion à distance sans contrôles de sécurité de nouvelle génération telles que le chiffrement ou l'authentification multifactorielle (MFA), occupent une place prépondérante. En l'absence de compétences et de personnel informatique nécessaires pour se tenir au fait des correctifs, des dernières vulnérabilités de cybersécurité et des outils de surveillance indispensables pour assurer une détection et une réponse précoces." Outre l'augmentation des coûts de récupération, le montant moyen des rançons demandées aux entreprises de ces deux secteurs a bondi pour dépasser 2,5 millions de dollars en 2024, soit 500 000 dollars de plus que la moyenne intersectorielle mondiale. Les secteurs de l'énergie et de l'eau pointent par ailleurs à la deuxième place par le nombre

d'attaques par ransomware. Au total, 67% des entreprises de ces secteurs ont déclaré avoir été victimes d'une attaque de ransomware en 2024 contre 59% pour la moyenne intersectorielle mondiale.

Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et de l'eau ont signalé un allongement des délais de récupération. En 2024, seulement 20% des entreprises touchées par un ransomware ont pu se rétablir en une semaine ou moins, contre 41% en 2023 et 50% en 2022. 55% des entreprises interrogées ont mis plus d'un mois à se rétablir, contre 35% d'entreprises, tous secteurs confondus. "Ces chiffres montrent une fois de plus que dans la plupart des cas, le versement de la rançon demandée va à l'encontre de l'intérêt des entreprises. Si un nombre croissant de sociétés (61%) ont la somme demandée, le délai nécessaire à leur rétablissement a été allongé. Non seulement ces pourcentages et montant élevés des rançons encouragent d'autres attaques contre ce secteur, mais ils ne contribuent pas à atteindre l'objectif visé, c'est-à-dire raccourcir le délai de récupération", déclare Chester Wiznieski.

Sophos

À

AGIR

Le climatrek de Florian

Florian Fiquet, co-aventurier du mouvement Sport Planète fédéré par MAIF, et Pierre Renard, le seul glaciologue des Pyrénées, s'engagent pour sensibiliser à l'impact dramatique de la fonte des glaciers dans les Pyrénées. Florian est en train de parcourir 300 kilomètres à pied, en reliant tous les glaciers pyrénéens pour veiller les consciences sur ce phénomène alarmant.

Les glaciers pyrénéens ont perdu 90 % de leur volume depuis les années 1850. D'ici 2050, ils auront entièrement disparu selon Pierre Renard, glaciologue des Pyrénées, fondateur de l'association Moraine, et auteur du livre "Extinction des glaciers pyrénéens" (mai 2024, Cairn). Aux abords des chemins de randonnée et des refuges, Florian installe des affiches représentant l'état de ces mêmes glaciers, 10 à 15 ans auparavant pour faire naître des prises de conscience, et démontrer que le devoir de mémoire des glaciers pyrénéens peut à la fois nous aider à mieux préserver les glaciers alpins et à réaliser l'impact réel du changement climatique. Le réchauffement climatique et la baisse de la pluviométrie vont entraîner une dégradation de l'enneigement, une accélération de la fonte et un déficit de reconstruction des glaciers.

Instagram de Florian Fiquet

À

Des militants bloquent le terminal des croisières de Marseille

Une vingtaine de militants écologistes ont bloqué le samedi 21 septembre au matin, à l'aide de kayaks, l'entrée du terminal des croisières dans le port de Marseille pour dénoncer la pollution générée par ces bateaux. Les militants ont été délogés par la gendarmerie maritime. Tout le matin, le navire AIDAstella, de la compagnie allemande AIDA et d'une capacité d'environ 2 000 passagers, a dû faire demi-tour, pour attendre à proximité. Deux autres navires de croisière attendaient encore au large : le MSC World Europa, sixième plus gros paquebot au monde (plus de 2 600 cabines, 6 000 passagers, 13 restaurants, un centre commercial) et le Costa Smeralda. Le collectif Stop Croisières dénonce la pollution de l'air causée par ces navires, véritables villes sur l'eau, avec un impact négatif sur la santé des populations et la biodiversité marine. Le collectif dénonce aussi les conditions de travail à bord. Le port de Marseille a accueilli 1,5 million de croisiéristes en 2022 et 2,5 millions l'année dernière, selon l'observatoire du tourisme de la ville.

Affaire Paul Watson : Détermination provisoire, extradition... ce que dit le droit international

Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd et militant contre la chasse à la baleine, a été arrêté au Groenland le 21 juillet 2024 et attend une éventuelle extradition vers le Japon. Cette demande d'extradition, qui devait au départ être examinée le 4 septembre, a finalement été reportée au 2 octobre prochain.

Tamsin Phillipa Paige Senior Lecturer, Deakin University, Danielle Ireland-Piper, Associate Professor, ANU National Security College, Australian National University - The Conversation

À

VOIR

Ivohiboro, la forêt oubliée

Au sud-est de l'île de Madagascar, dans le massif d'Ivohibe, une des zones les plus arides et inhospitalières de l'île, Patricia Wright, primatologue et professeure américaine, a découvert en 2019 une forêt tropicale humide de 14 kilomètres carrés. Un îlot de verdure et de fraîcheur, dans un océan minéral et brûlant. Un sanctuaire nimbé d'une brume éternelle perché à 1 500 mètres d'altitude. Cette forêt appelée Ivohiboro est presque une anomalie. Un miracle. Alors, pour les scientifiques, l'enjeu est colossal. Ils sont une trentaine à participer à l'expédition aux côtés de Patricia Wright. Au cœur de cette jungle impenetrable, ils vont mener pendant trente jours des recherches pour comprendre comment cette forêt a traversé les siècles sans rien perdre de sa vitalité primale, inventorier les nouvelles espèces et mieux appréhender la façon de préserver les écosystèmes menacés. Leurs recherches doivent constituer un point de référence, un maître mot de ce que la nature peut accomplir lorsque l'humanité lui en laisse encore l'opportunité.

Diffusion le 7 octobre à 21h05 sur France 5 et sur france.tv

France 5

Cargos, dans les soutes de la mondialisation

Ils sont les géants invisibles du commerce mondial. Incarnation d'une industrie globalisée, les cargos porte-conteneurs passent d'un continent à l'autre, délivrant, loin des yeux du grand public, 90 % des marchandises que nous consommons : des pneus de nos voitures jusqu'aux téléphones portables. Ces navires sont les maillons d'une chaîne

d'approvisionnement indispensables à nos modes de production et de consommation. S'ils étaient un pays, les 5 500 porte-conteneurs actuellement en mer se hisseraient au quatrième rang des économies mondiales ! Pour ce documentaire, Nicolas Vescovacci et Alfred de Montesquiou ont eu l'autorisation exceptionnelle de monter à bord du Merete Maerks : 400 mètres de long, 60 mètres de large. Ce navire est la propriété du groupe danois Maerks, le deuxième armateur mondial.

D'est en ouest, le voyage du Merete Maerks nous fait pénétrer dans les soutes de la mondialisation. Un film inédit qui nous fait comprendre les rouages du commerce mondial, rendu si fragile par les crises géopolitiques.

Le documentaire sera suivi d'un débat.

Diffusion le 6 octobre à 21h05 sur France 5 et sur france.tv

France 5

L'eau minérale en eaux troubles

Ces derniers mois, l'industrie de l'eau minérale a été fortement secouée par une série de scandales et de révélations. Sources polluées, prélèvements illégaux, soupçons de tromperie et de fraude à grande échelle. Pour les Français, qui consomment chaque année 9 milliards de bouteilles d'eau, la confiance s'est évaporée. Envoyé spécial de France 2 a consacré son émission du 26 septembre au sujet. Le reportage d'Émilie Lambin, Anthony Delarbre, Mathieu Martinière, Jérôme Prouvost et Lotfi Doudi/Kraken va au-delà du seul scandale pour aborder la problématique de la pollution des nappes.

Replay disponible - France.TV

À

APPEL À CONTRIBUTIONS

Exposition photographique "Saisir l'eau dans la ville"

Après le succès de ses trois expositions photographiques - la première sur le cycle hydrosocial en 2014, la deuxième sur les techniques de pompage et les pratiques sociales liées à l'eau en 2017, la troisième consacrée à la diversité des pratiques de pêche en 2020 - l'association RÉS-EAUX a le plaisir de lancer une nouvelle édition sous l'intitulé "Saisir l'eau dans la ville".

La ville peut être envisagée comme un environnement hybride, ni naturel ni artificiel mais produit par l'imbrication de processus biophysiques et sociaux (Gandy, 2004). Dans la majorité des cas, c'est en s'établissant à proximité de sources d'approvisionnement en eau que les communautés humaines ont constitué ces lieux particuliers où s'agglomèrent et circulent les personnes, la matière, le capital, les savoirs et le pouvoir. En effet, le processus d'urbanisation est intimement lié à la maîtrise, voire la "conquête" de l'eau (Goubert, 1986), "une composante nécessaire de l'extension et de la croissance urbaine" (Swyngedouw, 1997). La ville offre des activités, des services, des équipements qui ont pour une large part à voir avec l'eau. Elle se donne également à voir et à vivre comme paysage et lieu sacré. Selon les périodes et les contextes géographiques, cette dimension visible de l'eau est plus ou moins affirmée. Dans les sociétés marquées par les courants hygiénistes du XIXe siècle, les flux d'eau ont été largement canalisés et/ou enfouis pour des raisons de santé publique, modifiant radicalement le paysage urbain (Guillerme, 1983 ; Barles, 1999 ; Carré, 2011). La relation des habitants à l'eau dans l'espace extérieur et public s'est affaiblie à mesure que l'eau propre et domestiquée se diffusait dans l'espace privé (Bouleau et al., 2024). Désormais, les chemins de l'eau en ville sont avant tout souterrains et

contraintes par une infrastructure technique complexe, dont la maintenance est devenue cruciale pour limiter le risque d'inondation par ruissellement. Dans les villes des Suds, la configuration infrastructurelle liée à l'eau est beaucoup plus contrastée. Dans les zones sous-dotées en équipements d'approvisionnement ou d'évacuation, l'eau est une préoccupation constante et bien visible, entraînant la mise en place de pratiques individuelles ou collectives pour l'accéder à une ressource salubre et la prévention du risque lié aux fortes pluies. Ces pratiques impriment également leur marque sur l'espace urbain (Maazaz, 2021). Tour à tour mise en scène ou cachée, parfois brusquement révéillée, indésirable, vénérée, crainte ou espérée, l'eau est omniprésente en ville. Tout comme Goethe (1810) qui voyait en "un universel non encore fixé", les organisateurs vous invitent à mettre vos regards en quête des lieux, des âtres et des objets qui nous relient à l'eau et à saisir sa présence dans le corps vivant et agissant de la ville.

Cet appel s'adresse aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent en sciences sociales sur les thématiques en lien avec l'eau dans la ville, toutes disciplines confondues ; aux acteurs associatifs, aux gestionnaires, ou encore aux habitants. Tous sont invités à partager leur expérience et leur regard scientifique, artistique, documentaire ou sensible, aux quatre coins du globe. Les contributions sont invitées à explorer un ou plusieurs des axes suivants, sans nécessairement s'y restreindre : Axe 1. Capturer et révéler l'omniprésence discrète de l'eau en ville ; Axe 2. Le métabolisme urbain : flux et métiers ; Axe 3. Les pratiques liées à l'eau en ville : quelles connexions entre humains et non humains ?

Les photographies (5 maximum par candidat) doivent être accompagnées d'un texte court présentant le contexte, l'élément ou la personne représentés et explicitant les enjeux techniques, sociaux et/ou environnementaux associés.

Date limite - 20 décembre 2024

Rés-EAUX Paris Nanterre - email reseaup10@gmail.com

À

À

Europe
top

Les difficiles d carts de la taxe plastique européenne

La nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés a rapport  plus de 7 milliards d'euros au budget de l'UE en 2023. Les Vingt-Sept ont sous-estim  leurs contributions à cause de la piètre qualité des estimations concernant la quantité de déchets plastiques. Il existe un risque réel que des déchets d'emballages en plastique prétendument recyclés ne le soient pas.

Le premier bilan de "la ressource propre" de l'Union européenne fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés, cr  e en 2021, est loin d'être fantastique : tel est le constat dressé par la Cour des comptes européenne dans un rapport. Les actions de suivi et d'accompagnement de la mise en œuvre sont arrivées tardivement, et la plupart des  tats membres n'étaient pas suffisamment préparés à relever ce défi. Des problèmes persistants de comparabilité et de fiabilité des données, conjugués à l'absence de contrôles visant à vérifier que les emballages en plastique sont réellement recyclés, faussent probablement le calcul de la ressource.

La ressource propre fondée sur le plastique, en plus de contribuer au remboursement de l'instrument de relance de l'UE, vise à inciter à réduire la consommation de plastiques à usage unique, à favoriser le recyclage et à stimuler l'économie circulaire. Le principe est simple : chaque pays doit s'acquitter d'une contribution fixe à 0,8 euro par kilogramme de déchets d'emballages en plastique non recyclés. Les données exactes n'étant disponibles que deux ans après l'année concernée, les contributions sont calculées sur la base de prévisions qui sont ensuite ajustées. En 2023, la ressource propre fondée sur le plastique a rapport  7,2 milliards d'euros, soit 4 % des recettes totales de l'UE.   Après 33 ans à fonctionner avec les mêmes ressources propres, l'UE a introduit en 2021 une source supplémentaire de recettes fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés produits par les  tats membres. Mais sa méthode de calcul présente encore de trop nombreuses failles", a déclaré Lefteris Christoforou, membre de la Cour responsable de l'audit.   Nous demandons donc à la Commission européenne d'y remédier immédiatement et de se servir des enseignements tirés lorsqu'elle sera amenée, à l'avenir, à élaborer d'éventuelles nouvelles sources de revenus pour l'UE.   Les auditeurs font observer que seuls cinq pays de l'Union avaient intégré, dans les délais impartis, la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballages dans leur législation nationale. Ceci a conduit la Commission européenne à engager des procédures d'infraction pour les 22 autres  tats membres, dont l'une était toujours en cours au moment de l'audit. Une fois la transposition complète, un contractant externe a effectué des contrôles de conformité. Dans la plupart des cas, les auditeurs ont constat  qu'au moins une disposition clé (par exemple, la définition des termes "plastique" et "emballage", ou le calcul des déchets plastiques produits et recyclés) n'avait pas été correctement transposée. Le suivi de ces questions peut prendre des années, notent les auditeurs. D'ici là, les pays de l'UE continueront probablement à utiliser des définitions incohérentes et des méthodes de compilation inappropriées qui se répercuteront sur le calcul de leurs contributions. C'est pourquoi, les auditeurs appellent la Commission européenne à remédier à cette situation. Pour la première année de mise en œuvre de la ressource propre fondée sur le plastique (2021), les estimations produites par la majorité (22) des  tats membres étaient inférieures aux volumes finalement calculés à partir des données définitives. Il en résulte que la ressource propre fondée sur le plastique pour 2021 a été sous-estimée de 1,1 milliard d'euros et a dû être compensée par une autre ressource pour équilibrer le budget. Enfin, l'absence de contrôles appropriés entraîne un risque important que certains déchets d'emballages en plastique ne soient pas réellement recyclés. Les auditeurs notent que ce même risque existe pour les déchets plastiques exportés en dehors de l'UE, car les  tats membres ne sont actuellement pas en mesure de vérifier que les conditions de recyclage dans les pays tiers sont conformes aux exigences européennes. Ils recommandent donc que des mesures soient prises pour atténuer ce risque.

Cour des comptes européenne - à Rapport spécial 16/2024

 

SUISSE

La dernière crue du Rhône ravive les débats sur le projet d'aménagements R3

Lancée en 2000, la "Troisième correction" du Rhône est un vaste projet d'aménagements contre les crues du fleuve. Les premiers travaux ont débuté, mais les scénarii de rupture et d'aménagement font l'objet d'un réexamen, tandis que le Rhône a connu une crue historique fin juin.   Une situation de crue extrême", résume le chef du Service valaisan des dangers naturels, interviewé par le média suisse RTS. La crue du Rhône dont il parle s'est produite à la fin du mois de juin, quand le débit du fleuve a battu des records historiques en amont du lac Léman, dans le canton du Valais. Le fleuve y a atteint 1200 m³/s, des personnes ont dû être évacuées par hélicoptère et une zone industrielle a été inondée.

L'écoulement a réactivé les débats autour du vaste projet d'aménagement du Rhône en Suisse, appelé la Troisième correction ou R3. Ce projet lancé en 2000 par les deux cantons du Valais et de Vaud, fait suite aux deux premières "corrections" du Rhône. La première date des années 1863-1884 et la seconde des années 1930-1960. Cette fois, les travaux concernent un secteur long de 162 kilomètres en amont du Lac Léman... Mais le projet a fait l'objet d'une réévaluation en 2022-2023, entraînant les autorités du Valais à décider de sa révision en mai 2024. Une révision suscite la critique d'une partie des professionnels du risque inondation en Suisse. La crue intervenue fin juin s'est invitée dans les débats, chacun y voyant des arguments en faveur de ses propres positions : révision ou maintien tel quel de R3.

France Dignes

FRANCE

Rhône : Le projet de dernier barrage abandonné par l'État

Le projet de barrage sur le Rhône, entre les départements de l'Ain et de l'Isère, a été abandonné par l'État. L'installation qui devait être construite sur l'une des dernières zones sauvages du fleuve, avait soulevé de vives oppositions.

Le projet baptisé Rhônergia, dont l'idée remonte à 1935 et qui avait fait l'objet d'un premier projet abandonné en 1980, visait à construire un barrage d'ici 2033 à une quarantaine de kilomètres en amont de Lyon. Pour un budget estimé à 330 millions d'euros, la CNR envisageait un barrage-usine avec une chute de 6,8 mètres, une retenue de 22 kilomètres de long pour ralentir le débit du fleuve et une digue de 4 km. L'installation devait produire l'équivalent de l'électricité consommée chaque année par une ville de 60 000 habitants, soit une puissance de 140 GW/h par an. La CNR, qui supervise 19 barrages hydroélectriques sur le Rhône, avait estimé que le projet Rhônergia, était le dernier projet de cette nature envisageable en France. Il aurait participé, selon elle, à la lutte contre le changement climatique, au renforcement de l'indépendance énergétique de la France et à l'inflexion des coûts de l'électricité.

France 3 Régions

À

Création d'un observatoire économique de la pêche et de l'aquaculture

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture est confronté à un nombre croissant d'écas, notamment liés à la protection de la ressource et au développement de nouvelles activités sur le domaine maritime ou encore de nature géopolitique. Le CGAAER a été chargé de faire une proposition de conception d'un observatoire économique de la pêche et de l'aquaculture répondant aux attentes des acteurs des filières concernées, FranceAgriMer étant chargé de sa mise en œuvre opérationnelle.

CGAAER

À

PFAS

89 "coups de sonde" réalisés sur le territoire métropolitain

Les "polluants éternels" sont présents dans notre eau du robinet à des taux parfois préoccupants, révèle l'enquête France Bleu et la cellule Investigation de Radio France ayant réalisé 89 "coups de sonde" sur le territoire métropolitain. Certains des

89 Échantillons prélevés contiennent même des molécules cancérogènes.

Chacune des radios locales de France Bleu a réalisé deux prélèvements entre le 8 avril et le 5 juin sur son territoire, en fonction de son bassin de population mais aussi de lieux où la présence de PFAS dans l'environnement était déjà connue grâce à des travaux de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) réalisés sur le sujet en 2011. Par ailleurs, la proximité entre des captages d'eau et des usines mais aussi des aéroports, des casernes de pompiers, des papeteries ou des centres de traitement de déchets ont guidé les investigations. Les échantillons prélevés ont ensuite été analysés par le laboratoire agréé Inanesc, basé à Poitiers. Les "polluants éternels" diffusés étaient recherchés, dont les 20 PFAS visés par la directive européenne entrant en application le 1er janvier 2026. Sur les 89 prélèvements, 43 % des échantillons contiennent des "polluants éternels". 27 échantillons ont révélé des PFAS interdits ou classés comme cancérogènes, dont 5q à des niveaux préoccupants. Cinq échantillons préoccupants ont été prélevés à Auxerre, Lille, Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), Saint-Vit (Doubs) et Dole, au nord de Châteauroux. Par ailleurs, les prélèvements dans trois communes dépassent un seuil trop élevé de PFAS au regard de la réglementation prévue en 2026. Ainsi à Cognac, la somme des 20 PFAS atteint le double du futur seuil réglementaire.

France Bleu

Veolia conclut sa campagne de détection des PFAS

Veolia annonce la fin de sa campagne d'analyse nationale pour établir un état des lieux de la présence des 20 PFAS réglementés dans l'eau potable en France, sur la base des seuils de qualité en vigueur, lancée en novembre 2023. Cette campagne a été effectuée en anticipant l'obligation des autorités sanitaires d'intégrer systématiquement ces paramètres dans leurs contrats à partir de 2026.

Plus de 2 400 points de prélèvement d'eau potable gérés par Veolia, desservant plus de 20 millions d'habitants ont été analysés. À la fin de cette campagne, Veolia atteste de la conformité de l'eau potable au regard des normes PFAS pour plus de 99 % de ses points de prélèvement. Dans les cas de dépassement des limites de qualité, le rôle de Veolia est d'accompagner la collectivité dans l'information qu'elle effectue auprès de ses usagers sur la qualité de l'eau distribuée, ainsi que dans le plan d'action de retour à la normale. Outre son savoir-faire industriel dans les systèmes de filtration avancés, le groupe rappelle disposer également de ses retours d'expérience aux États-Unis. En France, Veolia a décidé d'investir dans un dispositif d'intervention mobile inédit qui compte plus de 30 unités d'intervention dont 25 unités mobiles de traitement (UMT) et 6 laboratoires mobiles Diabolo permettant, dans le cas où c'est applicable, de définir le meilleur traitement sur les micropolluants détectés (comme le charbon actif) et de terminer la quantité et la fréquence de renouvellement des filtres nécessaires, ainsi que le coût associé. Pour des pollutions nécessitant un traitement plus sophistiqué et plus long à mettre en place, comme des procédés de nanofiltration ou d'osmose inverse basse pression, le groupe propose un plan d'action en plusieurs étapes pour remédier au problème dans les délais les plus rapides.

Veolia [Le communiqué ne donne pas le lien vers les résultats de la campagne]

Pollution aux PFAS : quelles solutions ?

Lutte contre les PFAS : Les entreprises de l'eau tiennent à rassurer

La fédération FP2E adresse un communiqué intitulé "Les solutions existent pour consolider la confiance dans l'eau du robinet". Le site Internet de la fédération n'étant pas à jour, ci-joint l'intégralité du communiqué :

"Utilisés depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives, imperméabilisantes et résistantes aux fortes chaleurs, les PFAS persistent durablement dans l'eau, l'air ou les aliments. Ils représentent un enjeu sanitaire et écologique majeur. Ces "nouveaux polluants", notamment mis en lumière par les médias et par plusieurs travaux parlementaires, suscitent des inquiétudes chez nos concitoyens et renforcent leurs attentes légitimes en matière de transparence sur la qualité de l'eau. Les Entreprises de l'eau prennent très au sérieux ces interrogations, ainsi que les nombreuses études et campagnes d'analyses concernant les PFAS. Elles sont pleinement engagées, aux côtés des collectivités, dans l'information des consommateurs et les recherches pour répondre aux besoins croissants de dépollution et de traitement.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'interdiction de rejet de ces polluants dans les milieux naturels en France. La prévention est la première mesure de nature à limiter l'apport supplémentaire de PFAS dans l'eau. Les Entreprises de l'eau préconisent une réduction de la pollution à la source : il faut limiter les activités génératrices de PFAS et la production de produits qui

en contiennent, et cibler en priorité les usages non-essentiels ou ceux qui bénéficient de solutions de substitution. Par ailleurs, lorsque la situation l'exige, les PFAS présents dans les ressources destinées à la production d'eau potable doivent être traités, conformément à la réglementation. C'est le ministère de la Santé qui fixe les normes de qualité potable que doivent respecter les collectivités locales et les entreprises de l'eau agissant pour leur compte. À partir de 2026, les PFAS ciblés par la réglementation seront systématiquement intégrés dans le contrat sanitaire de l'eau potable effectué par les agences régionales de santé. Dans le contexte d'évolution de la réglementation, les Entreprises de l'eau ont mené des campagnes exploratoires sur les PFAS, avec des stratégies ciblées ou généralisées. Elles ont mesuré la concentration dans leurs sites de production d'eau potable, et informé les collectivités et les autorités administratives des résultats. Ces données ont été partagées avec l'ANSES, dans le cadre de ses travaux d'expertise sanitaire en cours. La France doit être présente dans la mise en place des traitements, même si les cas de non-conformité à la limite de qualité réglementaire en vigueur sont rares. Il faut simplifier certaines démarches administratives lorsque la situation l'exige, et faciliter l'accès à des procédés de traitement des PFAS autorisés dans d'autres pays, quand des mesures correctrices doivent être déployées.

Les Entreprises de l'eau, qui investissent massivement dans la R&D, sont leaders en matière de solutions innovantes pour traiter les PFAS dans l'eau destinée à la consommation humaine et les eaux usées. Par ailleurs, elles sont pleinement mobilisées pour accompagner les collectivités dans l'information indispensable des consommateurs, notamment au niveau local en cas de dépassement de la limite de qualité : l'information sur la qualité de l'eau, aliment le plus contractuel de France, est la clé pour préserver la confiance dans l'eau du robinet que nous avons collectivement construite."

FP2E

À

PRÉLÈVEMENTS ILLÉGAUX

Nestlé Waters paye une amende record... mais au goût amer

Le verdict est tombé le 10 septembre au tribunal judiciaire d'Alsace : après des années à alerter sur les prélèvements d'eau astronomiques et sans autorisation de Nestlé Waters Supply Est, les associations n'ont pu qu'assister à l'homologation de la convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) par le président du tribunal. Les sanctions sont faibles face à l'ampleur des délits de Nestlé et le préjudice écologique qui n'est toujours pas défini précisément ni réparé.

Tout a commencé en 2016 lors d'une réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) où Jean-François Fleck, de Vosges Nature Environnement, a découvert que plusieurs forages de l'entreprise n'étaient pas autorisés. À la suite de plusieurs échanges avec les services préfectoraux des Vosges, cinq associations déposèrent plainte en 2020 : l'Association de sauvegarde des vallées et de prévention des pollutions (ASVPP), France Nature Environnement (FNE), Lorraine Nature Environnement (LNE), UFC Que Choisir et Vosges Nature Environnement (VNE). Après un classement sans suite prononcé par le procureur d'Alsace en 2020, les associations ont formé un recours auprès du procureur général de Nancy qui a choisi de transiger avec Nestlé par cette procédure de CJIP et de lui imposer certaines obligations. Si ces dernières sont exécutées, le procès pénal est évité. Cette procédure considère souvent insuffisamment les préjudices et les victimes, estiment les associations : certes une indemnisation était demandée, mais c'était bien la réparation de l'impact écologique qui devait être effective. Les associations ont vainement cherché à faire réaliser une étude sur l'impact des prélèvements. Les autorités publiques les y ont pas aidées... En final, Nestlé est condamnée au paiement d'une amende d'intérêt public peu dissuasive d'une valeur de 2 millions d'euros soit seulement 1 % de son chiffre d'affaires annuel. Pourtant le code de l'environnement prévoit pour cette procédure que "le montant de cette amende est fixé de manière proportionnée, le cas échéant au regard des avantages tirés des manquements constatés, dans la limite de 30 % du chiffre d'affaires moyen annuel calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date du constat de ces manquements." Une expertise est prévue pour connaître l'impact hydrogéologique des prélèvements illégaux, mais avec un budget limité de 100 000 euros. Les associations restent sceptiques quant à cette mesure. Réclamée depuis 2016, les autorités font miroiter depuis 4 ans une étude "en cours de réalisation" par l'Observatoire de l'eau dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE). L'expertise prévue par la convention est également confiée à cet observatoire, et ce alors même que les associations n'ont aucune connaissance du cahier des charges prévu.

Si cette CJIP est d'une importance cruciale pour Nestlé Waters, lui évitant un nouveau procès médiatique, les associations ne s'avouent pas vaincues. Elles seront vigilantes quant à l'effectivité des mesures de cette CJIP. Nestlé Waters dispose d'un délai de 2 ans à compter de la notification de cette convention pour mettre en place l'ensemble de

ces mesures, sans quoi l'action publique ne pourra s'accomplir. Enfin, la lutte ne s'arrête pas là pour les associations qui rappellent qu'il ne s'agit pas de défendre l'environnement de façon abstraite, mais bien de protéger l'intérêt des usagers face à une privatisation protégée de la ressource en eau.

FNE

FISCALITÉ

Les eaux en bouteille pourraient bientôt perdre leur TVA super réduite

Passer d'une TVA à 5,5 % à 20 % pour le secteur controversé des eaux en bouteille ? C'est la proposition de l'Inspection générale des finances (IGF) ayant publié en mars dernier une "revue des dépenses" proposant diverses pistes pour augmenter les recettes de l'État. Parmi elles, le service, qui dépend des ministères des Finances et du Budget, propose de relever le taux de TVA applicable aux eaux en bouteille. La mesure pourrait rapporter plusieurs centaines de millions aux caisses de l'État, mais aussi inciter les consommateurs à se tourner vers l'eau du robinet, moins émettrice de CO2 et de plastique.

Novethic, le média en ligne de la Caisse des Dépôts, revient sur la proposition.

Novethic

À

PUBLICATIONS

Environnement et risques sanitaires en France à l'horizon 2040

Doit-on réellement s'inquiéter de la pollution de l'air, alors que les données montrent une baisse tendancielle de concentration des polluants depuis 30 ans ? Faut-il s'alarmer de la réduction de la fertilité masculine mesurée par de nombreuses études ? Est-ce possible d'arrêter de consommer de l'eau contaminée par des microplastiques ou des substances per- et polyfluoroalkylées ? Pourquoi ne pas prohiber toute substance potentiellement nocive au nom du principe de précaution ? La multiplication des messages rend notre perception des priorités plus complexe et confuse. Ces interrogations revêtent un tournant majeur : nous entrons dans une ère de grande incertitude, un monde où les risques sanitaires sont omniprésents et où les surprises sont la norme. Face à cette complexité et dans le cadre de son forum prospectif Santé 2040, Futuribles International propose dans un nouveau rapport : une synthèse de l'évolution passée des risques sanitaires liés à l'environnement en France, et leurs perspectives à l'horizon 2040, enrichie de focus détaillés, de cas concrets et de scénarios prospectifs ; des dispositifs et pistes pour agir dans la société des risques sanitaires, assortis de nombreux exemples de bonnes pratiques déjà en œuvre.

Rapport Environnement et risques sanitaires en France à l'horizon 2040 - Futuribles International

À

OUTILS

Projet GreenUrbanSat : Décrire la végétation urbaine avec l'imagerie satellitaire

Le projet Green Urban Sat, conduit par le CEREMA, a permis de développer, à partir de l'exploitation d'images satellitaires, une méthode permettant de générer une base de données géospatiale de description fine de la végétation adaptée à l'évaluation des services écosystémiques, et d'en produire un démonstrateur sur la métropole du Grand N

CEREMA

Bonnes pratiques en matière de prévention du risque inondation par ruissellement

Dans le cadre de l'Observatoire régional sur les risques de la Nouvelle-Aquitaine (ORRNA), le CEREMA a élaboré des fiches d'actions innovantes. Elles permettent de valoriser les bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales et de la maîtrise du risque ruissellement en Nouvelle-Aquitaine. Cette fiche met en lumière des actions innovantes déployées sur le territoire des villes de Libourne et Angoulême.

ORRNA

À

INDUSTRIE

BCF Life Sciences inaugure sa station de REUT

Spécialisée dans l'extraction d'acides aminés libres, l'entreprise morbihanaise BCF Life Sciences inaugure sa station de traitement d'effluents et de production d'eau de REUSE sur son site de Pleucadeuc.

Implantée sur un site de production Food Grade de 15 hectares et autorisée sous le régime des ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), BCF Life Sciences porte une démarche RSE incluant un plan de transition énergétique visant une réduction de 30 % ses consommations de gaz et d'électricité à l'horizon 2027 (par rapport à 2019). En matière d'eau, le process industriel de l'entreprise utilise de l'eau prélevée en milieu naturel dans la nappe phréatique et rejette 600 m3 d'effluents traités chaque jour par la STEP de la commune de Pleucadeuc. Afin de minimiser cet impact environnemental, BCF Life Sciences a investi dans la construction d'une station de traitement d'effluents et de production de REUT (réutilisation des eaux usées traitées). Utilisant la technologie d'osmose inverse, l'installation traite quotidiennement 300 m3 d'eau pour une production d'eau propre de 200 m3. Cette station permettra une diminution des prélèvements d'eau dans le milieu naturel à hauteur de 80 000 m3 par an et également une diminution des volumes de demande chimique en oxygène (DCO).

Réalisée et coexploitée avec l'entreprise Ovide, cette infrastructure a nécessité un investissement de 6,1 millions d'euros (4,5 millions pour la station et 1,6 million pour le REUSE), financé à hauteur de 44 % par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

BCF Life Sciences

À

À

INITIATIVES

200 jeunes pour écrire l'avenir des océans

Le Labo des histoires, association d'utilité publique visant à démocratiser la pratique de l'écriture chez les jeunes, lance le projet "Écrire l'avenir des océans". Ce projet va permettre à 200 jeunes âgés de 15 à 25 ans et issus de 10 régions différentes de prendre la parole et d'imaginer des solutions lors d'ateliers d'écriture pour la protection des océans à l'horizon 2050. Écrire l'avenir des océans, qui a pour marraine Lamya Essemlali, présidente de Sea Shepherd France, souhaite porter la voix de jeunes issus de diverses structures : établissements scolaires, hôpitaux, centres pénitentiaires, écoles de la deuxième chance, centre de loisirs etc. À

Écrire l'avenir des océans

À

Energy Observer : Une odyssée de sept ans se conclut

Energy Observer, le premier navire hydrogène zéro émission à avoir réalisé le tour du monde, a accosté au port du Cailou, dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, pour une escale exceptionnelle du 13 septembre au 11 octobre : l'année même où ce projet ambitieux avait débuté le 7 juillet 2017. Energy Observer a parcouru plus de 68 000 milles nautiques (soit l'équivalent de trois fois le tour de la Terre), visité 50 pays et effectué 101 escales. À

À

Sensibiliser, informer et faire évoluer les pratiques

Les agences de l'eau mettent en images 14 projets inspirants pour une gestion résiliente des ressources en eau, qui sont diffusés sur les chaînes du groupe France Télévisions et à via Brut et France.tv du 9 septembre au 4 octobre. Les cinq thématiques de ces programmes courts sont : la renaturation des villes et villages ; la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques ; les systèmes agricoles résilients ; les économies d'eau ; la réduction des pollutions.

ZAN : Et si on autorisait le transfert de quotas entre communes ?

Le dispositif pour préserver les sols agricoles ne permet pas aux communes de revendre ou d'acheter de "quotas" d'artificialisation. Un tel instrument, comparable à celui mis en place pour la comptabilité carbone, peut être intéressant. À condition de ne pas négliger la dimension qualitative de l'artificialisation des sols.

Charles Claron, doctorant en économie écologique (CIRED & LATTS), école des Ponts ParisTech - The Conversation

À

ACTEURS

Loïc Obled nommé DG de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

Actuellement directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB), Loïc Obled a été nommé directeur général de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne à compter du 23 septembre 2024, par arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Loïc Obled, diplômé de l'ENA, a exercé sa carrière en tant que directeur de cabinet du préfet des Landes (2011). En 2017, il rejoint l'Office national de la chasse et de la faune sauvage au poste de directeur de la police et du permis de chasser ; et en 2020, la direction générale de la Police, Connaitance, Expertise de l'OFB. Il succède à Martin Gutton, nommé directeur interministériel en charge de l'eau en agriculture auprès des ministères en charge respectivement de la transition écologique et de l'agriculture.

À

RHIN-MEUSE

Le Comité de bassin Rhin-Meuse lance le Parlement des jeunes pour l'eau

Afin d'associer la jeunesse aux enjeux de l'eau et de la biodiversité, le Comité de bassin Rhin-Meuse lance son premier Parlement des jeunes pour l'eau. Jusqu'au 15 octobre 2024, les volontaires âgés de 16 à 27 ans habitant dans l'une des communes du bassin Rhin-Meuse peuvent candidater à ce collectif pour une durée de 2 ans. Ce Parlement des jeunes pour l'eau doit contribuer à construire, avec le Comité de bassin, une politique de l'eau représentative, en portant la vision et les propositions de la jeunesse, tout en prenant en compte leurs attentes et préoccupations dans un contexte de changement climatique. "Nous avons souhaité, avec l'ensemble des membres du Comité de bassin Rhin-Meuse, mettre en place ce Parlement des jeunes pour l'eau pour donner la parole à cette jeune génération et écouter leurs convictions en matière de protection environnementale et d'enjeux liés à l'eau. L'objectif est d'impliquer la jeunesse dans la gouvernance de l'eau à l'échelle du bassin Rhin-Meuse. Nous veillerons à ce que ce Parlement soit représentatif et

inclusif, qu'il fonctionne de manière participative et citoyenne, et s'intègre dans un dialogue constructif entre les générations", a déclaré Audrey Bardot, présidente du Comité de bassin Rhin-Meuse.

Le Parlement des jeunes pour l'eau est un collectif composé de 40 jeunes âgés de 16 à 27 ans, résidant sur le bassin Rhin-Meuse. Représentatif de la diversité du territoire, ce collectif vise la parité, la diversité géographique et sociologique. Être membre du Parlement des jeunes pour l'eau, c'est : participer à l'élaboration des politiques de l'eau qui intègre la vision de la jeunesse au cœur des élus du Comité de bassin ; proposer et participer à la mise en place de nouvelles actions pour l'eau et la biodiversité ; rencontrer des acteurs d'horizons divers ; développer ses connaissances sur l'eau et les écosystèmes, développer ses compétences en apprenant, par exemple, à s'exprimer en public, à défendre son point de vue, à travailler en équipe ; participer à des visites et événements avec les autres membres du PJE.

Appel à candidatures jusqu'au 15 octobre 2024.

Candidater

À

RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Marseille il y a un million d'années, tel un jardin d'Eden

Il y a 1 Ma (million d'années), une vague migratoire venue de l'est et comportant des hommes (des homo erectus) et des animaux (des grands mammifères), déferlait sur la rive nord-méditerranéenne avec pour objectif la conquête de nouveaux territoires. À cette époque, les écosystèmes qu'ils visaient pour assurer leur survie étaient des milieux humides, de véritables oasis de vie et de nourriture potentielle au sein d'un environnement méditerranéen globalement aride. Le tuf de Marseille avec sa diversité écologique, ses plantes comestibles dont des proto-cérâles, des fruits et des herbacées, et sa ressource en eau, fut un site favorable à l'accueil de cette dynamique migratoire.

Une étude multidisciplinaire impliquant le CNRS Terre & Univers, sur des tufs calcaires fluviaux proposent une reconstruction du paléoenvironnement de Marseille au début du Pléistocène, il y a 1 Ma. Les mesures paléomagnétiques ont permis d'identifier l'inversion magnétique de Jaramillo et de dater le tuf de Marseille entre 1,06 et 0,8 Ma. Les données sédimentologiques montrent l'existence d'un environnement de dépôt varié comprenant des barrages naturels formés par des accumulations de plantes stabilisées par des précipitations de carbonate, favorisant ainsi le développement de plans d'eau en amont bordés de marécages. Les rapports isotopiques du carbone indiquent que les tufs de Marseille ne sont pas des travertins, mais sont associés à des sources et écoulements d'eau froide. Les reconstructions climatiques basées sur les données polliniques indiquent un climat légèrement plus frais (surtout en hiver) et plus humide que l'actuel. Les analyses de pollens fossiles indiquent pour leur part un paysage végétal semi-arboré, diversifié, en mosaïque, dominé par une forêt méditerranéenne de pins et de chênes avec du hêtre, du saule et de l'apricot, des espèces à présent rares ou qui ne poussent plus à basse altitude en Provence en raison de l'occupation humaine essentiellement. La présence du châtaignier est inattendue en milieu calcaire, mais cet arbre pouvait pousser sur les argiles carbonatées de l'Oligocène qui affleuraient partout dans le bassin de Marseille. Le long des cours d'eau, la forêt riveraine était diversifiée et comprenait des noyers et des platanes, comme c'est le cas de nos jours en Méditerranée orientale, et des arbres comme l'aulne, le saule, le noisetier et le frêne. Le régime alimentaire potentiel des premiers hominides, reconstitué à partir du pollen et des macrorestes végétaux, était varié et comprenait les fruits du châtaignier, du noisetier, du noyer, des Rosacées arborescentes comme différentes espèces de pruniers ou de pommiers. Des restes de vigne ont également été trouvés qui montrent que les raisins participaient déjà à la diète alimentaire des frugivores dont les hominides. Parmi les nombreuses herbes comestibles identifiées, il faut signaler les Composées qui comportent de nombreuses salades, des orties ou la mauve, une plante particulièrement appréciée en Afrique du Nord.

CNRS

À

OCCITANIE

La réalité parfois dramatique pour les activités agricoles

Avec 60 000 exploitations agricoles sur 3 millions d'hectares, la Région Occitanie est la première région agricole de France. C'est également l'une des plus touchées par le changement climatique. Alternance de sécheresses exceptionnelles et d'inondations, épisodes caniculaires et gelées précoces... le dérèglement climatique constitue d'ores et d  j à une réalité parfois dramatique pour les activités agricoles.

L'INRAE revient sur les projets conduits au sein de son centre de recherche de Toulouse.

INRAE

LOIRE-BRETAGNE

Analyses Hydrologie, milieux, usages, climat dans le bassin : quelles suites ?

Une mission conduite conjointement par l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) a examin   la conduite des analyses "hydrologie, milieux, usages et climat" (HMUC) dans le bassin Loire-Bretagne.

Un appel à manifestations d'intérêt pour la réalisation d'analyses HMUC, lancé en avril 2022 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne dans le cadre du plan de relance, a rencontré un vif succès. Les analyses HMUC réalisées ou en cours de réalisation couvrent ainsi près de 85 % de la superficie du bassin Loire-Bretagne. Ces analyses ont pour principal objectif de définir les volumes prélevables en période de basses eaux et celles réalisées sur le bassin Loire-Bretagne sont similaires aux études de volumes prélevables qui ont pu être conduites dans d'autres bassins (Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne). La réalisation de ces analyses met souvent en lumière l'étendue du déséquilibre entre la ressource disponible et les usages. La mission confirme l'intérêt évident de ces analyses HMUC qui présentent un réel potentiel pour constituer un outil de dialogue dans les territoires, associant toutes les parties prenantes intéressées par la gestion de l'eau. Toutefois, pour être pleinement utiles, il revient aux acteurs locaux de s'en emparer, de travailler ensemble, de prendre conscience du caractère limité de la ressource en eau et de l'impérieuse nécessité de convenir de son partage. Une analyse HMUC ne doit pas rester sans suite...

Rapport IGEDD/CGAAER

ÎLE-DE-FRANCE

Comment Paris se prépare à un futur mortellement chaud

Mardi 30 juillet et lundi 12 août, le mercure a atteint 36 et 37   C, selon les relevés de la station Météo-France, située dans le parc Montsouris. Dans la ville la plus dense et la plus minérale de France, les canicules ne sont plus exceptionnelles, elles sont devenues la norme. Et cela ne va pas aller en s'arrangeant. La revue à Reporterre    revient sur plan climat Paris 2024-2030 et liste les défis (  normes)    relever.

Reporterre

Lancement de la Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, opérateur de financement de la transition écologique

Dan Lert, adjoint à la Maire de Paris, et Daniel Guiraud, vice-président de la Métropole du Grand Paris, ont officiellement lancé la Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris, nouvel opérateur de financement de la transition écologique du territoire. Ils étaient accompagnés d'Alice Timsit, Présidente de la Coopérative, et des sociétaires.

La Ville de Paris et la Métropole du Grand Paris ont fixé des objectifs ambitieux dans leurs Plans climat respectifs pour lutter contre le changement climatique. Développement des énergies renouvelables, rénovation énergétique des bâtiments, végétalisation, transformation de l'espace public... Ces actions mobilisent des investissements publics significatifs, en particulier de la part des collectivités locales. Ces dépenses devront être renforcées dans les années à venir pour tenir les engagements pris. Il importe également d'associer toutes les parties prenantes du territoire à cet effort pour ne pas faire peser le poids de l'investissement écologique sur les seuls fonds publics. Le modèle choisi pour structurer ce nouvel opérateur est celui de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Ce modèle permet d'impliquer une large diversité d'acteurs locaux. À ce jour, 40 sociétaires ont investi dans le capital de la Coopérative, parmi lesquels : des collectivités (Ville de Paris, Métropole du Grand Paris, Est Ensemble) ; des banques (Banque des Territoires, Crédit Municipal) ; des opérateurs publics et privés (Eau de Paris, Sogaris, Safidi) ; des experts en ville durable (Sciences Po, Paris&Co) ; des entreprises des secteurs concernés par les projets financiers (bâtiment, aménagement, agriculture, foresterie, végétalisation urbaine).

Pour financer des projets de transition écologique situés dans la métropole parisienne et ses environs, la Coopérative propose un mécanisme de contribution carbone éthique et transparent, reposant sur des outils reconnus, tel que le Label Bas-Carbone. Elle a défini des critères de sélection de projets prenant en compte des critères sociaux et environnementaux larges. Elle s'assure également que ses clients mettent déjà en place une stratégie climatique ambitieuse au sein de leur propre périmètre d'action avant de financer des projets sur le territoire.

Coopérative Carbone Paris & Métropole du Grand Paris

Le SEDIF inaugure la refonte du site de Palaiseau

Le SEDIF inaugure la refonte du site de Palaiseau (Essonne), dont les travaux ont commencé en 2020. Cet investissement de 20 millions d'euros pour construire une nouvelle station de pompage et un nouveau réservoir permet de sécuriser la distribution en eau potable et de répondre à l'augmentation de la demande en eau liée au développement du plateau de Saclay.

Le site de Palaiseau se situe sur le plateau de Saclay dont l'aménagement est inscrit comme "Opération d'intérêt national" et constitue l'un des enjeux majeurs du Grand Paris. D'ici 2030, les besoins en eau seront multipliés par trois dans ce secteur qui constituera un pôle d'excellence scientifique de renommée mondiale. Dans cette perspective, le SEDIF a lancé en 2020 une restructuration complète du site, afin de sécuriser la distribution et répondre à la demande en eau ainsi qu'aux besoins de défense incendie. Néanmoins plus adaptés, la station de pompage, construite en 1975 et un des réservoirs, d'une capacité de 450 mètres cubes et datant de 1940, ont été démolis. Une nouvelle station de pompage, permettant la gestion des bits au plus près des besoins, et un nouveau réservoir ont été construits. Il s'agit du premier château d'eau construit par le SEDIF depuis plus de trente ans, après "Les FIâtes" de Villejuif (Val-de-Marne) en 1991. D'une capacité de 3 100 m³ et dotée de 2 cuves indépendantes, il diminue les contraintes d'exploitation et permet de doubler les réserves en eau potable. Le réservoir R2, datant de 1966, a quant à lui été entièrement remplacé ses façades ont été désamiantées et ravalées, et l'ensemble des équipements hydrauliques et électriques ont été changés. Un poste de chloration a également été intégré dans la station de pompage. Il permet d'ajuster le résidu de chlore de façon homogène jusqu'à l'extrémité du réseau.

Les Ateliers Monique Labbé, architecte du projet, ont signé l'intégration des nouveaux ouvrages dans leur environnement.

SEDIF

Châtillon : Le pipi, c'est désormais au pot

Le projet Enville "Engrais humain des villes", porté par le programme de recherche-action OCAP de l'Agence nationale des ponts et chaussées au sein du Laboratoire Eau, Environnement, Systèmes Urbains (LEESU) et financé par l'ADEME Île-de-France, vise à transformer cette ressource en engrais utilisable localement. Mercredi 18 septembre, ses initiateurs ont inauguré à Châtillon (Hauts-de-Seine), le premier point d'apport volontaire d'urine de France.

Le projet Enville a pour objectif de développer des dispositifs simples et pratiques pour favoriser la circularité des nutriments contenus dans notre urine. Parmi ces dispositifs figurent des urinoirs d'appoint, des bidons d'urine à domicile, des stations de transvasement et un camion de collecte d'urine. Grâce à ce projet, une filière citoyenne de valorisation agricole de l'urine humaine a vu le jour au sein d'une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), mettant en relation les habitants et la ferme qui leur fournit des légumes. Ce système repose sur l'existence d'un point d'apport volontaire d'urine, qui permet aux habitants de déposer leur urine à proximité du lieu de distribution des légumes de l'AMAP. La ferme, qui livre les légumes à cet endroit, peut ainsi récupérer l'urine, la transformer en engrais et l'utiliser sur certaines cultures.

Les chercheurs du programme rappellent que l'urine est un fertilisant naturel pour une agriculture durable et écologique car elle est riche en nutriments (azote, phosphore et potassium notamment), éléments essentiels à la croissance des plantes. Son utilisation comme fertilisant agricole permet d'assurer une agriculture soutenable, reposant sur des engrais locaux et durables, contrairement aux engrais de synthèse, dépendants de ressources fossiles (gaz naturel, minerais). Par ailleurs, la collecte et la valorisation de l'urine permettent de diminuer la pression environnementale sur les cours d'eau qui reçoivent les rejets issus de nos systèmes d'assainissement (l'azote et le phosphore provenant de l'urine constituent une pollution importante). En outre, l'urine - à l'inverse des matières fécales - présente très peu de risques sanitaires biologiques ce qui facilite sa collecte et son utilisation en agriculture. Ainsi, à l'instar des biodéchets domestiques collectés dans des points d'apport volontaire, l'urine peut être récupérée facilement chez soi et déposée dans un point de collecte de proximité afin qu'elle soit transformée en engrais et utilisée pour la production agricole locale. Vous l'aurez compris : le pipi, c'est désormais au pot !

Reportage BFM

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Rhin-Meuse

La Moselle en commun

La Région Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse lancent un nouvel appel à projets "La Moselle en commun", en partenariat avec les Conseils départementaux de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan Moselle visant dans un premier temps l'émergence d'une gouvernance partagée sur l'ensemble du bassin versant de la Moselle française (hors Sarre). L'objectif est de mettre en cohérence, via la mise en commun, l'échange et la concertation, les grands enjeux identifiés autour de la rivière Moselle et ses milieux connexes : enjeux de restauration écologique, d'atténuation du risque inondation, de partage de la ressource en eau mais aussi d'amélioration du cadre de vie pour les habitants du bassin versant ou de développement économique et touristique. Les projets pourront relever d'au moins une des 4 catégories suivantes : écotourisme, culture et patrimoine, économie, cadre de vie, avec pour principaux objectifs la promotion du bassin versant de la Moselle comme élément d'amélioration du cadre de vie, générateur d'opportunités culturelles, touristiques ou ludiques, outil de sensibilisation et d'éducation des publics à la préservation et la restauration des milieux aquatiques ou facteur de développement de nouvelles économies respectueuses de la ressource en eau.

Dépot des dossiers - 30 novembre 2024

Artois-Picardie

Juniors - Fenêtres sur l'eau "Raconte-moi l'eau"

Le dispositif se met à jour du plan Eau ! Destiné aux scolaires de cycle 3 et 4 et aux périscolaires, Fenêtres sur l'Eau "Raconte-moi l'eau" allie ses thèmes et s'ouvre aux thématiques suivantes : Petit cycle de l'eau ; Grand cycle de l'eau ; Consommation et économies d'eau ; Écosystèmes aquatiques (zone humide, rivière, mare...) ; Biodiversité des milieux aquatiques ; Activités humaines et impacts sur la ressource en eau ; Risques naturels liés à l'eau ; Effets du changement climatique sur la ressource en eau et solutions d'adaptation.

Face aux enjeux environnementaux qui nous attendent, Ã©veiller les consciences des plus jeunes aux problÃ©matiques liÃ©es Ã l'eau, aux milieux aquatiques et Ã la biodiversitÃ© dans un contexte d'adaptation au changement climatique est une prioritÃ©. S'appuyant sur des structures-relais reconnus en Ã©ducation Ã l'environnement, l'agence ambitionne de sensibiliser 1 % du public scolaire du bassin.

DÃ©pÃ¢t des dossiers - 1 date restante : 15 octobre 2024

Ã

DANUBE

Quid des bactÃ©ries rÃ©sistantes aux antibiotiques ?

Une Ã©quipe viennoise rend les rÃ©sultats d'une Ã©tude "au long cours"

La rÃ©sistance aux antibiotiques est un dÃ©fi croissant pour les systÃ©mes de santÃ© du monde entier. L'un des dangers est que les bactÃ©ries puissent pÃ©nÃ©trer dans les masses d'eau et infecter les humains ou le bÃ©tail par ce biais. Des chercheurs viennois ont menÃ© la premiÃ©re enquÃ¢te sur l'Ã©tendue et les causes de la pollution du Danube par des bactÃ©ries rÃ©sistantes.

Les antibiotiques et les bactÃ©ries rÃ©sistantes se retrouvent dans l'environnement naturel par le biais des eaux usÃ©es. Les chercheurs craignent que les agents pathogÃ©nes ne s'accumulent dans les masses d'eau et n'infectent les humains ou les animaux lorsque l'eau est utilisÃ©e pour l'extraction d'eau potable, l'irrigation ou simplement la baignade. Avec son Ã©quipe, le microbiologiste Alexander Kirschner, de l'UniversitÃ© de mÃ©decine de Vienne, a Ã©tudiÃ© l'ampleur rÃ©elle de ce danger. Dans le cadre du projet "Fecal pollution routes of antibiotic resistance in rivers", financÃ© par le Fonds autrichien pour la science (FWF), Alexander Kirschner s'est associÃ© Ã Andreas Farnleitner de l'UniversitÃ© technique de Vienne (TU Wien) et Ã l'UniversitÃ© Karl Landsteiner des sciences de la santÃ© (KL Krems) et Gernot Zarfel de l'UniversitÃ© de mÃ©decine de Graz. Ils ont examinÃ© le Danube sur son entier cours, en y associant ses plus grands affluents, Ã la recherche de bactÃ©ries rÃ©sistantes et de gÃ©nes de rÃ©sistance. L'objectif Ã©tait de dÃ©terminer plus prÃ©cisÃ©ment l'ampleur et les causes de ce type de pollution. "L'Ã©tude est basÃ©e sur l'enquÃ¢te conjointe sur le Danube, qui recueille des donnÃ©es chimiques et biologiques sur la qualitÃ© de l'eau tous les six ans depuis 2001", explique M. Kirschner. Dans le cadre de l'Ã©tude 2019, l'ensemble du cours navigable du Danube, d'une longueur totale de 2 300 kilomÃ©tres, a Ã©tÃ© examinÃ© pour la premiÃ©re fois Ã la recherche de bactÃ©ries et de gÃ©nes de rÃ©sistance. L'Ã©quipe a dÃ©veloppÃ© un concept utilisant des cultures bactÃ©riennes et la mÃ©thode dite PCR pour dÃ©terminer quantitativement la prÃ©sence de bactÃ©ries rÃ©sistantes de l'espÃ©ce *Escherichia coli*, des genres *Klebsiella* et *Pseudomonas* ainsi que des gÃ©nes de rÃ©sistance. Des milliers de cultures ont ainsi Ã©tÃ© crÃ©Ã©es et des dizaines de milliers de tests standardisÃ©s ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s, ce qui reprÃ©sente un effort considÃ©rable. Dans l'ensemble, la pollution du Danube s'est avÃ©rÃ©e plutÃ¢t modÃ©rÃ©e en Autriche, comme c'est le cas de tous les pays oÃ¹ les normes d'hygiÃ©ne sont Ã©levÃ©es. En ce qui concerne la contamination fÃ©cale et le niveau gÃ©nÃ©ral de pollution du fleuve, des donnÃ©es inquiÃ©tantes n'ont Ã©tÃ© trouvÃ©es qu'en aval du pays, dans des rÃ©gions oÃ¹ les directives de l'UE ne sont pas en place ou n'ont pas encore pris effet. Une donnÃ©e surprenante a toutefois Ã©tÃ© trouvÃ©e Ã Budapest pour des raisons inconnues, un Ã©chantillon prÃ©sentait une contamination si Ã©levÃ©e qu'elle dÃ©passait mÃªme les valeurs de la Serbie, pays non membre de l'UE, rapporte M. Kirschner.

Quelles que soient les valeurs constatÃ©es, "la question est de savoir comment (ces) valeurs s'inscrivent dans les tendances Ã long terme", explique M. Kirschner, qui prÃ©conise un suivi microbiologique rÃ©gulier afin de maintenir l'Ã©valuation des risques Ã jour. Avec l'augmentation des preuves de rÃ©sistance dans l'environnement et la diminution des rÃ©serves d'antibiotiques efficaces, la course contre les bactÃ©ries pathogÃ©nes extrÃªmement adaptables est entrÃ©e dans une phase dÃ©cisive Ã l'Ã©chelle mondiale.

Scilog - FWF

Ã

GRÃˆCE

Un village sorti des eaux

En GrÃˆce, un ancien village qui Ã©tait sous l'eau depuis 50 ans est en train de rÃ©apparaÃ®tre. La sÃ©cheresse prolongÃ©e qui touche le pays a fait baisser le niveau du lac artificiel qui l'avait englouti, faisant rÃ©apparaÃ®tre des bÃ¢timents. Cette situation inquiÃªte les rÃ©sidents de la rÃ©gion d'AthÃˆnes puisque ce lac est leur principal source d'approvisionnement en eau.

Le reportage d'AimÃ©e Lemieux -Ã Radio-Canada

Ã

Ã

AfriqueÃ
top

Ãtat du climat en Afrique

L'Afrique supporte un fardeau exceptionnellement lourd du fait du changement climatique et des coÃ»ts disproportionnÃ©s pour l'adaptation essentielle au climat. En moyenne, les pays africains perdent 2 Ã 5 % de leur PIB et nombre d'entre eux consacrent jusqu'Ã 9 % de leur budget Ã la lutte contre les extrÃªmes climatiques. En Afrique subsaharienne, le coÃ»t de l'adaptation est estimÃ© entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine dÃ©cennie, soit 2 Ã 3 % du produit intÃ©rieur brut de la rÃ©gion. D'ici 2030, on estime aussi que jusqu'Ã 118 millions de personnes extrÃªmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 USD par jour) seront exposÃ©es Ã la sÃ©cheresse, aux inondations et aux chaleurs extrÃªmes si des mesures d'adaptation adÃ©quates ne sont pas mises en place. Cela fera peser une charge supplÃ©mentaire sur les efforts de lutte contre la pauvretÃ© et entravera considÃ©rablement la croissance. RÃ©alisÃ© par l'Organisation mÃ©tÃ©orologique mondiale, le rapportÃ State of the Climate in Africa 2023Ã se concentre sur les indicateurs et les effets du changement climatique en 2023, l'annÃ©e la plus chaude jamais enregistrÃ©e dans le monde.

Les pays africains doivent donner la prioritÃ© Ã l'augmentation des investissements dans les services mÃ©tÃ©orologiques et hydrologiques nationaux et accÃ©lÃ©rer la mise en œuvre de l'initiative "Alertes prÃ©coces pour tous" afin de sauver des vies et des moyens de subsistance. Cela permettra d'attÃ©nuer les risques, de renforcer les capacitÃ©s d'adaptation, d'accroÃ®tre la rÃ©silience aux niveaux local, national et rÃ©gional et d'orienter les stratÃ©gies de dÃ©veloppement durable, indique le rapport.

WMO - State of the Climate in Africa 2023

Ã

Les ministres de l'environnement appellent un protocole contraignant sur la gestion de la sécheresse

Les ministres africains de l'environnement réunis à Abidjan ont appelé à l'établissement d'un protocole juridiquement contraignant sur la gestion de la sécheresse dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), avec un accent particulier sur l'Afrique. Cet appel répond à des préoccupations croissantes sur les impacts négatifs de la dégradation des terres, de la sécheresse et de la désertification sur la stabilité socio-économique, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale du continent. Cet appel a été lancé à la fin de la 10  me session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), avec l'adoption de la Déclaration d'Abidjan le 6 septembre. Celle-ci a demandé un protocole de gestion de la sécheresse et exprimé une profonde inquiétude face aux défis environnementaux auxquels l'Afrique est confrontée, notamment la hausse des températures et la dégradation des terres, tout en soulignant que l'inaction affaiblit la résilience sociale et des écosystèmes à travers les pays africains.

Le PNUE et la Banque africaine de développement ont également présenté l'Atlas du capital naturel africain, qui met en évidence les riches ressources naturelles de l'Afrique et la nécessité urgente de les gérer durablement. L'Afrique détient 8 % du gaz naturel mondial, 12 % de ses réserves de pétrole et 30 % des gisements minéraux mondiaux. Ses pêcheries sont évaluées à plus de 24 milliards de dollars, et elle contient plus de 60 % des terres arables non exploitées du monde.

PNUE

  

FINANCEMENT

Le vice-président de la Banque mondiale plaide pour des partenariats tripartites

Une plateforme de financement pour la sécurité de l'eau a été lancée le 12 septembre 2024 à Dakar.    cette occasion, Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et centrale est revenu sur les défis que le continent devra surmonter. La Banque mondiale a lancé ce printemps un nouveau programme, dénommé Fast track water security and climate adaptation global challenge program. Son objectif, a précisé M. Diagana, est de renforcer la sécurité hydrique à l'aune de la nécessaire adaptation climatique. Il a relevé que la Banque mondiale s'emploie à mobiliser des instruments de financement, mais aussi les autres leviers que constituent les connaissances et les partenariats. M. Diagana rappelle que la Banque mondiale entretient un partenariat de longue date avec le gouvernement du Sénégal et aussi les bailleurs.    l'appui de la Société financière internationale (IFC) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), le Groupe de la Banque mondiale se mobilise pour concrétiser les projets dans le secteur de l'eau, à "un domaine de développement prioritaire", a confié le vice-président de la Banque mondiale, qui précise que l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et une gestion durable des ressources en eau ne pourront se réaliser que dans le cadre de partenariats tripartites entre les pays, les institutions bilatérales/multilatérales et le secteur privé.    "Notre espoir, soutient-il, à réside dans les stratégies et les feuilles de route que définissent les pays pour définir les réformes et les investissements permettant d'atteindre les objectifs de développement."

Adou Faye, Le Journal de l'  conomie Sénégalaise (Dakar) -    AllAfrica

  

MAROC

Le gouvernement acc  li  re la réalisation des ouvrages hydrauliques

Le gouvernement travaille d'une façon "intensive" pour accélérer la réalisation de plusieurs ouvrages hydrauliques, qu'il s'agisse de barrages ou d'opérations d'interconnexion ou de dessalement de l'eau de mer en vue d'améliorer la situation de l'eau dans le Royaume, a affirmé le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas. Dans ce sens, le gouvernement a œuvré à accroître les ressources financières dédiées à ces projets (143 milliards de dirhams, soit plus de 13 milliards d'euros), notamment ceux intéressant l'irrigation et l'eau potable au titre de période 2021-2027, a indiqué M. Baitas. Parmi ces projets figure l'interconnexion des bassins hydrographiques.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

Tanger s'engage vers une gestion durable des eaux usées

Dans un contexte de pénurie des ressources hydriques, le projet de station d'épuration et de réseau de réutilisation des eaux usées traitées (REUT ou REUSE) à Tanger s'impose comme une initiative clé pour pallier le déficit structurel en eau, à travers une gestion durable des eaux usées. C'est dans cette perspective de préservation des ressources hydriques et d'atténuation de l'impact du stress hydrique, conformément aux Hautes Directives royales en la matière, que s'inscrit le projet REUSE dédié à la valorisation des eaux usées pour les besoins d'irrigation à Tanger.

Opérant à partir de la station d'épuration de Boukhalef et doté d'une capacité de traitement de 42 700 m³/jour, ce projet s'étend sur un réseau couvrant une surface de 355 hectares, soit près de 75 % des espaces verts de la ville. Il se traduit par une économie d'eau d'environ 2,4 Mm³ chaque année, soit l'équivalent de la consommation en eau potable d'une ville de plus de 75 000 habitants. L'opérateur Amendis, chargé de la gestion du projet, prévoit l'extension du réseau de réutilisation des eaux usées traitées de près de 95 kilomètres, ainsi que la création de 5 nouvelles stations de pompage et le renforcement de la STEP d'Assilah Marina Golf.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

Voir aussi :

Au Grand Agadir, recours accru aux eaux usées épurées pour l'arrosage des espaces verts

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - À AllAfrica

À

TUNISIE

Le nouveau code des eaux bientôt sur étiquette

La Tunisie s'engage dans une nouvelle politique de l'eau avec l'élaboration d'un code des eaux modernisé. Ce projet [NDLR. dont il a été fait écho à maintes reprises] vise à garantir un accès durable à l'eau tout en misant sur une gestion efficace des ressources et le développement des eaux non conventionnelles. Le projet, examiné lors d'un conseil ministériel en mars dernier, doit remplacer le code actuel datant de 1975, devenu obsolète et inadapté aux défis actuels. Parmi les principaux axes de ce nouveau code figurent la création de structures au niveau sectoriel, national et régional, chargées de l'organisation et de la gouvernance de l'eau, la consolidation de la propriété publique de l'eau, l'adoption d'une gestion efficace tenant compte des périodes d'abondance et de sécheresse, ainsi que l'amélioration de la gouvernance des complexes aquatiques. En outre, le code prévoit la mise en place d'un système d'information national pour surveiller la propriété publique de l'eau, l'utilisation des eaux non conventionnelles et le rechargement des nappes

phréatiques.

Bien que l'utilisation des eaux non conventionnelles, telles que les eaux usées traitées ou les eaux dessalées, reste encore timide, la Tunisie manifeste clairement sa volonté d'intensifier leurs usages afin de répondre aux besoins en eau potable des ménages et des agriculteurs. La construction de plusieurs stations de dessalement de l'eau de mer s'inscrit dans cette stratégie, visant à renforcer les systèmes d'approvisionnement en eau dans les régions côtières et à réduire la pression sur ceux du Nord. Par exemple, la station de dessalement de Zarat (Gabès), entrée en service en juillet dernier, a une capacit  de production quotidienne de 50 000 mètres cubes, desservant plus de 1,1 million de citoyens. De même, la station de Sfax, opérationnelle depuis août, produit actuellement environ 50 000 mètres cubes d'eau potable par jour, avec une capacit  totale prévue de 100 000 mètres cubes par jour d'ici mi-septembre, bénéficiant ainsi à 900 000 habitants. Quant à la station de Sousse, dont les travaux de construction sont achevés à plus de 80 %, elle devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année. Si ces stations contribueront à sécuriser l'approvisionnement en eau dans plusieurs régions de Tunisie, les experts soulignent l'importance cruciale de rénover les réseaux pour éliminer les pertes d'eau, tout autant que la production d'eaux non conventionnelles. Ils insistent également sur la nécessité de mettre fin à l'exploitation illicite des eaux souterraines et de revoir les politiques agricoles afin d'adopter des cultures durables en termes de consommation d'eau. Le pays compte actuellement plus de 20 000 puits illégaux. Depuis vingt ans, le niveau des nappes d'eau dans le Nord et le Sud a baissé en moyenne de 2 mètres par an, mettant en danger la durabilité des écosystèmes.

Marwa Saidi, La Presse (Tunis) -  AllAfrica

 

SénéGAL

Le pays met en œuvre son chantier pour l'accès à l'eau pour tous et annonce des mesures

Le ministère de l'Hydraulique a été enjoint de cartographier le réseau d'eau et procéder à son évaluation indépendante.   "Il est important de savoir pourquoi le réseau est vétuste, pourquoi l'on n'a pas procédé à son renouvellement. Qui devait le faire ? Pourquoi il ne l'a pas fait ? Est-ce que des financements ont été mobilisés à cette fin ?", a déclaré le Premier ministre Ousmane Sonko. Mise en œuvre du Programme national d'accès sécurisé à l'eau et à l'assainissement, élaboration d'un nouveau projet de code de l'eau ou encore la création d'une haute autorité chargée de la régulation du secteur : une trentaine de mesures a été annoncée au Comité interministériel de fin août. Il a été notamment question des fortes disparités d'accès et de coûts de l'eau entre les zones rurales et urbaines. Pour Maguette Fall, président de l'Association pour la défense de l'environnement et des consommateurs, c'est un bon début :   "Si on pouvait faire en sorte que le coût de l'eau soit moins cher en milieu rural, moi, je crois que nous applaudirions. Tout en sachant qu'en milieu urbain, il y a des zones assez dépourvues. Donc faire en sorte que, à ce niveau-là, il y ait un équilibre qui permette véritablement à toutes les populations d'accéder à un coût raisonnable à l'eau potable."

Selon le gouvernement, le coût pour financer la politique hydraulique de l'état s'élèverait à 1 627 milliards de francs CFA (soit un peu moins de 2,5 milliards d'euros). Les parties impliquées doivent se retrouver, en octobre, pour faire un point sur les avancées.

Gwendal Lavina, Radio France Internationale -  AllAfrica

 

  Dakar, la croissance urbaine participe fortement à intensifier les inondations

Depuis plus de deux décennies, les inondations urbaines surviennent régulièrement dans plusieurs quartiers de Dakar. Le plan ORSEC, mécanisme d'urgence visant la coordination et la gestion des catastrophes au Sénégal, a ainsi été déclenché en 2005, 2009, 2012, 2019, 2020, 2021 et 2022. Ces épisodes de plus en plus fréquents ne sont pas sans conséquences : les inondations de 2005, par exemple, ont généré des épidémies de choléra. En 2009, les domma

peres liÃ©s aux inondations ont Ã©valuÃ©s Ã 35,5 milliards de francs CFA. Quant Ã celles du 26 aoÃ»t 2012, elles ont lourdement affectÃ© les populations et entraÃªnÃ© six morts Ã Dakar, treize sur l'ensemble du pays. Ces inondations ont Ã©galement des consÃ©quences sanitaires (Ã©pidÃ©mies de cholÃ©ra, paludisme...) en raison de la stagnation des eaux, plusieurs mois aprÃ©s la fin de l'hivernage.

Christophe Bouvier, hydrologue, et Dr Laurent Pascal DiÃ©mÃ©, gÃ©ographe-hydrologue, Institut de recherche pour le dÃ©veloppement (IRD) -Ã The Conversation

Ã

NIGER

Le patrimoine historique menacÃ© par les pluies

Inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, la citÃ© historique d'Agadez craint les consÃ©quences des inondations, notamment pour son secteur touristique. Parmi les dÃ©gÃ¢ts matÃ©riels les plus importants figurent l'affaissement et la destruction progressive des sites touristiques, y compris la mosquÃ©e construite au XVIe siÃ©cle. Les habitants craignent que les inondations entraÃªnent des consÃ©quences pour le tourisme, l'un des secteurs les plus prolifiques du pays.Ã "Avec les inondations, la ville touristique se meurt", prÃ©vient Mahamat Souleymane, le muezzin de la mosquÃ©e.Ã "La ville historique est menacÃ©e par les pluies, d'autant plus qu'elle ne dispose pas de systÃ©me de drainage des eaux de ruissellement, qui causent la plupart des dÃ©gÃ¢ts. Certains quartiers disposent de tels systÃ©mes, mais ils ne sont plus efficaces et, au lieu d'Ã©vacuer l'eau de la ville, ils la refoulent, ce qui provoque des inondations."

Ã environ 300 kilomÃ©tres d'Agadez, une autre ville historique, Zinder, n'est pas non plus Ã©pargnÃ©e par les inondations. Le dÃ©gÃ¢t le plus rÃ©cent est l'effondrement de la mosquÃ©e mythique du quartier du sultanat, vieille d'environ 200 ans.

Pour rappel, les inondations au Niger ont dÃ©jÃ causÃ© d'Ã©normes dÃ©gÃ¢ts matÃ©riels et humains. Le pays a enregistrÃ© morts, plus de 200 blessÃ©s et 350 000 personnes sinistrÃ©es.

Zanem Nety Zaidi, Deutsche Welle (Bonn) -Ã AllAfrica

Ã

ANGOLA

Les projets hydrauliques du fleuve Cunene seront achevÃ©s en fÃ©vrier 2025

Les huit barrages de rÃ©tention d'eau en construction depuis 2023, dans la municipalitÃ© de Curoca, province de Cunene, seront achevÃ©s en fÃ©vrier 2025, afin de rÃ©duire les effets de la sÃ©cheresse dans la rÃ©gion. L'information a Ã©tÃ© fournie par le directeur gÃ©nÃ©ral du Bureau d'administration des bassins des riviÃ©res Cunene, Cubango et Cuvelai, Carolino Mendes. Mis en œuvre dans le cadre du Programme de lutte contre les effets de la sÃ©cheresse dans le sud de l'Angola (PCESSA), sept de ces barrages sont dÃ©jÃ achevÃ©s. Ces barrages, dont les volumes d'eau varient entre 2 416 et 7 469 mÃ©tres cubes, ont reprÃ©sentÃ© un investissement d'un peu plus de 54 millions de dollars. Leur mise en service permettra de dynamiser l'activitÃ© agricole, de valoriser l'Ã©levage et de garantir la sÃ©curitÃ© hydrique Ã travers l'approvisionnement en eau de plus de 10 000 habitants vivant le long du pÃ©rimÃ©tre. Sur la rive droite du fleuve Cunene, les amÃ©nagements en cours, qui incluent barrage de Cova do LeÃ£o, ont Ã©tÃ© Ã©valuÃ©s Ã 284 millions de dollars.

Angola Press Agency (Luanda) -Ã AllAfrica

Ã

MAYOTTE

La pression démographique et la déforestation menacent les ressources en eau et en sol

Une étude menée avec le CNRS Terre & Univers met en évidence les conséquences environnementales des changements d'usages des sols sur l'île en lien avec une pression démographique et migratoire toujours plus forte.

Depuis la départementalisation de l'île de Mayotte en 2011, ce territoire enregistre une forte croissance démographique qui s'explique en partie par un flux migratoire important venu des îles voisines. La surpopulation qui en résulte conduit à de profonds changements d'usage des sols qui se manifestent par une urbanisation anarchique de l'île, des changements d'occupation des sols dont une accélération de la déforestation et l'abandon des pratiques agricoles traditionnelles (le "jardin mahorais", un type d'agroforesterie) au profit de monocultures intensives de banane et de manioc. Ces changements induisent des pressions environnementales importantes. Les phénomènes érosifs s'accroissent, augmentant l'apport de sédiments vers les retenues destinées à l'alimentation en eau potable de l'île et au lagon. Le comblement de ces réservoirs par un apport excessif de sédiments réduit de fait leurs capacités de stockage, dans un contexte de crises de l'eau qui se succèdent depuis 2016. La déforestation et les changements d'usages des sols menacent aussi la biodiversité unique de cette île et y amplifient le risque de catastrophes naturelles (ex. inondations, glissement de terrain).

Dans le cadre de cette étude, des carottes sédimentaires ont été collectées dans la retenue de Dzoumognon, l'un des principaux réservoirs de l'île destinés à l'alimentation en eau potable. Ces archives sédimentaires ont permis de reconstruire l'impact des pressions humaines récentes sur la dégradation des ressources en eau et en sol en couplant une approche originale utilisant des analyses d'ADN environnemental, de traçage sédimentaire et de retro-observation de l'érosion. Les principaux résultats de cette étude soulignent l'occurrence de deux périodes d'accélération de l'érosion des sols : la première juste après la départementalisation de l'île de 2011 à 2015, suivie par une seconde augmentation entre 2019 et 2021, due aux pressions migratoires et démographiques soutenues. La diminution des flux érosifs entre ces deux périodes coïncide avec une diminution des précipitations qui ont plongé l'île dans les crises de l'eau de 2016 et 2017. Les analyses d'ADN environnemental ont permis de mettre en évidence des changements de communautés biologiques avant/pendant et après ces changements d'occupation des sols, qui ont augmenté la connectivité entre des parties du paysage jusque-là peu affectées par l'érosion (ex. forêt, cultures traditionnelles) et le réservoir. Ces mesures soulignent également l'impact de l'intensification des pratiques agricoles et de la diminution de la hauteur d'eau du réservoir après 2016 sur la dégradation de la qualité de l'eau. Des mesures de conservation urgentes sont nécessaires pour éviter l'occurrence de crises socio-environnementales majeures et protéger les ressources de ce territoire pour les générations futures.

CNRS

À

MADAGASCAR

Vers un bilan de la gestion des infrastructures dans le Sud

Le gouvernement, via le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène vient de lancer une étude sur la mise en gestion du service de l'eau dans les régions du Sud du pays.

Les défis en matière d'accès à l'eau potable sont nombreux à Madagascar. Outre la nécessité de mettre en place des infrastructures répondant aux besoins et situations réels des populations, la nécessité d'instaurer une bonne gestion de celles-ci demeure. La Grande Île affiche un taux d'accès national de 55,3 % avec des disparités régionales. L'étude vise un état général des infrastructures et de la qualité du service d'eau rendu aux usagers, incluant un inventaire des techniques et technologies en place ainsi que de l'ensemble des gestionnaires qui interviennent dans le secteur de l'eau dans les trois régions du Grand Sud.

Josée Belalahy, Midi Madagasikara (Antananarivo) - Africa

À

Travail de nuit au lavoir pour les lessiveuses

Les coupures prolongées de l'alimentation en eau dans les foyers et au niveau des bornes fontaines ainsi que dans les lavoirs publics dans de nombreux quartiers d'Antananarivo, entraînent une multitude de désagréments pour les usagers. C'est ainsi que chaque soir vers 21 heures, le lavoir d'Ivandry Tanana fait le plein. Toutes les places disponibles sont occupées par des femmes en train de faire la lessive, à la lumière des lampes de poche et des torches. Il s'agit pour la majorité d'entre elles, de lessiveuses qui vivent de ce métier au jour le jour. Le reste étant des mères et des grands-mères faisant la lessive pour leurs familles respectives. Leur présence en ce lieu en pleine nuit est liée aux coupures d'eau, les robinets restant désespérément secs de toute la journée. Certains soirs, les robinets sont même secs à 23h30, parfois même pour plusieurs jours (et nuits) de suite.

Hanitra R., Midi Madagasikara (Antananarivo) - À AllAfrica

MAURICE

Micmacs d'esquive des procédures d'appels d'offres

Le programme de remplacement de tuyaux de la Central Water Authority (CWA) a coûté à l'État 700 millions de roupies (soit un peu plus de 13,5 millions d'euros), sur lequel des contrats octroyés à des petites et moyennes entreprises, d'une valeur de presque 200 millions de roupies, révèlent de graves anomalies. Des documents montrent que plusieurs de ces contrats ont été fragmentés pour éviter les appels d'offres et se conformer au Public Procurement Act. C'est d'ailleurs pour cette raison que Yousra Lalmahomed, l'auditrice interne en chef de la CWA, a démissionné en juin en raison des pressions qu'elle a subies lorsqu'elle a dénoncé ses préoccupations majeures quant à ces contrats. L'une des entreprises suspectées serait même associée à un personnage connu pour ses liens avec le parti au pouvoir, et ayant été arrêté en 2017 à la suite d'une saisie d'hydrogène dans des bonbonnes de gaz stockées dans le port...

Reshma Gulbul-Nathoo, L'Express (Port Louis) - À AllAfrica

À

Des habitants desservis par une rivière polluée ?

L'eau fournie à partir d'une pompe installée par la Central Water Authority (CWA) dans une rivière polluée de la région de Brisbane-Verdière et de Mare-d'Australie suscite l'inquiétude et la colère des habitants. La consommation de cette eau aurait entraîné des problèmes de santé, affirment plusieurs d'entre eux. Rouille, insectes, carcasses de chiens morts et déchets divers accumulés depuis des années, c'est aussi dans cette rivière que les planteurs lavent leurs équipements de traitement de pesticides !

La CWA précise néanmoins que des contrôles sont effectués pour vérifier la qualité de l'eau avant l'installation d'une pompe et que le traitement de l'eau dans les rivières pour assurer un approvisionnement adéquat reste une pratique habituelle. Le directeur général de la CWA, Prakash Maunthroora, est cependant resté injoignable au téléphone.

Razeenah Kurreeman, L'Express (Port Louis) -Â AllAfrica

Â

Â

AsieÂ
top

NÂ%oPAL

Le bilan des inondations s'Â©lÃve Â plus de 192 morts

Les inondations et les glissements de terrain provoquÃ©s par les pluies diluviennes au NÃ©pal, notamment dans la capitale Katmandou, ont fait au moins 192 morts. Une station Â l'aÃ©roport de Katmandou a enregistrÃ© 240 millimÃtres de pluie durant 24 heures, a indiquÃ© l'agence mÃ©tÃ©orologique nÃ©palaise au journalÂ Kathmandu Post. Il s'agit des prÃ©cipitations plus importantes enregistrÃ©es dans la capitale nÃ©palaise depuis au moins 1970, selon cette agence. Plus de 3 000 personnes ont participÃ© aux opÃ©rations de sauvetage Â l'aide d'hÃ©licoptÃ©res ainsi que de bateaux Â moteur et pneumatiques ; et plus de 3 000 personnes ont Â©tÃ© secourues dans le pays, a prÃ©cisÃ© le porte-parole du ministÃ©re de l'IntÃ©rieur, Rishi Ram Tiwari. Il a aussi fallu dÃ©gager plusieurs autoroutes bloquÃ©es par des dÃ©bris, coupant Katmandou du reste du pays.

Radio-Canada

Â

CHINE

Trois-Gorges

Au 3 septembre, le fret transitant par le barrage des Trois-Gorges sur le fleuve YangtsÃ© a dÃ©passÃ© 100 millions de tonnes. Ses Â©cluses ont Â©tÃ© activÃ©es 6 500 fois pour faire passer 24 000 navires de fret. Il s'agit de la 11Ãme annÃ©e consÃ©cutive que le fret des Trois-Gorges dÃ©passe 100 millions de tonnes.

Photo Xinhua - China.org.cn

À

Découverte d'une nouvelle espèce de poisson

Des chercheurs chinois ont découvert une nouvelle espèce de poisson cyprinidés, *Opsariichthys rubriventris*, dans la ville de Huizhou de la province chinoise du Guangdong (sud du pays). Dans un article publié dans la revue internationale *Diversity*, *Opsariichthys rubriventris* est décrit comme une espèce unique endémique du Guangdong, résidant dans le cours supérieur des rivières du bassin de la rivière des Perles. L'espèce se distingue de ses congénères par plusieurs caractéristiques. Zhou Jiajun, l'un des co-auteurs de l'article, a noté que cette découverte est importante pour comprendre l'évolution du genre *Opsariichthys* et pour la protection de la diversité des poissons dans les cours d'eau de la rivière des Perles. Selon lui, l'espèce a une aire de répartition étroite et une population de petite taille. Avec ses couleurs vives et sa grande valeur ornementale, elle est devenue très recherchée dans le commerce des poissons d'ornement. Toutefois, certains habitats sont devenus difficiles à localiser en raison de la surpêche, ce qui souligne la nécessité d'une attention et d'une protection accrues.

Xinhua

À

PACIFIQUE

État du climat dans le Sud-Ouest Pacifique

Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat 2023 dans le Sud-Ouest Pacifique montre que l'élévation du niveau de la mer dans la région est supérieure à la moyenne mondiale. Depuis 1980, les températures de surface de la mer ont augmenté trois fois plus vite que la moyenne mondiale. Au cours de cette période, la fréquence des vagues de chaleur marine a approximativement doublé depuis 1980, elles sont plus intenses et durent plus longtemps. Le rapport a été publié par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et le secrétaire général de l'OMM, Celeste Saulo, lors du Forum des Îles du Pacifique à Tonga. Il était accompagné d'un document d'information spécial intitulé "Des mers déferlantes dans un monde en réchauffement, décrit par M. Guterres comme le SOS sur l'élévation du niveau de la mer".

Bien qu'elles ne représentent que 0,02 % des commissions mondiales, les îles du Pacifique sont particulièrement exposées. Leur altitude moyenne n'est que d'un à deux mètres au-dessus du niveau de la mer ; 90 % de la population vit à moins de cinq kilomètres de la côte et la moitié des infrastructures se trouvent à moins de 500 mètres de la mer. Les systèmes d'alerte précoce facilitent la prise de mesures proactives telles que les plans d'évacuation, l'affectation des ressources et le renforcement des infrastructures. Bien qu'ils constituent une bouée de sauvetage, ils ne sont disponibles que dans un tiers des petits États insulaires en développement au niveau mondial.

WMO - State of the Climate in the South-West Pacific 2023

Â

Â

Amériques
top

GROENLAND

Une marée noire provoquée par un naufrage

Le naufrage au large du Groenland d'un bateau contenant jusqu'à 20 000 litres de gazole a provoqué une marée noire que les pompiers ont tenté de contenir dans les fjords à proximité, a annoncé le 20 septembre la police de ce territoire autonome danois. L'aide du Commandement arctique de la marine danoise a également été sollicitée par le ministre de la Protection civile et de l'Environnement, afin de récupérer et traiter le gazole déversé. Le Adolf Jensen, un navire de croisière long de 30 mètres, propriété de la compagnie 60 North et battant pavillon groenlandais, contenait entre 15 000 et 20 000 litres de gazole dans son réservoir, auxquels s'ajoutent 1 000 litres d'essence.

Radio-Canada

Â

MIQUELON

Garder la tête hors de l'eau

La mer, gagne-pain des Miquelonnais depuis des siècles, menace de submerger les résidents de l'île française au large de Terre-Neuve. Les changements climatiques forcent la mise en place d'un vaste projet de déplacement et de reconstruction sur des terres plus élevées.

Le reportage de Patrick Butler - Radio-Canada

Â

CANADA

Quand la lutte pour protéger l'eau des Grands Lacs devient un combat contre Enbridge

C'est l'histoire d'un peuple qui a l'habitude des combats à la David contre Goliath. Après avoir réussi à faire annuler un projet de mine sur leur territoire, les Chippewas de Bad River s'attaquent au géant canadien des Énergies fossiles : Enbridge.

Tout a commencé en octobre 2018 lors de l'écrasement d'un hélicoptère dans une zone reculée du territoire des Chippewas de la communauté de Bad River, tout au nord du Wisconsin, au bord du lac Supérieur. Cet accident a mis en évidence l'impensable au moment où des équipes étaient envoyées sur place : un oléoduc qui traverse leur territoire est fonctionnel et découvert. La même année, comme deux ans auparavant, la communauté avait aussi subi des inondations sans précédent qui avaient eu des conséquences sur l'oléoduc.

Le reportage de Delphine Jung - À Radio-Canada

À

À

QUÉBEC

Des chefs innus veulent s'unir pour faire le poids face à Hydro-Québec

Des chefs de communautés innues souhaitent négocier d'une seule voix avec Hydro-Québec alors que des projets d'énergie de plusieurs milliards de dollars sont envisagés sur leur territoire, a appris Radio-Canada. Seuls, ils craignent de ne pas obtenir assez de bénéfices, comme dans le passé. "On a développé des stratégies pour parler au nom de la nation innue et se partager les revenus", explique le chef d'Ekuanitshit (Mingan), sur la Côte-Nord, Jean-Charles Piétaché. "On en veut des projets, des éoliennes ou du solaire, mais pas de barrages", dit le chef de Nutashkuan, René Tettat. Dans son immense projet pour doubler la capacité électrique dans son réseau, d'ici 2050, afin de répondre à l'augmentation de la demande, Hydro-Québec planifie plusieurs projets qui touchent le territoire des communautés innues. Radio-Canada est allé à la rencontre de plusieurs chefs innus de la Côte-Nord, cet été, pour parler de leurs relations avec la société québécoise.

Radio-Canada

À

SAINT-LAURENT

Opération de dépollution pour retirer un millier de pneus

Des pieds palmés d'un genre inhabituel ont investi le Saint-Laurent. Menés par l'exploratrice et cinéaste sous-marine Nathalie Lasselin, des plongeurs bénévoles arpentent le fond du fleuve à la hauteur de Beauharnois, en Montérégie, pour sortir de l'eau des centaines et des centaines de pneus qui polluent le milieu aquatique depuis plusieurs décennies. Ces pneus proviennent d'un brise-lames constitué de 40 000 d'entre eux, qui avait été installé en 1990 pour agrandir la marina de Beauharnois et qui a coulé depuis. Cependant, les pneus avaient été attachés les uns aux autres par des sangles en caoutchouc contenant de l'urthane, une substance chimique qui, à une concentration trop élevée, peut causer des dommages à la santé. Il s'agit d'un nouveau type de mission pour Mme Lasselin, membre de l'organisme à but non lucratif Aqua Sub Terra, dont la vocation est la protection et la promotion des ressources aquatiques et souterraines. La plongeuse a déjà trempé ses palmes à plusieurs reprises dans le fleuve, que ce soit autour de Montréal ou ailleurs, et organise des opérations de nettoyage dans le fleuve depuis 2017. Elle y a vu toute sorte de choses, des classiques téléphones cellulaires et carcasses de voitures aux drones, en passant par les armes à feu. Une vingtaine de

plongeurs bénévoles chevronnés constituent les troupes de Nathalie Lasselin pour cette mission, au cours de laquelle ils doivent avancer en solo avec une visibilité nulle et le risque de percuter des objets ou de se retrouver coincés dans des fils de pêche.

Radio-Canada

À

ÉTATS-UNIS

L'ouragan Helene a fait au moins 120 morts dans le sud-est

Des habitants désespérés, isolés en raison des routes emportées par les eaux et du manque d'électricité et de service cellulaire, faisaient la queue pour obtenir de l'eau fraîche, dans l'ouest de la Caroline du Nord, trois jours après que l'ouragan Helene ait ravagé le sud-est des États-Unis et tué au moins 120 personnes dans six États.

Radio-Canada

Trump-Harris : Un avenir climatique fait de compromis hasardeux

Alors que les États-Unis viennent de traverser un des étés les plus chauds de leur histoire, qu'un nouveau feu de forêt majeur menace la grande région de Los Angeles et qu'un nouvel ouragan (Francine) vient de frapper la Louisiane, les deux candidats qui aspirent à prendre les clés de la Maison-Blanche restent très discrets sur la question climatique.

Stéphanie Leblanc - À Radio-Canada

À

À

Économie

À

top

Le Danois Grundfos acquiert Culligan C&I en Italie, France et Royaume-Uni

Grundfos, leader mondial des technologies et des solutions avancées de pompage de l'eau, vient de conclure avec succès le rachat de la division commerciale et industrielle de Culligan (Culligan C&I) en Italie, en France et au Royaume-Uni. Cette acquisition permet au groupe danois de renforcer son offre de solutions et ses capacités dans le domaine du traitement de l'eau et des eaux usées. "Nous avons pour ambition stratégique de développer notre activité de traitement de l'eau et de devenir un fournisseur de solutions de premier plan dans ce domaine. Cette acquisition nous permet de proposer à nos clients un portefeuille de solutions et une offre de services élargis", a déclaré Inge Delobelle, vice-présidente exécutive et directrice générale de la division Industrie de Grundfos. En ajoutant la division commerciale et industrielle de Culligan à ses activités existantes, Grundfos se dote d'un solide portefeuille de solutions et de technologies dédiées au traitement de l'eau et des eaux usées pour les besoins industriels et commerciaux, complémentaires aux siennes.

Culligan C&I a enregistré un chiffre d'affaires de plus de 100 millions d'euros en 2023 et compte environ 400 employés en Italie, en France et au Royaume-Uni. Il est important de noter que cette transaction n'inclut pas les activités commerciales de Culligan pour la maison, les immeubles de bureaux, de même que les activités de livraison de bouteilles d'eau (Sport Bottles) en Italie, en France et au Royaume-Uni. Ses opérations essentiellement commerciales et industrielles liées au Moyen-Orient, en Espagne et en Amérique du Nord ne font également pas partie de l'accord. Toutes ces entités continuent de relever de Culligan.

Cette transaction fait suite à une série d'acquisitions réalisées par Grundfos dans le domaine du traitement de l'eau, notamment Eurowater en 2020, MECO en 2021 et Water Works en 2022.

À

Mayotte - Stereau (Groupe Saur) fournira bientôt 10 000 m3 d'eau potable par jour

Le Syndicat Les Eaux de Mayotte (LEMA) confie au groupement Stereau (mandataire), composé des entreprises Artelia, AROM, Colas et Saur France, le marché global de performances pour la conception, la réalisation et l'exploitation de la future usine de dessalement située sur l'île de Grande-Terre à Ironi Bé, Mayotte. Ce projet d'envergure s'inscrit dans un contexte d'urgence lié à la crise de l'eau qui affecte gravement le département. Le montant du marché attribué à Stereau s'élève à 36 millions d'euros HT. Le projet, qui devrait être achevé d'ici fin 2025, permettra d'améliorer significativement l'approvisionnement en eau potable sur l'île et de réduire les pénuries d'eau. L'exploitation de l'usine sera assurée par Saur France pour une période initiale de trois ans, avec la possibilité de renouveler le contrat pour deux années supplémentaires, par périodes d'un an. Conçue pour produire 10 000 m3 d'eau potable par jour à partir de l'eau de mer, l'usine de dessalement d'Ironi Bé, mettra en œuvre une filière de traitement de l'eau éprouvée, intégrant une station d'alerte, une flottation, une filtration sur filtre bicouche, un traitement par osmose inverse haute pression suivi d'une reminéralisation et d'une désinfection (chloration). L'osmose inverse, technologie avancée de traitement de l'eau, permet de convertir l'eau de mer en eau potable en éliminant les sels et autres impuretés, une solution essentielle pour répondre aux besoins croissants en eau douce de l'île. À À

À

Arabie saoudite - MOAJ Holding dans une coentreprise avec MediSun Energy

MediSun Energy et MOAJ Holding annoncent la formation de MediSun Arabia, une coentreprise conçue pour proposer des solutions énergétiques innovantes et lutter contre la pénurie d'eau en Arabie saoudite. Dans le cadre de ce partenariat stratégique, MOAJ Holding investira 30 millions de dollars US pour mettre en place une usine de fabrication de pointe et développer un programme de gestion de la saumure saoudienne avec MediSun Energy. Le projet vise la construction d'un centre de production des piles WEGen de MediSun. Cette installation renforcera les capacités industrielles locales et jouera un rôle central dans la transition de l'Arabie saoudite vers les énergies renouvelables, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. En outre, MOAJ Holding sera le distributeur exclusif des technologies de MediSun Energy dans tout le Conseil de coopération du Golfe (CCG), élargissant ainsi l'empreinte de MediSun au Moyen-Orient. Ensemble, les partenaires mèneront le programme saoudien de gestion des saumures en collaboration avec une institution universitaire de premier plan réputée pour ses recherches sur le dessalement. Cette initiative de R&D vise à relever les défis environnementaux posés par les saumures de dessalement en développant des technologies de traitement de pointe.

MediSun Energy est une entreprise technologique qui se consacre à la fourniture de solutions innovantes en matière d'énergie propre. Sa technologie phare WEGen exploite la puissance osmotique pour améliorer l'efficacité énergétique dans le dessalement de l'eau et la production d'énergie renouvelable. MOAJ Holding est un groupe d'investissement de premier plan qui met l'accent sur le développement durable dans des secteurs clés tels que l'énergie, la technologie et l'infrastructure.